

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU DÉLAI EN PROCÉDURE CIVILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Mardi 29 Octobre 1901, à 8 heures

PAR

LOUIS COPEL

Président : M. GARÇON, professeur.

Suffragants { *MM. GÉRARDIN, professeur.*
PLANIOL, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, rue Soufflot (5^e arrond.)

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1901

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DU DÉLAI
EN
PROCÉDURE CIVILE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

Sera présenté et soutenu le Mardi 29 Octobre 1901, à 8 heures

PAR

LOUIS COPEL

Président : M. GARÇON, professeur.
Suffragants { MM. GÉRARDIN, professeur.
 PLANOL, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, rue Soufflot (5^e arrond^e.)

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DU DÉLAI EN PROCÉDURE CIVILE

INTRODUCTION

1. En procédure civile, la matière des délais est, au point de vue théorique, une des plus arides ; elle est, au point de vue pratique, une des plus difficiles et des plus importantes.

2. I. POINT DE VUE THÉORIQUE. — Les lois qui règlent le calcul des délais, leur augmentation, leur abréviation, leur suspension, leur prorogation, et même celles qui ont pour objet les effets de leur inobservation, sont des lois arbitraires et contingentes : cela implique que, socialement et historiquement, leur étude manque d'intérêt.

3. a) *Absence d'intérêt social.* — Sans doute, il peut n'être pas indifférent à la société que l'exercice des droits soit ou non limité dans le temps, qu'après un certain délai, un droit soit prescrit, une action irrecevable, un acte tardif et nul, ou qu'au contraire il soit prématuré pour avoir été fait avant l'expiration du terme fixé par la loi,

le juge ou les parties ; sans doute, les règles d'une bonne justice doivent être telles qu'elles permettent d'éviter les surprises qu'engendre la précipitation, et que, cependant, elles empêchent les procès de s'éterniser et les querelles trop anciennes de revivre. Mais une fois les délais à observer déterminés, qu'importe, à ce point de vue, la façon de les compter ? que l'on rejette ou non des délais, les jours termes, que l'on proroge ou non ces délais au lendemain quand le jour d'échéance est un jour férié, la variation de la durée du délai est si peu importante par rapport au délai lui-même, qu'elle est socialement sans intérêt, et qu'il en est ainsi par conséquent des lois qui règlent le calcul de ces délais.

4. b) *Absence d'intérêt historique.* — Au point de vue historique, l'étude de ces lois ne se conçoit guère mieux. En droit, l'histoire a deux buts principaux : l'un se propose la recherche des origines d'une institution, l'étude de son développement qui permet une entente plus éclairée de l'institution actuelle, l'autre, la comparaison des progrès de la législation avec ceux de l'état social, et la détermination de l'influence de ceux-ci sur ceux-là. Sous ce dernier rapport, il n'est pas contestable que le développement des moyens de communication, la plus grande rapidité des transports et l'échange plus facile des correspondances doivent avoir leur répercussion sur la durée des délais de procédure ; mais d'une part, la computation de ces délais étant déterminée par l'arbitraire de la loi

ou de la jurisprudence à défaut de loi, et non commandée par l'état social, et d'autre part, s'agissant de règles contingentes, et non d'une institution qui se perpétue dans le temps, en se développant et en se transformant, l'histoire ne peut fournir ni explication utile, ni comparaison instructive.

5. c) *Absence de rapports avec le droit civil.* — C'est au lien intime qui l'unit au droit civil dont elle est la suite et le complément nécessaire, que la procédure doit son premier et principal intérêt : le droit qui crée et organise, ne se suffit pas à lui-même ; il appelle le droit qui sanctionne ; les graves problèmes que soulève le droit civil, les nombreuses questions philosophiques, sociales et économiques qu'il agite, se prolongent et s'achèvent en procédure et font de l'étude de certaines matières de cette branche du droit une étude particulièrement attachante ; la matière des délais de procédure, elle, est en marge du droit ; les règles qui la gouvernent forment un ensemble de prescriptions légales ou jurisprudentielles indépendantes, détachées, et dont l'étude est, au point de vue doctrinal d'une sécheresse et d'une aridité quelque peu rebutantes.

6. II. POINT DE VUE PRATIQUE. — Pratiquement ces règles présentent au contraire un intérêt considérable, et par leur importance, et par les difficultés que leur détermination même et leur application font naître.

7. a) *Importance du sujet.* — L'inobservation des délais de procédure produit des effets multiples. Elle peut faire encourir aux parties des déchéances et des forclusions de leurs droits ou actions ; pour les officiers ministériels négligents, elle peut être la source de responsabilités parfois très lourdes, sans compter les amendes dont ils sont passibles ; aussi les délais de procédure ne font-ils pas seulement le désespoir des clercs par leur nombre et leur variété, mais sont-ils une cause constante de soucis pour les patrons, par les conséquences que peut entraîner pour eux une erreur dans leur calcul. D'autres fois, l'inobservation des délais a pour conséquence la nullité de certains actes, qu'il faut recommencer si on le peut encore, et dont, tout au moins, le coût reste à la charge de celui qui les a faits. La possibilité pour une partie intéressée de se faire subroger dans la poursuite de certaines procédures commencées par d'autres, est encore une sanction attachée par le législateur à l'observation des délais.

8. b) *Difficulté de la matière.* — Ces conséquences de l'inobservation des délais de procédure sont d'autant plus rigoureuses que le calcul des délais est plus difficile et plus compliqué.

Il ne suffit pas de connaître la durée que la loi a assignée à un délai. Il faut tout d'abord se demander si le délai est franc ou ne l'est pas, pour en exclure le jour de l'échéance dans le premier cas et le compter dans le

second ; il faut ensuite déterminer le dernier jour du délai pour faire application de la règle qui proroge au lendemain l'expiration du délai quand le dernier jour est férié.

9. L'augmentation à raison des distances — indépendamment de la question de savoir quels délais sont susceptibles de cette augmentation — est un autre élément d'erreur, parce qu'il n'existe pas de tableau des distances légales.

10. Enfin l'absence de dispositions générales dans la loi, l'imprécision des expressions dont elle se sert pour déterminer les délais, l'oubli fréquent des règles ordinaires de la matière, sont autant de causes nouvelles d'incertitude et de dangers : à cet égard, le législateur mérite d'être sévèrement critiqué.

11. III. POINT DE VUE LÉGISLATIF. — a) On peut, pour commencer, l'accuser d'imprévoyance. En matière de délais, la seule disposition générale que l'on rencontre dans le Code de procédure est celle de l'article 1033. Mais cet article ne vise, sauf dans son dernier alinéa modifié par la loi du 17 avril 1895, qu'une variété de délais : les délais francs. Sa rédaction est d'ailleurs si défectueuse qu'elle a suscité de vives et nombreuses controverses et qu'à deux reprises, en 1862 et en 1895, le législateur a dû intervenir pour en préciser le sens et la portée sur certains points ; il ne semble pas d'ailleurs qu'il ait atteint complètement son but, car, même sur

ces points, l'accord n'est pas encore fait et la controverse continue. L'absence d'une réglementation générale des délais, les vices de la réglementation partielle de l'article 1033 du Code de procédure civile, ont fait naître dès la promulgation de ce Code de très sérieuses difficultés qui ont révélé dans l'œuvre du législateur de 1807 une lacune grave et regrettable. La doctrine et la jurisprudence se sont efforcées d'achever l'œuvre si mal ébauchée. Ce n'est pas sans peine qu'elles sont parvenues à poser quelques règles qui paraissent maintenant unanimement admises ; mais à côté de celles-là, combien d'autres sont vagues et incertaines ! Et d'ailleurs que de dérogations aux règles qui semblent les plus sûres !

Il faut excuser la jurisprudence et la doctrine de n'être pas arrivées à un résultat simple et définitif ; la faute en est uniquement au législateur.

12. b) Tout d'abord, au lieu de se servir pour l'indication de la durée des délais d'un langage clair, d'expressions bien définies, le législateur a eu recours à des formules si variées, si imprécises que l'accord n'a pu se faire sur leur interprétation. Pour les uns, telle formule implique de la part du législateur l'intention de déroger aux règles ordinaires, de faire échec par exemple à la règle qui veut que le jour de l'échéance ne soit pas compris dans le délai ; pour les autres, au contraire, cette même formule n'a rien de dérogatoire au droit commun, et d'après eux le dernier jour se calcule en excluant le

jour de l'échéance. De là est née la théorie jurisprudentielle des « formules inclusives ».

13. c) Au fond, il n'est pas très sûr que par l'emploi de ces formules, même de celles qui semblent les plus absolues, le législateur ait entendu déroger au droit commun ; c'est la jurisprudence qui lui a prêté cette pensée, et la lui a peut-être prêtée gratuitement. Mais — et ceci est une excuse pour la jurisprudence encouragée à persister dans son interprétation par le peu de respect dont le législateur fait souvent preuve pour les principes, — il est des matières tout entières du Code de procédure pour lesquelles, en les remaniant et de propos délibéré, le législateur a décrété que les règles ordinaires du calcul des délais ne s'appliqueraient pas, et cela sans raisons bien sérieuses ; pour n'en donner qu'un exemple, je citerai la procédure de la saisie immobilière modifiée par la loi du 2 juin 1841. Il faut avouer que c'est là une singulière façon de tenir compte des critiques faites à l'œuvre de 1807 : c'est s'ingénier à compliquer à loisir ce qu'il faudrait simplifier, introduire de nouvelles distinctions où il faudrait faire disparaître les anciennes.

14. d) Il convient cependant de signaler dès maintenant les tentatives faites pour améliorer la législation en matière de délais, tentatives qui ont abouti aux réformes de 1862 et de 1895, et de louer ceux qui ont pris l'initiative de ces réformes, d'avoir réussi à les faire consacrer par des lois : l'expérience de tous les jours prouve

que ce n'est pas chose si facile. Mais ces réformes qui d'ailleurs ont en partie manqué leur but, étaient trop timides. Au lieu d'améliorations de détail à certaines règles, une réglementation générale de toute la matière des délais s'imposait. Tandis que le législateur de 1807 avait péché par omission et ignorance, les réformateurs de 1862 et 1895 ont péché volontairement et sciemment. Comme excuse, ils ont allégué la difficulté de la tâche, oubliant que ce qui a fait naître sur toutes les questions relatives aux délais, tant de controverses et de décisions contradictoires, c'était non la loi, mais l'absence de loi, laissant aux tribunaux qui doivent appliquer la loi et non la faire, le soin de se créer des règles. M. Josseau n'écrit-il pas dans son rapport au Corps législatif, en 1862 : « Votre commission s'est demandé s'il n'y aurait
« pas lieu de compléter les dispositions de l'article 1033
« par quelques règles générales. Mais elle n'a pas tardé
« à reconnaître la difficulté de trouver une rédaction qui
« pût donner, pour toutes les hypothèses, une solution
« satisfaisante. Chaque jour, la jurisprudence se fixe
« davantage et formule des règles d'interprétation basées
« sur le sens que l'usage, cette suprême loi du langage,
« assigne aux expressions employées par le législateur.
« Une nouvelle rédaction pourrait faire naître de nou-
« velles incertitudes. Dans cet état de choses la commis-
« sion a jugé comme le gouvernement, que le plus sage
« était de reproduire textuellement une disposition sur
« la portée de laquelle on commence d'ailleurs, après

« cinquante ans, à être à peu près d'accord. » Sirey, *Lois annotées*, 1862, p. 31, note.

15. Cette observation, M. Sauzet, dans son rapport à la Chambre des députés, sur le projet de loi tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 1033 du Code de procédure, la qualifie de « judiciaire » et il estime qu'elle n'a pas perdu de sa vérité avec le temps. Au fond cette observation n'était qu'une observation habile, une excuse savante destinée à faire accepter des lois de détail, au lieu d'une loi générale dont l'urgence et l'utilité ne sont pas contestables : cette loi, il est à souhaiter qu'on nous la donne bientôt, et que le législateur de l'avenir comprenant mieux son rôle, persuadé qu'une loi ne peut être bonne que si elle est complète et se suffit à elle-même, ne se contente pas d'améliorer des règles que la jurisprudence a créées, car ce n'est pas là son rôle : son rôle est de dicter les lois que les tribunaux appliqueront.

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES DÉLAIS DE PROCÉDURE

SECTION I. — Ce qu'il faut entendre par délai de procédure

16. L'idée de délai, c'est-à-dire d'un certain laps de temps, susceptible de produire des effets juridiques à échéance plus ou moins longue, mais déterminée, est en droit une de ces idées simples et universelles que l'on retrouve dans toutes les législations, chez tous les peuples et à toutes les époques, et pour chaque législation, dans toutes les branches du droit : c'est qu'elle est à la fois une idée naturelle et une idée nécessaire. Idée naturelle, parce que le droit, science pratique destinée à gouverner les rapports des hommes, à déterminer leurs droits et leurs obligations, s'applique à des individus dont la vie est limitée ; idée nécessaire, parce qu'il faut pouvoir contraindre celui qui n'exécute pas ses engagements de bonne volonté, à les exécuter de force et que

la contrainte ne peut être exercée contre lui que durant sa vie.

17. Le délai dont l'échéance rend possible la violence légale contre celui à qui le délai était accordé pour l'exécution volontaire de son obligation, rentre dans la catégorie des formes judiciaires. Mais tous les délais ne sont pas des délais de formes, il y en a qui sont des délais de fond : ces délais, comme les délais de prescription, ont pour but soit l'extinction des obligations par l'effet seul du temps, soit l'acquisition de certains droits ; d'autres sont destinés à hâter l'exercice ou la constatation des droits que, dans des vues d'ordre public, la loi veut faire fixer sans retard.

18. Si divers que soient les délais par leur but et leur objet, il semble que, tout au moins, ils doivent être soumis à des règles communes en ce qui concerne leur computation. *A priori*, on ne conçoit même pas très bien comment ils pourraient être calculés d'après des règles différentes, selon leur espèce : on comprend que, d'un pays à un autre, la computation ne soit pas la même et varie avec les calendriers ; mais comment, dans une législation déterminée, où un seul calendrier est en usage, y aurait-il plusieurs façons de compter les délais ? Sans doute, logiquement, cela ne devrait pas être ; mais le législateur n'observe pas toujours les règles de la logique ; en matière de délais, dans notre législation française, on en trouve un regrettable exemple.

19. Les délais de procédure civile ont leurs règles par-

ticulières de computation, d'accord sur certains points avec les règles de calcul des autres délais, mais en différant sur d'autres. Il importe donc de les définir et de les distinguer des autres délais pour déterminer la portée des règles qui leur sont propres.

20. Les délais de procédure civile sont les délais que les Tribunaux civils doivent suivre pour rendre la justice et les parties pour l'obtenir d'eux et exécuter les jugements ou autres actes authentiques. Ils comprennent tous les délais établis par des dispositions ayant le caractère de lois de procédure, qu'elles se trouvent dans le Code de procédure civile, ou bien dans le Code civil, ou bien encore dans des lois spéciales. La source du délai est indifférente, c'est le caractère de la disposition qui est seul à considérer.

21. Il est facile, par suite, de distinguer les délais de procédure civile qui, *lato sensu*, comprennent les délais de procédure commerciale, les délais de droit criminel, administratif, etc..., car les diverses branches du droit sont si bien séparées par leurs caractères que rien n'est plus aisé que de déterminer celle à laquelle appartient une disposition législative quelconque. Mais il est souvent difficile de distinguer les délais de procédure civile des délais de droit civil proprement dit.

22. a) *Délais de procédure et délais de prescription.* — M. Joccotton : De la déchéance ou forclusion en matière de procédure civile. *Revue de droit français et étranger*,

1850, t. 7, p. 640, a cherché à prouver que les délais de procédure n'étaient au fond que des délais de prescription libératoire. La déchéance qui naît de la négligence d'une partie à agir dans un délai préfixe, constitue pour la partie adverse une exception péremptoire d'instance. Cette déchéance se produit *in omittendo*, en n'accomplissant pas un acte ou une formalité dans le délai légal ; elle présente donc la plus grande analogie avec la prescription libératoire, puisqu'elle entraîne la perte d'un droit pour défaut d'action dans le délai déterminé, comme la prescription libératoire entraîne la perte du droit du créancier à raison de la fin de non recevoir que son débiteur lui opposera et qui est tirée du défaut d'action pendant le temps réglé par la loi. « Il n'y a pas, ajoute « M. Joccotton, à se méprendre ici : dans les deux hypo- « thèses ce sont les mêmes causes qui produisent les « mêmes effets ; des deux côtés, il y a également extinc- « tion d'un droit par un certain laps de temps au préju- « dice de l'une des parties qui, dans le cours de la « procédure, est le plus souvent demanderesse, et « simultanément s'opère aussi l'affranchissement d'une « obligation au profit de l'autre partie qui est ordinaire- « ment défenderesse. »

Merlin, *Répertoire*, v^o Prescription, sect. 1, § 1, t. 17, soutient de même que les déchéances du Code de procédure civile ne sont autre chose que des prescriptions libératoires, engendrant des exceptions.

23. Les conséquences de cette opinion sont ainsi ré-

sumées par Merlin : « On doit tenir pour constant que
« les déchéances sont susceptibles de toutes les règles
« propres aux prescriptions libératoires, à moins que la
« loi n'en dispose autrement (comme elle le fait pour le
« calcul des délais) soit en termes exprès, soit d'une
« manière implicite par rapport à quelques-unes, *op.* et
« *loc. cit.* ». On ne pourrait donc renoncer à une déchéance
qui n'est pas encourue, mais on pourrait renoncer à une
déchéance acquise. La renonciation pourrait être expresse
ou tacite. Le juge ne pourrait suppléer d'office le moyen
résultant de la déchéance.

24. M. Garsonnet qui est partisan de cette théorie, ne va pas si loin dans les conséquences : il admet que, non seulement les règles de computation ne sont pas les mêmes, mais encore que l'application aux déchéances des articles 2220, 2221 et 2223 qui permettent de renoncer à la prescription acquise et interdisent au juge de la suppléer d'office, n'est pas absolue ; pour trancher cette question, il faut savoir si les formes de procédure sont d'intérêt privé ou public.

25. Sans doute, les déchéances peuvent produire le même résultat que la prescription libératoire : la perte d'un droit. Mais cet effet commun n'est pas une cause suffisante d'assimilation de la déchéance résultant de l'inobservation d'un délai préfixe de procédure à la prescription libératoire.

26. La prescription libératoire éteint le droit d'une façon absolue ; elle engendre une exception péremptoire

d'action qui pourra toujours être opposée au créancier ; la déchéance résultant de l'inaccomplissement d'un acte pendant un délai légal n'engendre, elle, qu'une exception d'instance, un obstacle à la continuation régulière de la procédure suivie, mais, en lui-même, le droit en vertu duquel procédait la partie qui a encouru la déchéance, n'est pas atteint ; s'il n'est pas prescrit, la procédure peut être recommencée, ou bien s'il s'agit d'une déchéance définitive (production à ordre, contribution, faillite) le créancier peut employer d'autres moyens pour obtenir satisfaction. La déchéance n'atteint le droit que par ricochet, parce que le créancier peut être dans l'impossibilité de recommencer une procédure nouvelle, son droit étant prescrit. C'est la prescription seule qui éteint le droit, non la déchéance. En ce sens, Planiol, *Traité de droit civil*, t. II, p. 220 ; Aubry et Rau, pour les délais préfixes de droit civil, t. VIII, § 771, p. 426 (4^e édit). Le critérium de la distinction entre les délais de prescription et les délais préfixes de procédure est donc dans les conséquences que produit leur échéance. On peut encore ajouter que la seule expiration du délai emporte déchéance du droit de faire l'acte ou la formalité, dans les délais préfixes de procédure, indépendamment de toute considération de négligence ou de renonciation de la part de celui qui devait agir. En matière de prescription, l'extinction de l'action suppose toujours une condition extrinsèque, à savoir le fait du créancier d'avoir négligé pendant un certain temps d'exercer son action.

27. La conclusion à tirer de ce système est que les délais de procédure sont réglementés par le Code de procédure civile seulement, en ce qui concerne leur computation, leur suspension, le caractère des déchéances qui les sanctionnent, et qu'il n'y a pas à leur faire application des articles 2220, 2221 et 2223 du Code civil.

28. b) *Délais préfixes de procédure et délais préfixes de droit civil.* — α) *Délais préfixes d'action en droit civil.* — « Parfois pour des raisons particulières tenant au caractère de l'action et à la nature des faits ou rapports qui y donnent naissance, la loi a limité l'exercice d'une action et ne l'a accordée qu'à la condition de son exercice dans un temps limité d'une manière préfixe ; l'expiration de ce temps emporte une déchéance ». On discute la question de savoir si cette déchéance n'est pas une véritable prescription extinctive : c'est pour nous, une question en dehors du sujet ; ce qu'il nous importe de déterminer, c'est la différence entre les délais préfixes d'action et les délais préfixes de procédure.

29. Ici encore, la différence est dans les conséquences qui découlent de l'expiration de ces délais ; pour les délais préfixes d'action, l'expiration du délai emporte déchéance absolue du droit de recommencer l'action, pour les délais de procédure, il y a seulement déchéance de l'instance, de la procédure qui peut être reprise, sauf prescription.

30. β) *Délais préfixes de formalités.* — Ce n'est pas toujours une action qui est enfermée dans un délai préfixe pendant lequel elle devra fatalement être interdite : c'est parfois un acte, ou une formalité qui doit être remplie par une partie pour la conservation de ses droits. Par exemple, des créanciers privilégiés doivent inscrire leur privilège dans un délai déterminé pour leur conserver toute leur étendue, articles 2109, 2111 du Code civil ; des créanciers à hypothèque légale sont tenus de s'inscrire dans un temps fixé par les articles 2194, 2195. Il y a beaucoup d'analogie entre ces hypothèses et celles où, en matière de procédure, le créancier sommé ou tenu pour avisé, doit produire à un ordre, une contribution ou une faillite. M. Trarieux dans la discussion de loi de 1895 au Sénat a formellement mis ces divers délais dans la même catégorie : il a dit que le délai de quarante-cinq jours accordé au vendeur pour inscrire son privilège était sans conteste, un délai de procédure, qui bénéficierait de la disposition nouvelle relative à la prorogation au lendemain, du délai dont le dernier jour coïncide avec un jour férié.

31. Cette affirmation est critiquable. Le délai accordé au vendeur pour inscrire son privilège et tous les délais préfixes du Code civil impartis pour faire un acte, accomplir une formalité nécessaire à la conservation des droits, ne sont pas des délais de procédure ; ce ne sont ni des actes d'exécution, ni des actes servant de point de départ à une instance, ou à une procédure ; ils rentrent

dans les conditions d'existence des droits ; le droit, né au profit d'une partie tenue d'accomplir un acte, une formalité dans un délai déterminé, est conditionnel : la condition est l'accomplissement de l'acte dans le délai légal ; n'est-elle pas remplie dans ce délai ? le droit est éteint ou tout au moins certains des avantages qu'il était susceptible de produire au profit de son titulaire, disparaissent. Au contraire, lorsqu'il s'agit de délais préfixes de procédure, le droit de la partie tenue d'accomplir un acte dans le délai préfixe, n'est pas atteint en lui-même par l'échéance du délai ; il manque de produire son effet, mais la partie peut recommencer à exercer son action, si son droit n'est pas prescrit, et sauf l'application du principe de l'autorité de la chose jugée.

32. c). *Délais préfixes de procédure et délais préfixes de déchéance conventionnelle.* Les Compagnies d'assurance, celles surtout qui ont pour objet l'assurance contre les accidents et autres risques, ont introduit dans les clauses de leurs polices, une condition relative à l'exercice de l'action de leur assuré contre elles : elles stipulent généralement que l'action devra être intentée dans un délai déterminé à compter de l'événement du risque prévu. Y a-t-il là un délai de prescription, ou un délai préfixe de déchéance ? La question est douteuse V. Cass. 25 octobre 1893, DP. 97, 1, 5 ; 26 octobre 1896, DP. 97, 1, 9 et le rapport de M. le Conseiller Georges Lemaire. Quelle que soit l'opinion que l'on adopte, ce délai ne peut être con-

sidéré comme un délai de procédure ; cela résulte des explications qui précèdent.

33. Au contraire sont des délais de procédure, les délais de grâce accordés par le juge au débiteur malheureux ; ils sont accordés pour arrêter les actes d'exécution, et ils le sont par un juge au cours d'une procédure. Sauf décision du juge qui les octroie au débiteur, ils se calculent d'après les règles de computation des délais de procédure, et ils courent à compter de la signification de la décision de justice lorsqu'elle est rendue par défaut, si non, du jour de son prononcé. Art. 123 Code proc. civ.

SECTION II. — But et utilité des délais de procédure

34. La procédure civile est l'ensemble des formes que les tribunaux civils doivent observer pour rendre la justice, et que les parties doivent suivre pour obtenir le rétablissement et la reconnaissance judiciaires de leurs droits privés méconnus ou contestés, comme aussi pour contraindre leurs débiteurs à l'exécution de leurs obligations. Ces formes, dont l'utilité n'est pas contestable, puisque, sans elles, les lois civiles n'auraient pas de sanction, doivent, pour être bonnes, exclure toute juridiction, toute procédure arbitraires ou sommaires ; car l'injustice découle de l'arbitraire, et l'erreur se cache derrière tout ce qui est sommaire ; elles ne doivent pas, à l'inverse, être si longues et si compliquées que leur

observation soit un obstacle déraisonnable à l'administration de la justice ou à l'exécution des droits. D'une façon générale, le but des lois de procédure est donc d'assurer le respect des droits civils en favorisant une justice prompte, sans précipitation ; ce but, les délais de procédure servent à l'atteindre.

35. Tout d'abord, il est de l'équité la plus élémentaire de permettre à celui qui est attaqué, et qui l'est souvent à l'improviste, de se mettre en état de défense. Dans le combat judiciaire, on ne peut tolérer le guet-apens ; le duel loyal est seul licite. Un délai — le délai de légitime défense — empêchera toute surprise. Il laissera au défendeur le temps d'examiner la demande, d'y faire droit de lui-même, si elle est fondée, de préparer ses moyens de résistance et d'opposition dans le cas contraire. C'est seulement lorsqu'un délai suffisant se sera écoulé que le tribunal pourra juger ou que les poursuites pourront être continuées ; en droit civil, comme en droit criminel, les droits de la défense sont sacrés et il n'est pas plus permis, sous prétexte de justice rapide, de sacrifier le droit de l'un à celui de l'autre, qu'il n'est permis, en droit criminel, de sacrifier la liberté d'un innocent à cette nécessité sociale qui veut qu'aucun délit ne reste impuni.

36. Mais il ne faut pas, par un excès opposé, laisser au défendeur ou au débiteur tout le temps que bon lui semble pour riposter à l'attaque. Sous peine de déni de justice, il est nécessaire que le tribunal examine les

prétentions du demandeur et y fasse droit, si elles lui paraissent justifiées, lorsque le défendeur garde un silence prolongé : ce silence est comme un aveu du bien fondé de la demande ; sinon, si c'est seulement par négligence que le défendeur n'agit pas, la menace d'un jugement, à l'expiration du délai pour comparaître, l'amènera à discuter devant le tribunal la prétention de son adversaire ; s'il ne le fait point, il subira les conséquences de sa négligence. De même encore, s'il est bon qu'un créancier, muni d'un titre exécutoire, ne puisse faire coup sur coup tous les actes que comporte la procédure d'exécution qu'il a choisie et soit contraint d'observer certains délais entre ces différents actes, encore faut-il que ces délais soient assez courts : trop longs, ils pourraient être mis à profit par le débiteur pour frauder son créancier ; en tous cas, ils feraient échec au droit qui appartient en principe à tout créancier dont la créance n'est ni conditionnelle, ni à terme, d'être payé immédiatement. Sous une autre face, le délai de légitime défense ou de répit apparaît donc comme un délai de contrainte, de demeure ; il ne faut pas attendre que ce délai soit expiré pour éviter le jugement ou l'exécution.

37. Par ces délais, la loi a voulu, à la fois, venir à bout de l'inertie du défendeur, dans l'intérêt du demandeur qui a droit d'obtenir justice, et empêcher les parties d'agir ou les tribunaux de juger avec une trop grande précipitation, et cela dans l'intérêt du défendeur. Inversement, dans un intérêt social, elle a dû se préoccuper

de hâter l'achèvement des procédures d'exécution et la fin des procès; dans ce but elle a créé des délais de péremption et des délais d'accélération.

38. Quand un créancier recourt aux voies d'exécution contre son débiteur, les biens de celui-ci qui sont l'objet de la procédure d'exécution, se trouvent placés sous la main de justice : ils sont indisponibles. Le crédit public exige que, d'une façon ou d'une autre, ces biens soient rendus au commerce; il faut qu'ils rentrent dans la circulation, soit qu'ils redeviennent la propriété libre du débiteur par suite de péremption de la procédure, soit qu'ils soient vendus ou distribués entre ses créanciers, ce qui est la fin des voies d'exécution. De là, dans les différentes procédures de saisie, les délais si nombreux que le poursuivant doit observer à peine de nullité de la procédure par lui suivie; comme exemple, il suffit de citer les délais de la saisie-immobilière.

39. L'ordre public, la tranquillité sociale sont intéressés au plus haut point, à ce que les discordes entre particuliers, à ce que leurs procès ne s'éternisent pas : c'est que non seulement les procès engendrent des sentiments anti-sociaux de jalousie, de suspicion, de rancune et de haine, mais encore qu'ils créent et entretiennent des situations indécises, pleines d'incertitudes pour les intéressés et de dangers pour ceux qui traitent avec eux. Pour mettre un terme à ces procès, la loi n'a pas cru utile d'impartir aux juges des délais à observer pour le prononcé de leurs jugements; de bonnes mœurs judi-

ciaires, la haute conscience que nos magistrats ont de leurs devoirs, ont suppléé très avantageusement la loi. Ce n'est que dans des cas exceptionnels, que le législateur a fixé, pour des raisons de célérité particulières à certaines procédures, des délais que le juge doit observer, et encore le plus souvent n'y a-t-il pas de sanction attachée à l'observation de ces délais. On trouve des exemples de cette variété de délais en matière d'enquête, art. 257 et 258 C. Pr. civ., en matière d'ordre art. 751, 755, 759. 765; en matière de justice de paix art. 15, C. Pr. civ., (péremption des jugements interlocutoires); en matière de faillite art. 462, 479, 482, 492, 504, 572 du C. com.

40. Pour diminuer le nombre des procès et empêcher qu'ils ne durent indéfiniment, la loi a imaginé des fins de non recevoir, résultant de l'échéance de certains délais : délais préfix, délais de péremption, délais des voies de recours contre les jugements, sans parler des délais de prescription qui ne sont pas des délais de procédure. Une fois ces délais expirés, ou bien l'action ne sera pas recevable parce que la loi voulait qu'elle fut intentée dans un délai limité, ou bien l'instance engagée, et même le jugement obtenu seront périmés à raison du manque de diligence du demandeur, ou bien enfin le jugement rendu, à supposer même qu'il ait été mal rendu, ne sera plus susceptible de rétractation ou de réformation, il deviendra irrévocable et la question qu'il avait tranchée ne pourra plus être soumise à de nouveaux juges. Ce dernier rôle des délais de procédure est des plus importants : en fai-

sant acquérir, à des jugements, susceptibles de voies de recours, l'irrévocabilité, il leur confère cette autorité indiscutable, invincible qui est la base la plus solide sur laquelle reposent la propriété et tous les autres droits civils, aussi bien les droits patrimoniaux que les droits de famille.

41. Il reste encore à signaler une autre catégorie de délais dont le but consiste à protéger, non plus les intérêts des parties qui paraissent en conflit : demandeur ou créancier, d'une part, défendeur ou débiteur, d'autre part, mais bien les intérêts des tiers qui ont traité avec ce défendeur ou ce débiteur ; pour la sauvegarde de leurs droits, il est nécessaire en effet d'assurer la sincérité des procédures suivies contre leur débiteur, car toute procédure qui n'est pas sincère est dirigée contre eux. Lorsqu'un débiteur a de nombreux créanciers, généralement sa préoccupation n'est pas de se demander comment il les paiera, mais bien comment il mettra ce qu'il possède à l'abri de leurs poursuites. Pour les frauder, tous les moyens lui seront bons. Si c'est un mari, une fois ses valeurs mobilières mises de côté, il suggèrera à sa femme l'idée d'une séparation de biens ; cette séparation est-elle prononcée ? la femme exercera sur les immeubles de son mari, le jour où les créanciers de celui-ci les feront saisir et vendre, ses droits matrimoniaux, efficacement garantis par son hypothèque légale, ou bien s'il y a un actif mobilier, elle viendra en concours avec les autres créanciers du mari pour le montant de ses droits et

reprises et le dividende qui devait légalement leur revenir, se trouvera diminué. Avec un compère, le débiteur fera des opérations fictives qui diminueront son actif ; il se fera même poursuivre par lui, laissera commencer des saisies qui ne seront pas suivies de façon à empêcher l'exécution que les créanciers sérieux voudraient faire. Ces fraudes, la loi a essayé de les déjouer : pour cela, elle impartit au premier saisissant des délais pour mener à fin la saisie entreprise ; s'il n'observe pas ces délais, un autre créancier se fera subroger et continuera les poursuites ; elle annule, en matière de faillite, les actes faits dans la période suspecte ; et en matière de séparation de biens elle impose à la femme l'obligation de publier la demande par elle formée dans un certain délai et pendant un certain temps avant de pouvoir prendre jugement et enfin elle la force à exécuter réellement le jugement par le paiement de ses droits, dans un délai très rapproché du jugement. Ces nouveaux délais sont des délais de protection des tiers.

42. La classification des délais en diverses catégories d'après leur but, n'implique pas que les délais d'une même espèce ont mêmes avantages et même utilité. Chaque délai a une raison d'être propre, définie, qui ne peut être déterminée et précisée que dans une étude spéciale des différentes procédures. Ce qu'il s'agissait ici d'indiquer, c'était le rôle des délais dans les lois de procédure, leur portée générale, leur importance au point de vue de l'administration d'une bonne justice,

SECTION III. — Sources des délais de procédure

43. Les délais de procédure sont fixés par la loi, le juge, ou les parties ; mais leur source la plus abondante, et de beaucoup, est dans la loi. Cela tient à la fois et à l'importance de leurs fonctions, et à leur caractère arbitraire.

44. A. *La loi.* — Une loi sur une matière déterminée doit poser des principes et des règles, et non donner les solutions d'espèces particulières ; elle doit éclairer les parties, et guider le juge ; mais pour l'application des règles générales aux hypothèses spéciales, elle ne peut que s'en rapporter à la sagesse, à l'équité et au bon sens des juges. En matière de délais, il en est ainsi pour la computation des délais, mais pour leur fixation, il n'en saurait être de même. La loi a dû fixer la durée de chaque délai, du moins du plus grand nombre, parce que cette durée ne peut être déterminée à l'aide de principes généraux. Chaque délai a son but, sa raison spéciale d'être ou mieux de durer : mais ce rapport entre le but d'un délai et sa durée, n'est pas tel que, connaissant le but, on puisse mathématiquement fixer la durée. Il y a là une question d'appréciation, une question de plus ou de moins qui est tout à fait arbitraire. Pourquoi par exemple le délai d'appel est-il de deux mois et non de six semaines ou de trois mois ? Pourquoi les délais de

distance sont-ils d'un jour par cinq myriamètres et non par six ? Personne ne saurait le dire. Mais la fixation de la durée des délais par la loi, pour arbitraire qu'elle soit, est cependant préférable à la libre appréciation que les juges pourraient faire de cette durée.

45. Forcément, d'abord, l'appréciation elle-même des juges serait arbitraire. Objecte-t-on que les circonstances de fait leur permettraient de ne prononcer des nullités et des déchéances qu'à bon escient et suivant les circonstances ? Il est facile de répondre que les faits seraient bien moins une cause de divergence de leurs jugements, que leur propre tournure d'esprit, car lorsque les principes font défaut, la fantaisie de chacun se donne carrière. En outre, cette liberté d'appréciation laissée aux magistrats aurait été, pour les parties, une source d'incertitudes et de dangers, qu'une bonne législation devait écarter soigneusement. Pour la justice, elle aurait été une cause de discrédit : les plaideurs n'auraient pas manqué d'expliquer les contrariétés de jugements par la partialité des juges et l'abus de pouvoirs arbitraires. Ils y auraient manqué d'autant moins que les conséquences de ces divergences d'appréciation étaient plus sensibles à raison des effets très graves qu'entraîne l'inobservation des délais : nullités, déchéances, forclusions, responsabilités. Les intérêts en jeu étaient trop considérables pour que l'on ait pu laisser aux juges une liberté redoutable par le mauvais usage qui aurait pu en être fait.

46. Les lois qui fixent la durée des délais sont des lois

arbitraires et contingentes : arbitraires en ce sens que le législateur n'a pas de base certaine pour déterminer cette durée ; contingentes parce qu'elles doivent sans cesse être tenues en harmonie avec les progrès des communications (Loi de 1862, etc.).

47. B. *Le juge.* — La loi a agi sagement en déterminant elle-même la durée des délais ; il faut l'approuver de n'avoir laissé au juge en cette matière qu'un champ très restreint. Exceptionnellement, elle lui a permis d'abréger les délais de comparution (art. 6, 72, 417, C. pr. civ.) d'accorder une prorogation des délais ordinaires en matière d'enquête (art. 258, 280, C. pr. civ.) ; de suspendre des poursuites par le bénéfice d'un délai de grâce accordé à un débiteur malheureux.

48. Mais ce qui est vrai pour les délais de comparution, les délais des voies de recours, les délais des procédures d'exécution, ne l'est plus des délais d'instruction : pour ceux-ci, il est tout à fait naturel que ce soit le tribunal qui est saisi, qui les fixe lui-même ; d'abord, parce que cette fixation ne préjudicie pas aux parties dont les droits restent invariables, et ne sont pas menacés par ces délais, et ensuite parce qu'elle est commandée par les nécessités du rôle des tribunaux, les obligations multiples des défenseurs des parties et par les circonstances mêmes de la cause.

49. De même encore lorsqu'un jugement, pour contraindre une partie à l'exécution d'un fait, condamne

cette partie à l'exécution de ce fait sous une astreinte par jour de retard, puis subsidiairement à une condamnation à des dommages-intérêts, le jugement fixe un délai pour l'exécution du fait : ce délai est un délai de procédure. De même encore lorsqu'un jugement impartit un délai à la partie condamnée pour faire une option entre deux moyens de satisfaction pour le gagnant, il s'agit d'un délai judiciaire de procédure.

50. G. *Les parties.* — La convention des parties, elle aussi, peut être la source de délais de procédure, lorsqu'elle a pour objet des modifications aux délais légaux de procédure. Ces modifications sont parfaitement licites, rien ne s'oppose à ce que les parties, si elles trouvent les délais ordinaires trop courts, les allongent, et qu'elles les raccourcissent si elles les trouvent trop longs ; il n'y a à cette liberté qu'un seul obstacle : l'ordre public que certains délais intéressent ; ceux-là, les parties ne pourront les modifier. Le juge devra donc appliquer les délais licitement convenus ; pour leur calcul, si les parties ne s'en sont pas expliquées, il devra suivre les règles de calcul des délais légaux de procédure, car on présume toujours que les parties qui n'ont rien dit, entendent se référer au droit commun.

CHAPITRE II

COMPUTATION DES DÉLAIS SIMPLES

SECTION I. — Règles générales de computation

51. Le calendrier d'après lequel les délais sont établis et qui sert de base à leur calcul, est le calendrier grégorien. Avant la Révolution française, c'était déjà ce calendrier qui était en usage, mais les décrets des 5 octobre 1793 et 24 novembre de la même année, introduisirent à la fois une ère nouvelle, l'ère républicaine, dont le point de départ fut fixé au 22 septembre 1792, jour de la fondation de la République, et un calendrier nouveau, le calendrier républicain. Après une expérience de treize années, les règles nouvelles sur la division du temps furent abolies par le sénatus-consulte du 22 fructidor de l'an XIII qui, par un de ces retours fréquents dans l'histoire, rétablit le calendrier grégorien, à dater du 1^{er} janvier 1806 (11 nivôse de l'an XIV).

L'année, temps que la terre met pour accomplir sa

révolution autour du soleil, se divise en mois, semaines, jours et heures.

Les mois ne sont pas des divisions égales de l'année, ils comprennent tantôt 28 ou 29 jours, tantôt 30 et tantôt 31 jours, selon leurs noms.

Les semaines sont des périodes de 7 jours ; le jour est le temps que le terre met pour tourner sur elle-même ; le jour est divisé en 24 heures ; le jour civil s'entend de l'espace de temps qui va de minuit au minuit suivant ; et de même qu'une heure est écoulée au premier coup sonné de l'heure suivante, de même le jour est écoulé au premier coup de minuit qui marque le point de départ du jour suivant (Merlin, *Répertoire alphabétique*, v^o Prescription, sect. II, § 1, n^o 3.

52. Dans les délais de procédure, on ne rencontre pas de délais fixés par heures ; les délais sont fixés par jours, par semaines, par mois et par années.

53. A. *Délais de jours*. — Lorsqu'un délai est d'un certain nombre de jours, il se calcule de jour en jour, c'est-à-dire par espace de vingt-quatre heures allant de minuit à minuit ; le jour n'est donc pas un intervalle quelconque de vingt-quatre heures mais celui qui, compris entre deux minuits, se distingue par son nom dans la semaine et son quantième dans le mois. Cass. 8 fév. 1869, Pandectes françaises chronologiques. t. IV. 1. 329. Sic, Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. 1, § 49, p. 166 ; Bioche, *Dict. de proc. civ.*, v^o Délai n^o 45 ; Man-

celle, *Dict. des délais, prescriptions, péremptions* n° 15 ; id. *Manuel des délais* n° 31 ; Garsonnet, *Traité de proc.*, 2° éd., t. II, § 515 ; Carré et Chauveau, *Lois de procédure*, q. 3415 ; Pandectes françaises, *Rép. alphab.*, v° Délai n° 74 ; Sirey, *Répert. général du droit français*, v° Délai n° 18 ; dans les délais de jours, non plus que dans ceux de semaines, de mois et d'années, on ne compte donc pas la fraction de temps qui s'écoule depuis le point de départ du délai jusqu'au minuit suivant. Ce mode de computation a un avantage indiscutable ; il supprime les discussions qui ne manqueraient pas de s'élever sur l'heure à laquelle cet acte a été fait, si cette heure devait servir de point de départ au délai.

54. La règle de la computation des délais par jours, qui n'est pas écrite dans le Code de procédure, est conforme à une tradition qui nous vient du droit romain, et à la computation des délais de droit civil, article 2260 du Code civil. Elle est d'ailleurs consacrée par l'art. 1033 du Code de procédure qui dispose que le jour de la signification n'est pas compté dans le délai fixé pour les actes faits à personne ou à domicile, disposition qu'une jurisprudence constante et une doctrine unanime appliquent à tous les délais de procédure.

55. M. Garsonnet signale deux hypothèses où, cependant en procédure, il y a lieu de rechercher « l'heure à laquelle plusieurs actes ont été respectivement faits » dans un même jour, afin de déterminer la priorité entre eux : 1° En matière de péremption, il faut recher-

« cher lequel a été fait le premier de deux actes datés
« du même jour, la demande en péremption ou l'acte de
« poursuite destiné à couvrir la péremption ; 2° En ma-
« tière de partage, entre deux demandeurs, la poursuite
« appartiendra à celui qui aura fait viser le premier l'ori-
« ginal de son exploit par le greffier du tribunal : ce
« visa sera daté du jour et de l'heure, art. 967 ». Gar-
sonnet, *op. cit.*, t. II, § 515, note 3.

56. De ce que la fraction de jour qui s'écoule depuis l'acte ou le moment, point de départ du délai, jusqu'au minuit suivant, ne compte pas dans le délai, il ne faut pas conclure que celui à qui le délai est accordé pour agir, ne peut agir utilement pendant cette période de temps. Il ne s'agit ici que d'une règle de calcul, introduite en vue de la simplification du calcul et en faveur de celui qui doit utiliser le délai, il n'y a nulle raison d'empêcher celui-ci d'agir immédiatement ; il peut, le plus souvent, agir avant que son adversaire n'ait fait courir le délai contre lui ; il serait absurde de paralyser son action pendant cette fraction de jour qui est en dehors du délai, et à l'expiration de laquelle il reprendrait toute liberté d'action.

57. *Délais continus.* — Mais si dans les délais de procédure les jours s'entendent d'espaces de vingt-quatre heures, il ne s'ensuit nullement que ces vingt-quatre heures soient toutes utiles, ou, même que tous les jours soient utiles. C'est seulement lorsque le délai imparti à une

partie est un délai de réflexion, de préparation — comme le délai qui doit précéder une comparution — que cette partie bénéficie de tous les instants du délai ; il n'en est plus de même lorsque le délai est accordé à la partie pour faire un acte exigeant le concours d'officiers ministériels ou de fonctionnaires publics : ceux-ci sont autorisés et parfois même obligés de suspendre leur fonctions les jours de fête légale, art. 57 de la loi du 18 germinal, an X ; art. 1037 du Code de proc. qui interdit aux huissiers de procéder ces jours-là aux actes de leur ministère. Un arrêté du 29 germinal an X a établi comme jours de fêtes légales, outre les dimanches, Noël, l'Ascension, l'Assomption, la Toussaint. Un avis du Conseil d'Etat du 20 mars 1810 a ajouté à cette liste le 1^{er} janvier. La loi du 6 juillet 1880 a fixé au 14 juillet le jour de la fête nationale ; enfin, les lundis de Pâques et de Pentecôte sont également jours fériés légaux, aux termes de la loi du 8 mars 1886. Néanmoins ces jours comptent dans le délai, les délais de procédure étant continus.

58. Même lorsqu'un jour n'est pas un jour légalement férié, il n'appartient pas toujours utilement tout entier à la partie obligée de faire un acte dans le délai fixé pour conserver ses droits. L'article 1037 ne permet en effet aux huissiers d'instrumenter : du 1^{er} octobre au 31 mars, que de six heures du matin à six heures du soir, et du 1^{er} avril au 30 septembre, que de quatre heures du matin à neuf heures du soir, de sorte que le délai qui en principe n'expire qu'à minuit, se trouve pratiquement et en

fait, expirer à six heures du soir où à neuf heures, selon les saisons, lorsqu'il s'agit de faire un acte du ministère d'un huissier. Lorsque c'est à un greffe qu'une partie doit se présenter pour faire une déclaration, *v. g.* la déclaration de surenchère du sixième, ou pour déposer une requête, *v. g.* demande en collocation dans une procédure d'ordre ou de contribution, pourvoi en cassation, le délai expire à la fermeture du greffe. Toutefois, tandis que dans l'hypothèse visée par l'article 1037 C. Proc. civ. les actes d'exécution ou de signification ne peuvent être valablement faits après l'heure légale, l'huissier prêtât-il son concours, dans ces dernières hypothèses, le greffier, même après l'heure de fermeture de son greffe peut encore recevoir les actes ou déclarations, pourvu qu'il les reçoive avant minuit. Dutruc, *supp. aux lois de la procédure*, de Carré et Chauveau, voir *Délai* t. I, q. 3415 *bis*.

59. Ce système n'est pas à l'abri de critiques : depuis la fermeture du greffe jusqu'à minuit, il fait du greffier le maître absolu d'une situation ; il accueillera ou rejettera l'acte qu'on lui apporte, la déclaration qu'on vient lui faire, selon son bon plaisir, cédant à des sollicitations ou à des influences, ou repoussant une demande uniquement pour satisfaire de mesquines rancunes contre un officier ministériel. Le danger d'un tel arbitraire est d'autant plus grave que ce ne sont pas seulement les intérêts de la partie en retard qui sont en jeu, mais encore ceux de son adversaire (pourvoi en cassation) de l'adjudicataire (surenchère du sixième) ou de cocréanciers (procé-

dure d'ordre et de contribution) dont la collocation ne viendra pas en ordre utile par suite de l'admission de la demande du créancier en retard, et qui leur était préférable, ou dont le dividende sera diminué, la somme à distribuer restant la même, mais le passif admis à la répartition augmentant. Le système de l'article 1037 est préférable ; il assure l'égalité de traitement de toutes les parties ; il paraît surtout excellent grâce à ce correctif qui s'y trouve, à savoir que le président peut autoriser, pour causes graves, une signification ou une exécution, après l'heure légale : il y aurait tout à gagner à ce que ce système fût étendu à tous les officiers ministériels ou fonctionnaires publics.

60. B. Délais de semaines. — En principe lorsque la loi fixe un délai par semaines, le jour d'échéance du délai est celui qui dans la dernière semaine du délai porte le même nom que le jour, point de départ. S'il s'agit d'un délai non franc, le délai expire ce jour-là ; s'il s'agit d'un délai franc, il n'expire que le lendemain, le jour de l'échéance n'étant pas compté dans les délais francs. Cass., 18 mars 1812, S. et P. chr. ; 10 septembre 1812 S. et P. chr. ; Lyon, 17 juillet 1834. Dalloz, Rep. v. Vente judiciaire d'immeubles. S. 35. 2. 200 ; D. P. 35. 2. 85. Ce mode de computation, qui est en harmonie avec le langage courant, est parfaitement exact, mais où les difficultés apparaissent, c'est lorsqu'il s'agit de compter les délais que la loi ou le juge a indiqué par ces mots huitaine, quinzaine, huit jours, quinze jours.

61. Dans la langue courante, les expressions huitaine et huit jours, d'un côté, quinzaine et quinze jours de l'autre, sont synonymes : elles désignent une période d'une semaine ou de deux semaines. C'est encore ainsi qu'il faut les entendre lorsque le tribunal ordonne le renvoi d'une cause à huitaine, ou à quinzaine : cela signifie que la cause sera appelée le jour correspondant au jour où le renvoi a été ordonné, dans la semaine suivante ou celle subséquente.

62. Mais dans toute autre hypothèse, en matière de délais de procédure, cette façon de déterminer l'échéance du délai n'est plus exacte.

Les expressions huitaine et huit jours, quinzaine et quinze jours restent synonymes ; mais elles indiquent non pas un délai soit d'une semaine ou sept jours, soit de deux semaines ou quatorze jours, mais un délai comprenant huit jours, un délai comprenant quinze jours. Le jour d'échéance du délai dans les deux cas, se trouve donc être, non pas le jour portant, dans la première ou la deuxième semaine qui suit celle dans laquelle se place le point de départ du délai, le même nom que celui porté par le jour point de départ du délai, mais bien le lendemain de ce jour. Bien entendu, pour savoir si le jour d'échéance ainsi déterminé compte ou non dans le délai, on n'aura qu'à examiner si ce délai est un délai non franc, ou un délai franc. Ce mode de computation s'applique notamment au délai d'ajournement en matière civile qui est de huit jours, art. 72, C. pr. civ. ; au délai

de huitaine pendant lequel on ne peut exécuter un jugement par défaut ou interjeter appel, art. 155 et 449, C. pr. civ., Cass., 1^{er} août 1892, J. P. 92. 1. 520 ; aux délais de huitaine fixés pour commencer l'enquête et parachever l'audition des témoins, art. 257 et 278, C. pr. civ. ; au délai de quinzaine pour contredire le règlement provisoire d'une contribution, art. 663, C. pr. civ. ; à celui de quinzaine pour appeler d'une ordonnance de référé, art. 809, C. pr. civ.

63. Délais de mois. — Les délais de mois se comptent de quantième à quantième, quel que soit le nombre de jours qui forment le mois ou les mois compris dans le délai.

64. Cette règle n'est pas consacrée par le Code de procédure civile ; mais elle est certaine. D'abord, elle est conforme à la façon usuelle de compter les délais de mois. Ensuite elle a été appliquée par le législateur lui-même, en matière de commerce dans l'article 132, C. com., et, en matière de délais du pourvoi en cassation, art. 9 de la loi du 2 juin 1862.

65. L'inégalité de durée des mois donne lieu à quelques difficultés : la première, lorsque le point de départ d'un délai est, dans un mois, un quantième qui n'a pas de correspondant dans le mois d'échéance plus court ; la deuxième, lorsque le point de départ du délai est le dernier jour d'un mois plus court et que l'échéance tombe dans un mois plus long. Dans le premier cas, le

jour d'échéance est le dernier jour du mois, son quantième fût-il moins élevé que celui du jour, point de départ du délai. Dans le second cas, par réciprocité et surtout par application de cette idée qu'il faut toujours favoriser celui qui est tenu d'une obligation ou d'un acte, le délai n'expirera que le dernier jour du mois d'échéance bien que son quantième soit plus élevé que celui du jour qui a servi de point de départ au délai. Ainsi donc un délai d'un mois courant à compter du 31 janvier, expire le 28 ou le 29 février; et inversement un délai courant à compter du dernier jour de février ne sera échu que le dernier jour de mars. Trib. Seine, 5 juin 1891. Pand. franç., 93. 6. 11; Req. 1^{er} mars 1876. S. 76. 1. 174. D. P. 78. 1. 185. Garsonnet, *op. cit.*, t. II, § 515-2); Carré et Chauveau, t. VI. q. 3475; Mancelle, *op. cit.*, n° 25.

66. D. Délai d'années. — Le seul délai de procédure civile qui soit fixé par année est le délai de péremption d'instance. Ce délai se compte de date à date, il va du jour point de départ du délai au jour portant le même quantième dans le mois de l'année où le délai vient à échéance. Si le délai part du dernier jour de février, il expire le dernier jour de février de l'année d'échéance, sans tenir compte du jour bissextile.

67. Droit comparé. — Il n'y a pas une des règles générales de computation des délais de jours, semaines,

mois ou années qui soit expressément édictée par le Code de procédure civile français.

En Allemagne, le Code de procédure de 1877 avait été plus explicite, et avec juste raison. Il disposait : « § 200. « Un délai fixé par semaines ou par mois expire avec le « jour de la dernière semaine ou du dernier mois qui « par sa dénomination ou son chiffre correspond au jour « où le délai a commencé ; si ce jour n'existe pas dans « le dernier mois, le délai expire avec le dernier jour de « ce mois ».

68. Le nouveau Code civil allemand est plus précis et plus complet. Dans son article 188, il pose ainsi les règles de calcul des délais, analogues à celles que la doctrine et la jurisprudence ont établies : « Le délai fixé par « jours prend fin à l'expiration du dernier jour.

« Le délai fixé par semaines, par mois, ou par un « espace de temps embrassant plusieurs mois, (année, « semestre, trimestre,) prend fin, dans le cas de l'article « 187, al. 1 (délai dont le point de départ est un acte « ou un moment se trouvant au cours d'un jour) à « l'expiration du jour de la dernière semaine ou du « dernier mois qui par sa dénomination ou son quantité, correspond au jour dans le cours duquel se place « l'événement ou le moment désigné : il prend fin, dans « le cas de l'art. 187 al. 2 (délai déterminé par le commencement d'un jour) à l'expiration du jour de la dernière semaine ou du dernier mois précédant le jour

« qui, par sa dénomination ou son quantième, correspond au jour initial du délai.

« Si dans un délai fixé par mois, le jour indiqué pour l'expiration manque au dernier mois, le délai prend fin à l'expiration du dernier jour du mois. Ces délais sont « continus ».

Ces règles sont les mêmes que celles que nous suivons en France; elles ne laissent pas prise à une critique sérieuse; il n'y a qu'une chose à demander, c'est qu'elles trouvent place dans notre droit écrit.

69. E. *Quels délais doit-on observer dans le silence de la loi ?* Lorsque la loi n'a pas fixé de délai entre une sommation, une citation et une comparution, quel est le minimum de temps qu'il convient d'accorder à la partie pour comparaître ? D'après un usage très répandu, c'est un délai d'un jour franc; cet usage est très respectable surtout lorsqu'il s'agit d'un acte fait à personne : d'abord il est absolument nécessaire de laisser à la partie qui doit agir un temps minimum entre le moment où elle est sommée d'agir et celui de l'action; et dans le silence de la loi, il est très logique d'accorder en matière de procédure, un délai d'un jour; il n'y a pas de délais légaux plus courts; on peut d'ailleurs ajouter que la règle qui veut que les délais ne se comptent pas par heure mais par jour, impose ce corollaire. C'est ainsi par exemple qu'en matière d'autorisation de femme mariée, la loi n'ayant pas fixé de délai entre la citation au mari et sa

comparution (art. 861, C. Pr. civ.), on lui laisse au minimum un délai de vingt-quatre heures. En ce sens Bioche *Dic. de proc. civ.* v^o avenir n^o 5 ; Garsonnet, *op. cit.* t. II, § 6.

70. Il a été cependant jugé relativement à l'avenir à l'audience et à l'avenir en règlement de qualités, que la loi n'ayant pas fixé de délai minimum entre le moment de l'avenir et l'audience, et entre le moment de cet autre avenir et le règlement de qualités, il suffisait qu'il s'écoulât un temps suffisant pour que les droits de la défense aient pu être exercés, ce temps fût-il moindre de vingt-quatre heures. Cass., 16 juin 1879, D. P. 80.1.374 ; 5 mai 1885, D. P. 85.1.341 ; 3 février 1886, D. P. 86.1.469 ; 4 juin 1890, D. P. 90.5.316. Ces décisions s'expliquent par ce fait qu'il s'agit d'actes d'avoué à avoué, et qu'il est possible de demander plus de diligence à un avoué qu'à un individu quelconque sans expérience, qui a souvent besoin de s'entourer de conseils. Dans ce système, le juge a donc pleins pouvoirs d'appréciation.

71. Dans un autre système, on cherche à fixer la durée du délai par analogie avec d'autres délais. C'est ainsi que l'on avait proposé en matière d'avenir à l'audience d'observer le délai de trois jours prescrit par l'article 70 du décret du 30 mars 1808 qui impose aux avoués l'obligation de signifier leurs conclusions trois jours au moins avant les plaidoiries. Dans le même esprit il a été jugé que le législateur n'ayant pas déterminé de délais en matière de prorogation d'enquête pour commencer l'en-

quête, ni pour clore l'enquête, il y avait lieu tout naturellement d'appliquer ceux déterminés en matière d'enquête par les articles 257 et 278 Cod. proc. civ. Trib. paix, Lille, 6 novembre 1895. J. P. 96-2-51, sur les délais de convocation en matière d'oppositions sur les salaires que la loi du 12 janvier 1895 n'a pas fixés.

72. Il y a dans chacun de ces systèmes une part de vérité; c'est ce que la jurisprudence semble avoir compris; elle n'a pas cru être tenue de choisir entre ces systèmes celui qui lui aurait paru le meilleur; elle les a combinés et dans son dernier état, voici par quelle formule pourrait se traduire ce système éclectique de la jurisprudence; sauf dans des circonstances exceptionnelles, celles-là même à raison desquelles les juges peuvent réduire les délais légaux, lorsqu'un délai n'a pas été fixé par la loi, le juge ou les parties, le minimum de ce délai doit-être de vingt-quatre heures; si ce délai est manifestement insuffisant, il y a lieu de déterminer sa durée par analogie avec des matières semblables où la loi a pris le soin de fixer des délais.

SECTION II. — Point de départ des délais de procédure

73. Délais légaux. — Les actes ou formalités qui font courir les délais de procédure, sont très divers: tantôt c'est une signification à partie (délais d'ajournement, par exemple, et la plupart des délais); tantôt c'est une signi-

fication à avoué (délai d'opposition à jugement par défaut faute de conclure, délai d'ouverture d'enquête contradictoire, délai de contredit, d'appel en matière d'ordre et de contribution, etc.) ; tantôt c'est un acte qu'on ne signifie pas, une formalité judiciaire (délai d'appel de jugement rendu en matière d'accident du travail, délai de péremption des jugements par défaut, délais de recours contre les décisions rendues sur requête, sans assignation de défendeurs, *v. g.* article 858 Code proc. civ. en matière de rectification d'actes de l'état civil) ; ou bien c'est l'insertion d'un acte dans un journal (délai d'opposition à un jugement de divorce rendu par défaut et qui n'a pu être signifié à la personne du défaillant, et divers délais en matière de séparation de biens et de faille). Parfois aussi, quand il y a deux délais consécutifs, le deuxième court à compter de l'expiration du premier, sans que son point de départ se trouve dans un acte ou une formalité quelconque (Art. 248 C. civ., délai d'appel consécutif au délai d'opposition en matière de jugement de divorce, délai du pourvoi contre un arrêt de divorce par défaut, délai de transcription).

74. L'intérêt pratique de ces distinctions réside dans la façon dont se calculent les différents délais selon leur point de départ. Les jours termes ne sont pas comptés dans les délais qui courent à partir d'une signification à personne ou domicile ; ils sont comptés, en matière de divorce, dans le délai de jugement par défaut, dans celui du pourvoi en cassation contre un arrêt par défaut, et

dans celui de transcription. Dans les autres délais qui partent d'une signification à avoué ou d'un acte non signifié, le jour de l'échéance est compté, mais le jour où se place l'acte ou la formalité qui marque le point de départ du délai — *dies a quo* — n'est pas compté dans le délai.

75. *Règles spéciales concernant les délais dont le point de départ est la signification soit d'un exploit, soit d'un acte du Palais.* — Il est de règle : 1^o que la signification de l'acte ne profite qu'à celui qui l'a faite, sauf ce qui sera dit des effets de la solidarité, de l'indivisibilité et de la garantie ; 2^o que cette signification ne peut lui nuire, en ce sens que le délai court en sa faveur, mais qu'il ne court pas contre lui. Cette dernière règle qu'on exprime souvent en disant que « nul ne se forclôt soi-même », comporte quelques exceptions : en matière d'enquête, la signification du jugement avant faire droit a pour effet de faire courir le délai pendant lequel l'enquête doit être ouverte, aussi bien contre celui qui a signifié le jugement que contre celui à qui il a été signifié, article 257 C. proc. civ. ; les délais d'appel dans la procédure de l'ordre et de la contribution courent même contre celui qui signifie le jugement, articles 762 et 669 C. proc. civ. ; de même encore le créancier qui poursuit l'ordre ou la contribution est déchu du droit de produire s'il laisse écouler le délai que lui-même a fait courir par les sommations à ses cocréanciers ; en matière de divorce, il

convient de signaler une nouvelle exception : le divorce doit être transcrit dans les deux mois à partir du jour où la décision est devenue définitive ; en signifiant le jugement ou l'arrêt, la partie qui fait courir contre son conjoint les délais des voies de recours, fait en conséquence courir contre elle-même, médiatement du moins, le délai de transcription. Dans toutes ces hypothèses, celui qui a intérêt à ce que le délai ne commence pas à courir contre lui, avant un certain temps, doit donc s'abstenir de le faire courir contre d'autres : il retardera par là la marche de la procédure, sans compromettre ni ses droits, ni cette procédure, pourvu toutefois qu'il n'attende pas si longtemps que la procédure soit périmée et ses droits prescrits.

76. Cette situation est toute différente de celle où la loi, dans le but d'accélérer la procédure, impose à la partie qui agit l'obligation de faire, dans des délais successifs et déterminés, les différents actes que comporte la procédure suivie. Celui qui a commencé le premier acte de cette procédure n'est pas libre d'en suspendre le cours : le premier acte est le point de départ d'un délai fatal pendant lequel un deuxième acte devra être fait, qui pourra être lui-même le point de départ d'un nouveau délai (saisie-immobilière, saisie-arrêt) ; et ces délais ne courent pas contre celui à qui les actes sont signifiés, mais bien contre celui qui les signifie : ce sont des délais de contrainte à l'encontre de celui qui agit, et non à l'encontre de celui qui est poursuivi ; ils ne rentrent

pas dans le domaine d'application de la règle « nul ne se forclôt soi-même ».

77. Conditions auxquelles l'acte, la formalité font courir le délai dont ils sont le point de départ. — Pour faire courir le délai, l'acte signifié à avoué ou à partie, l'acte qui n'a pas besoin d'être signifié, la formalité accomplie doivent être valables. S'ils sont entachés de nullité soit pour vices de formes, soit pour vices de fond, ils ne produisent aucun effet à cet égard. Cass., 3 novembre 1818, S. et P. chron.

78. Il ne suffit pas, pour qu'une partie puisse se prévaloir du délai qui a couru en sa faveur, que l'acte, la formalité, point de départ du délai, soient réguliers : il est nécessaire qu'elle l'établisse ; il faut non seulement qu'elle justifie de l'existence de l'acte, de l'accomplissement de la formalité, mais encore qu'elle prouve au juge leur validité. Cass., 3 juin 1811, P. chr.

C'est ainsi que s'il s'agit d'un acte signifié à partie ou à avoué la production de l'original de l'acte est nécessaire : elle ne pourrait être suppléée soit par une déclaration du receveur d'enregistrement, soit par un extrait des registres d'un tiers décédé, soit par les répertoires d'huisier. Agen, 29 mars 1811, P. chr.

79. Point de départ des délais fixés par le juge. — L'article 123 du Code de procédure qui fixe le point de départ des délais de grâce et dispose « que ces délais

« courront du jour du jugement s'il est contradictoire et « de celui de la signification s'il est par défaut » est inapplicable ici : il a en vue une hypothèse particulière et ne peut être étendu à des hypothèses différentes. Aussi l'opinion générale est-elle que les délais de procédure fixés par le juge ne courent qu'à compter de la signification des jugements à personne. S'il y a avoué en cause, le jugement devra lui être préalablement signifié : il doit en effet être avisé pour conseiller son client, la loi le dit formellement dans l'article 147 du Code de procédure civile, à propos de l'exécution.

Si le jugement fixant un délai était frappé d'appel, le délai ne courrait qu'à compter de la signification de l'arrêt confirmatif.

80. *Point de départ des délais de procédure conventionnels.* — Il faut, pour déterminer ce point de départ, appliquer cette règle que la convention des parties fait leur loi. Lorsque les parties n'auront pas clairement manifesté leur volonté, on devra présumer qu'elles ont entendu suivre les pratiques courantes, et on déterminera le point de départ du délai conventionnel, par analogie avec les délais légaux.

SECTION III. — Dies a quo

81. Le jour où se place l'acte, la formalité quelconque qui fait courir le délai, ou *dies a quo*, doit-il être compté dans le délai ?

82. L'article 1033 du Code de procédure civile dispose que « le jour de la signification et celui de l'échéance ne « sont pas comptés dans le délai général fixé pour les « ajournements, les citations, sommations et autres « actes faits à personne ou domicile.... » Par un raisonnement *a contrario*, qui ne pouvait manquer d'être fait, certains auteurs et certains tribunaux ont tiré de l'article 1033 cette déduction qu'en dehors des délais visés par cet article et desquels le *dies a quo* est exclu, il fallait compter dans le délai le jour de l'acte qui lui sert de point de départ. Cette opinion, qui s'appuie sur le droit romain et sur certains textes du Code civil, est aujourd'hui presque complètement abandonnée en doctrine ; elle est totalement rejetée en jurisprudence, et c'est avec juste raison.

83. Il est facile d'écarter l'argument *a contrario* tiré de l'article 1033 : cet article doit être interprété *secundum subjectam materiam*, or il n'a en vue que les délais francs ; il pose les règles de calcul de ces délais et laisse complètement intacte la question de savoir comment les autres délais doivent être calculés. D'autre part, si le

droit romain est favorable à cette première opinion, la jurisprudence antérieure au Code de procédure civile lui est contraire. Enfin, en admettant même que les arguments tirés de certains textes du Code civil aient quelque valeur — et ils n'en ont guère, voir D. A, v^o *Délai*, n^o 25 — il suffit de remarquer qu'ils ne seraient pas concluants pour ce qui est du calcul des délais de procédure.

84. L'opinion d'après laquelle le *dies a quo* ne doit pas être compté dans le délai est beaucoup plus solide ; elle est d'accord avec la logique et la raison ; il faut donc l'adopter puisqu'elle n'est pas en contradiction avec les textes.

85. La règle qui veut que les délais de procédure se comptent, non d'heure à heure, mais de jour à jour, par espaces de vingt-quatre heures allant de minuit à minuit, a pour conséquence de reporter au minuit du dernier jour le terme de tous les délais et au minuit du jour initial, le moment où le premier jour du délai est expiré. Pour déterminer le jour initial du délai, étant donné que le délai se calcule de jour à jour, il faut se pénétrer de cette idée que lorsqu'un délai est accordé à une partie par la loi ou le juge, ce délai ne peut être réduit et doit comprendre au moins autant de fois vingt-quatre heures qu'il comprend de jours : que ce soit un délai d'action ou un délai d'inhibition, l'échéance d'un délai a toujours pour conséquence de nuire à une partie ; il y a une certaine analogie entre la situation de cette partie et celle

d'un débiteur tenu d'une obligation à terme ; de même que ce débiteur a le droit au bénéfice entier du délai, de même cette partie doit pouvoir profiter de toute la durée du délai. Faire commencer le délai le jour où se place l'acte qui lui sert de point de départ, serait priver celui en faveur de qui le délai a été fixé, de cette portion de temps allant du commencement du jour au moment où l'acte a été accompli. Le premier jour n'aurait pas été intégralement utile, il ne l'aurait été que partiellement, depuis le moment de l'accomplissement de l'acte au minuit suivant. Le premier jour du délai ne peut être, par suite, celui où se place la formalité qui le fera courir : ce ne peut être que celui qui commence au minuit sonnant après cette formalité ; pour qu'il en fût autrement, pour que le *dies a quo* fût compté dans le délai, une fiction serait nécessaire à l'effet de mettre cette façon de compter en harmonie avec la règle du calcul des délais par jour ; il faudrait une fiction qui fît remonter le point de départ du délai au delà de l'acte générateur, jusqu'au commencement du jour où cet acte a été accompli ; mais la loi seule peut créer des fictions et celle-là ne se trouve dans aucune loi.

La règle d'après laquelle le *dies a quo* n'est pas compté dans le délai est donc bien certaine. V. notamment : Aubry et Rau, *op. cit.*, t. I, p. 164 ; t. II, p. 325 ; Bioche, *op. cit.*, v. cit., n^{os} 15 et s. ; Mancelle, *op. cit.*, n^o 35 ; Boitard, Colmet Daage et Glassou, *op. cit.*, t. II, n^o 1216 ; Garsonnet, *op. cit.*, t. II. § 516 ; Cass. : 20 janvier 1863,

S. 63. 2. 147 ; D. 63. 2. 184 ; 19 juin 1890, P. 90. 1. 1159 ; 2 mai 1885, P. 95. 1. 383 ; 4 mai 1888, S. 88. 1. 447.

86. Cette règle est si favorable que non seulement elle s'applique quel que soit le point de départ du délai, mais encore quelle que soit la formule dont la loi, le juge ou les parties se sont servis pour indiquer le délai : elle comprend tous les délais, qu'ils soient déterminés par ces expressions « le délai sera de..., telle partie aura un délai de... », ou par d'autres moins claires et dont le sens peut faire doute « le délai sera de..., ou telle partie aura un délai de..., à compter de..., à partir de..., à dater de..., à courir de... », ou même par ces formules dites inclusives et qui font échec à l'application de la règle de la non computation du *dies ad quem* dans les délais francs, telles que celles-ci : « *Dans tel délai... Pendant tant de jours... Telle formalité ne sera plus recevable après tel délai (art. 416)...*, *ne sera recevable que pendant tel délai (art. 157)...* Le demandeur *n'aura que* (art. 98). »

87. On applique encore, sans difficulté, la règle *dies termini non computantur in termino* en tant qu'elle vise le *dies a quo*, à tous les délais de procédure, sans distinction d'origine, qu'ils viennent du Code de procédure civile, ou qu'ils soient fixés par des lois spéciales, comme la loi de 1844 sur la saisie immobilière.

88. Les seules exceptions à cette règle sont celles qui

résultent soit d'une disposition formelle de la loi — comme il s'en trouve un exemple dans l'article 438 du Code de commerce, en matière de faillite pour la déclaration de cessation de paiements — soit de la nature même de la disposition légale. Il y a telles hypothèses en effet où la loi fait courir l'un après l'autre deux délais consécutifs : le deuxième courant à l'expiration du premier : en matière de divorce, c'est le délai d'appel ou de pourvoi en cassation d'un jugement ou d'un arrêt rendu par défaut et non frappé d'opposition, le délai de transcription, art. 240 et 252 du Code civil ; c'est en matière d'accident du travail le délai d'appel d'un jugement rendu par défaut et non frappé d'opposition article 17 de la loi du 9 avril 1898 ; c'est encore le délai pour commencer une enquête ordonnée par jugement de défaut ; enfin, c'est en toutes matières, l'appel des jugements par défaut contre avoué, art. 443. (Quand il s'agit de jugements par défaut contre partie, l'appel est recevable dès que l'opposition ne l'est plus : c'est un acte d'exécution qui marque le point de départ du délai, et en conséquence, le jour dans le cours duquel cet acte est signifié ou accompli, est exclu du délai d'appel) ; en toutes matières, c'est aussi le délai du pourvoi en cassation contre un arrêt par défaut contre avoué, art. 1^{er} loi du 2 juin 1862. La formule employée par le législateur est généralement analogue à celle ci, *mutatis mutandis* : « le délai de l'appel courra du jour où l'opposition ne sera plus recevable », c'est-à-dire du jour qui suit l'expiration du délai d'oppo-

sition, ou d'une manière générale du premier délai. Ce jour est le *dies a quo* du second délai. Si l'on devait, semble-t-il, appliquer la règle ordinaire, il faudrait dire qu'il ne compte pas dans le délai : mais on ferait, en excluant ce jour du délai, une fausse application de la règle. C'est en effet par une saine interprétation de l'idée, de la raison qui conduit à exclure du délai le *dies a quo*, que dans ces hypothèses spéciales on en vient à le compter dans le délai.

89. Si le *dies a quo* n'est pas compté, en règle générale, dans les délais de procédure c'est parce que les délais se comptent par jour et que la partie à qui un délai est accordé pour agir ne jouirait pas de la plénitude du premier jour du délai, si ce premier jour était le *dies a quo*, qu'elle jouirait seulement de la fraction de jour allant de l'acte, point de départ du délai, à minuit. Mais ici dans le cas où un deuxième délai court à la suite d'un premier, le premier jour du délai est tout entier laissé à la partie pour agir : le deuxième délai ne court pas en vertu d'un acte ou à partir d'un moment qui se produit au cours du jour, il commence à courir dès le commencement du jour, dès que sonne le minuit qui marque la fin du premier délai : le *dies a quo* compte donc dans le délai.

90. *Droit comparé.* — En Allemagne, le nouveau législateur l'a si bien compris qu'il dit dans l'article 187 : « Si
« le commencement d'un délai est déterminé d'après un
« événement ou d'après un moment qui se trouve dans le

« cours d'un jour, le jour où se place cet événement ou
« ce moment n'est pas compté dans ce délai. Si le com-
« mencement d'un délai est déterminé d'après le com-
« mencement d'un jour, ce jour est compté dans le délai. »
On ne peut qu'approuver cette réglementation : quoiqu'en
France ces questions ne soient guère douteuses, les contro-
verses et les hésitations sont possibles, le législateur de
l'avenir fera sagement de compléter par une disposition
semblable à celle du Code allemand, les règles générales
sur les délais.

SECTION IV. — Jour d'échéance ou « dies ad quem » des délais de procédure

91. Le jour d'échéance du délai ou *dies ad quem* est celui qui complète le nombre de jours du délai : si le délai est de dix jours, le jour d'échéance est le dixième jour, à compter du premier minuit qui suit le point de départ du délai.

92. L'idée simple et naturelle est que le délai doit prendre fin avec le jour de son échéance, et que le lendemain de cette échéance il est trop tard pour faire l'acte qui devait être accompli dans le délai. C'est ainsi qu'on l'entend dans la vie courante et dans la pratique des affaires, et c'est ainsi qu'il faudrait l'entendre en procédure sans l'article 1033 du Code de Procédure civile.

93. L'article 1033 dispose : « Le jour de la significa-

« tion et celui de l'échéance ne sont pas comptés dans le
« délai général fixé pour les ajournements, les citations,
« sommations et autres actes faits à personne ou domi-
« cile ». Quel est donc, en ce qui concerne le *dies ad quem*,
le sens de cet article, quel est son caractère, et quelle est
sa portée ?

94. L'article 1033, dans les hypothèses qu'il vise, doit être interprété en ce sens qu'il y a lieu d'exclure du délai le jour de l'échéance, mais au point de vue de la computation seulement, et de reporter l'expiration du délai à la fin du jour qui suit le *dies ad quem*. Il y a là une règle de faveur qui a pour but d'augmenter la durée normale du délai d'un jour. Mais ce n'est là qu'une règle de calcul, et il ne faudrait pas croire que le jour de l'échéance est exclu du délai à un autre point de vue et que l'acte qui doit être accompli dans le délai ne peut pas l'être ce jour-là. Le jour de l'échéance est pour celui qui doit agir un jour utile, comme l'est le *dies a quo* qui, lui non plus, ne compte pas dans le délai.

95. Mais tandis qu'il est rationnel d'exclure le *dies a quo* du délai, il est arbitraire d'en exclure le *dies ad quem*. Il y a là une faveur faite par la loi à celui à qui le délai est accordé, mais une faveur qu'on ne s'explique guère en raison. On la justifie en disant que celui à qui un délai est accordé pour agir, peut être mal éclairé sur ses droits, ses obligations, qu'il peut hésiter sur la marche à suivre, et que le plus souvent il est inhabile en l'art de calculer les délais ; il a donc paru équitable de déroger aux règles

ordinaires et strictes du calcul des délais, pour que la partie qui reçoit un acte l'obligeant à faire certaines formalités, ait la faculté d'user du délai tout entier pour réfléchir, s'entourer de conseils et agir ensuite.

96. L'alinéa premier de l'article 1033 édicte une règle de faveur, donc une règle exceptionnelle : en principe, il faut compter dans le délai le jour de l'échéance, et le lendemain de cette échéance, il est trop tard pour agir ; exceptionnellement, certains délais n'expirent pas le jour de leur échéance, mais seulement le lendemain de l'échéance ; ce sont les délais francs ; les délais non francs sont ceux dans lesquels, de droit commun, le jour de l'échéance est compté.

97. Quand un délai est-il franc ? Le législateur a cru le dire dans l'article 1033 alinéa premier. Mais il s'est si mal exprimé qu'il n'est pas possible de découvrir sa pensée et de déterminer quel est le criterium de la distinction entre les délais francs et les délais non francs, en s'en tenant aux termes mêmes de l'article 1033 : il a fallu bien plus rechercher ce que le législateur avait voulu dire que ce qu'il avait dit.

98. Malgré les termes de l'article 1033 disposant que le jour de l'échéance est exclu du délai général fixé *pour* les ajournements, ... et autres actes à personne ou domicile, on est aujourd'hui d'accord pour décider qu'il s'agit, dans cet article, non de délais fixés pour faire un ajournement, ... ou autre acte à personne ou domicile mais de délais fixés *à partir* d'un acte à personne ou domicile

(Boitard, Colmet Daage et Glasson, *op. cit.*, t. II, n° 1216 ; Garsonnet, *op. cit.*, t. II, § 518 ; Carré et Chauveau, *op. cit.*, q. 3410). Pour qu'un délai soit franc, il faut donc qu'il ait pour point de départ une signification à personne ou domicile. Sur quoi la doctrine et la jurisprudence se sont-elles appuyées pour exiger cette condition ?

99. Tout d'abord, il n'est pas douteux que le point de départ du délai doit être une signification d'acte : cela résulte clairement — on peut même dire que c'est la seule chose qui soit claire dans cette disposition — de l'article 1033, alinéa premier ; dans cet article, le législateur a entendu à la fois définir les délais francs et poser les règles de la computation de ces délais ; or, si ces délais avaient été de nature à courir à compter d'un acte quelconque, le législateur n'aurait pu dire que « le jour de la signification et celui de l'échéance ne sont pas comptés » il aurait dû dire « le jour, point de départ du délai, et celui de l'échéance » ; en spécifiant que le jour, point de départ du délai, est le « jour de la signification » il donne à entendre que pour qu'un délai soit franc, son point de départ doit être une signification.

100. On peut donc très certainement dire que ne sont pas francs, les délais dont le point de départ est un acte non signifié, une formalité judiciaire quelconque, ou encore l'expiration d'un précédent délai. Tels sont le délai de surenchère du sixième article 708 ; les délais d'appel des jugements contradictoirement rendus en matière

d'accident du travail, article 17 loi du 9 avril 1898, en matière de renvoi à un autre tribunal pour parenté ou alliance article 377, en matière de récusation de juge article 392, en matière de divorce, le délai d'appel de jugement par défaut, le délai de pourvoi d'arrêt par défaut, les délais de transcription articles 248 et 252 C. c.; le délai pour appeler des jugements rendus par défaut en matière d'accident de travail, article 17, loi du 9 avril 1898 ; le délai d'appel des jugements par défaut contre avoué, article 443 ; le délai pour commencer une enquête ordonnée par un jugement par défaut, article 257.

401. Ce n'est plus en argumentant du texte de l'article 1033 que les interprètes du Code de procédure en sont arrivés à exiger comme condition nécessaire pour qu'un délai soit franc, que ce délai ait pour point de départ une signification à personne ou domicile. Le texte parle de signification, mais il ne dit pas quelle signification. Or, il n'y a que deux sortes de significations : signification par exploit d'huissier à personne ou domicile, et signification par acte du Palais, d'avoué à avoué. Allait-on accorder aux actes d'avoué à avoué le bénéfice de cette extraordinaire faveur qui consiste à renvoyer au lendemain de l'échéance l'expiration d'un délai ? Non, parce que les considérations qui l'ont fait accorder à celui quelconque qui reçoit un acte signifié à personne, manquent ici ; l'avoué sait ce qu'il doit faire quand il reçoit un acte, il n'a de conseils à prendre de personne, et il sait comment doivent se compter les délais.

Aucun des délais, par conséquent, dont le point de départ est une signification d'acte du Palais n'est franc. Sur ce point, la doctrine et la jurisprudence sont d'une rare unanimité. Application de cette règle a été faite notamment au délai d'opposition à jugement par défaut faute de conclure, article 157 ; au délai de huitaine pour commencer une enquête ordonnée par jugement contradictoire, article 257 ; au délai d'appel des jugements rendus en matière de saisie-immobilière, article 731 ; en matière d'ordre, article 762 ; en matière de contribution, article 669.

102. Cette condition qui est nécessaire pour qu'un délai soit franc, savoir que ce délai ait pour point de départ une signification à personne ou domicile, n'est pas suffisante. Pour que le délai soit franc, il faut que la signification soit faite à la personne contre laquelle le délai court : si c'était à l'encontre de celui qui signifie l'acte, que le délai dût courir, le délai ne serait pas franc, *v. g.* articles 563 et 564 : délais de huitaine pendant lequel le saisissant doit dénoncer et contre-dénoncer l'opposition, délais qui courent à partir d'actes signifiés à personne ou domicile, mais contre celui qui agit ; de même en matière de saisie-immobilière, les délais des articles 677, 678. Il y a à cela deux raisons : la première, c'est qu'il est question là de délais d'accélération, de délais qui ont pour but de contraindre la partie qui agit à mener une procédure à fin ; accorder une augmentation de durée du délai serait contradictoire avec ce but ; la

deuxième, c'est que la partie qui agit a déjà quelqu'un qui la guide dans la procédure qu'elle suit, qui vraisemblablement fait même seul cette procédure, sait quelles suites comportent chaque acte et sait calculer les délais.

103. M. Garsonnet estime que la signification faite à la personne contre laquelle court le délai doit encore avoir pour effet de la contraindre à agir. Pour lui, les délais francs sont seulement ceux « dans lesquels on est sommé d'agir », *op. cit.*, t. II, § 518. Faisant application de cette idée au délai d'appel, il conclut que le délai ordinaire d'appel, dont le point de départ est une signification à personne, n'est pas un délai franc. Son opinion, qui est celle de Chauveau sur Carré, *op. cit.*, q. 3410, n'est pas admise par la jurisprudence. V. notamment : Cass., 14 août 1877, S. 79. 1. 312 ; D. 77. 1. 415 ; Paris, 17 août 1877, D. P. 78. 2. 184 ; Crépon, *Traité de l'appel*, n° 1935. Elle est repoussée également par la plupart des auteurs : Boitard, Colmet Daage et Glasson, *op. cit.*, t. II, n° 1216 ; Bioche, *op. cit.*, v. *Appel*, n° 325. M. Garsonnet ne dit pas pourquoi la signification à personne doit être une sommation d'agir ; on en voit difficilement la raison. Si le délai est franc, c'est pour que la partie qui doit agir dans le délai ait un jour de plus pour le faire utilement ; qu'importe que la signification, point de départ du délai, contienne ou non sommation expresse d'agir ! Dans tous les cas, elle est une mise en demeure tacite d'agir, et l'expiration du délai qu'elle fait courir

emporte déchéance du droit de faire valablement l'acte ; donc, dans tous les cas, le délai doit être franc.

104. En résumé, sont donc francs, les délais qui courent contre une personne, en vertu d'actes signifiés à cette personne ou à son domicile ; l'expiration de ces délais est reportée au lendemain de leur échéance : le dernier jour du délai n'est pas le *dies ad quem*, mais seulement celui qui le suit.

105. L'application de cette règle a soulevé quelques difficultés à raison des formules dont, dans certaines hypothèses particulières, le législateur s'est servi pour déterminer tels ou tels délais : ce sont les formules dites « formules inclusives ».

106. La règle de l'article 1033 alinéa premier, régit sans aucun doute les délais indiqués par ces expressions « Le défendeur aura tel délai... Le délai sera de... » Mais il n'en est plus de même, et il faut compter le *dies ad quem* dans le délai, quand le législateur dit qu'un acte doit être fait, une formalité accomplie « *dans* ou *pendant* tel délai ». Ne sont pas francs, à raison de la formule, bien qu'ils courent à partir d'une signification faite à la personne ou au domicile de celui contre qui ils courent : le délai d'opposition à un jugement par défaut rendu par le tribunal de paix, art. 20 (l'opposition doit être formée dans les trois jours de la signification) ; le délai de huitaine pour commencer l'enquête ordonnée par jugement contradictoire et lorsque le jugement a été

signifié à personne, art. 257 (quand il s'agit d'un jugement par défaut profit joint, ou quand l'avoué est décédé ou sorti de charge durant l'instance et n'est pas remplacé); le délai de la requête civile qui doit être signifiée dans les deux mois de la signification du jugement attaqué à personne ou domicile, art. 483; les délais des sommations de produire faites aux créanciers, celui de la sommation au saisi de prendre communication des productions, de la dénonciation au saisi qui n'a pas d'avoué de contester le règlement provisoire, art. 659, 660, 663; le délai de quarante jours, accordé aux créanciers inscrits par l'article 2185 du Code civil pour surenchérir, à partir des notifications; le délai de même durée pour produire, art. 754; le délai d'appel des jugements rendus en matière d'incidents de saisie-immobilière, d'ordre et de contribution, délai qui est de dix jours et court contre le saisi qui n'a pas d'avoué du jour de la signification à personne ou domicile art. 731, 762 et 669. Sont encore inclusives, les formules dont la loi s'est servie : dans l'article 436 « L'opposition à un jugement du Tribunal de commerce *ne sera plus recevable* après la huitaine du jour de la signification » ; dans l'article 13 de la loi du 25 mai 1838 « L'appel d'un jugement de paix *ne sera recevable* ni... ni *après* les trente jours qui suivront la signification » Cass., 5 février 1879, S. 79. 1. 231; 2 août 1887, P. 87. 1. 747; dans l'article 809 « L'appel des ordonnances de référé *ne sera point recevable* s'il a été interjeté *après* la quinzaine, à dater du jour de la signification du

jugement ». Paris, 30 septembre 1880, P. 81. 1. 200 ; Bioche, *op. cit.*, v^o Référé n^o 336 ; Debelleyne, *Ord. sur requêtes et référés*, n^o 435 et Bertin, *id.*, t. II, 390.

107. Il convient de remarquer toutefois que ces dérogations à l'art. 1033 al. 1, résultant de l'emploi de formules inclusives, ne sont pas unanimement admises. Certains auteurs pensent que l'emploi de la préposition « dans » suivie de l'indication du délai, n'indique pas assez nettement l'intention du législateur de restreindre le délai et d'en ramener l'expiration au jour de l'échéance pour qu'il y ait lieu de faire échec à la règle ordinaire. *Sic* Boitard, Colmet Daage et Glasson, t. II, n^o 740, à propos du délai de la requête civile,

108. Il faut appliquer aux délais de procédure prévus par des lois spéciales, la règle de l'article 1033 concernant le calcul des délais francs, sauf l'effet des formules inclusives, Cass., 11 janvier 1836, DA. v^o Délai, n^o 46 ; 19 octobre 1885, DP. 85. 1. 72 ; 19 mars 1888, S. 88. 1. 272. *Contra* cependant Rép. gal. v^o Délai, n^o 43, au cas de délais spéciaux le délai ne serait franc qu'en vertu d'un texte exprès, comme l'article 5 de la loi du 2 août 1885 sur les vices rédhibitoires en matière de vente d'animaux domestiques.

109. Au contraire, il a été jugé qu'en principe la franchise du délai ne devait pas être accordée aux délais fixés par le juge, par exemple : délai pour faire un remboursement. Cass., 3 septembre 1810, DA. v^o Délai, n^o 47,

délai pour faire une consignation. Lyon, 2 août 1866, DP. 67. 3. 117.

410. Dans certains recueils de jurisprudence et codes annotés, on qualifie encore de francs les délais qui courent à partir des insertions dans les journaux en matière de saisie-immobilière, art. 696, 699, 704, en matière de séparation de biens, art. 869, en matière de vente de biens de mineurs, art. 959, en matière de partage, article 972.

Mais c'est à tort que l'on parle ici de délais francs : l'article 1033 est une disposition exceptionnelle qui ne peut être étendue en dehors des hypothèses prévues par cet article ; or, il est bien certain que le législateur n'a eu en vue que les délais qui ont pour point de départ une signification, non ceux qui courent ou doivent s'écouler à compter d'une insertion, ou d'actes de publicité. D'ailleurs, sauf pour le délai de l'article 869 en matière de séparation de biens qui a pour but de sauvegarder les droits des tiers et de les mettre indirectement en demeure d'agir, les autres délais qui doivent s'écouler à compter des divers actes de publicité légale, ne sont pas destinés à contraindre une partie à agir pour la conservation de ses droits pendant leur durée ; ce sont des délais d'annonce. Pratiquement, cela ne veut pas dire qu'ils ne pourront pas être calculés d'une façon semblable à celle dont on calcule les délais francs ; ainsi pour le délai d'un mois qui doit s'écouler entre la demande en séparation de biens et le prononcé du jugement, la formule de l'arti-

cle 869 du Code de procédure conduit à dire que ce jugement pourra au plus tôt être prononcé le lendemain du jour, qui porte dans le mois suivant celui où la demande a été formée, la même date que le jour de l'assignation; de même les articles 696, 959 et 972 qui veulent que l'insertion ait lieu vingt jours au plus tôt ou quinze jours au plus tôt avant l'adjudication, impliquent qu'il doit s'écouler à compter de l'expiration du jour de l'insertion et avant le commencement du jour de l'adjudication un délai plein, entier de vingt ou de quinze jours.

111. Les règles précédentes relatives au calcul des délais francs fixés par la loi ou par le juge, sont-elles applicables aux délais, non fixés par la loi ou par le juge, mais qui cependant doivent être laissés par la partie qui agit à la partie adverse, entre les actes successifs de poursuite ou d'exécution ? Il est admis et il a été jugé que ces règles s'appliquent, et que les délais, non fixés par la loi, qui courent à compter d'une signification à personne ou domicile, sont francs; et que, par contre, ceux qui ont pour point de départ une signification d'acte d'avoué à avoué ne sont pas francs (délais pour l'avenir en règlement de qualités, délai d'avenir à l'audience). Un arrêt de Cassation du 22 juin 1859 a décidé en ce sens que le délai entre le commandement d'exécuter un jugement ou une sommation de faire un acte, et le jour fixé pour l'exécution est dans le silence de la loi d'au moins vingt-quatre heures, le jour de l'acte à personne ou domicile et celui de l'exécution devant être écartés en vertu de l'ar-

ticle 1033. C. Pr. civ. S. 59. 1. 829; DP. 59. 1. 256; Rodière, t. I, p. 159.

112. Toutes les solutions qui viennent d'être exposées à propos du jour de l'échéance des délais ont reçu une quasi-consécration législative lors de la révision de l'article 1033, en 1862 et en 1895. La Commission de réforme de 1862 qui était sollicitée de mettre un terme aux controverses soulevées par la question de la franchise des délais, au moyen d'un texte précis, répondait ainsi à cette demande par l'organe de son rapporteur, M. Josseau : « Pour la franchise du délai, la difficulté
« est venue de la manière dont s'est exprimé le législa-
« teur dans les divers cas. Tantôt, en effet, dans la fixa-
« tion d'un délai pour faire un acte ou remplir une for-
« malité, la loi porte que ce délai courra à compter ou à
« partir de telle époque, tantôt elle veut que cet acte
« ou cette formalité ait lieu dans le délai de... ou bien
« elle dit que cette formalité ne sera plus recevable après
« le délai de... Ces diverses locutions ont amené des
« solutions différentes. En présence de ces controverses,
« votre Commission s'est demandé s'il n'y avait pas lieu
« de compléter la disposition de l'article 1033 par quel-
« ques règles générales. Mais elle n'a pas tardé à recon-
« naître la difficulté de trouver pour toutes les hypo-
« thèses une solution satisfaisante. Chaque jour la
« jurisprudence se fixe davantage et formule des règles
« d'interprétation basées sur le sens que l'usage, cette
« loi suprême du langage, assigne aux expressions em-

« ployées par le législateur. Une nouvelle rédaction
« pourrait faire naître de nouvelles incertitudes. Dans
« cet état de choses, la Commission a jugé comme le
« Gouvernement que le plus sage était de reproduire
« textuellement une disposition sur la portée de laquelle
« on commence après cinquante ans à être à peu près
« d'accord. » Sirey, *Lois annotées*, 1862, p. 31, note. En
1895, M. Sauzet, dans son rapport à la Chambre des
Députés, a rappelé ce passage du rapport de M. Josseau,
en ajoutant : « Cette observation judicieuse n'a rien perdu
« de sa vérité. Elle s'applique seulement à l'alinéa pre-
« mier de l'article 1033, aussi n'est-il pas question de
« modifier cet alinéa... »

113. Au fond, les craintes du législateur de 1862, celles
du législateur de 1895 de voir naître de nouvelles diffi-
cultés d'une rédaction nouvelle de l'article 1033, alinéa
premier, étaient exagérées ; si elles étaient fondées, il ne
faudrait jamais toucher à une loi ancienne, car on ne
peut le faire qu'en modifiant les textes.

114. D'ailleurs, il y avait un moyen bien simple de
supprimer toute controverse : c'était de supprimer la dis-
tinction des délais en délais francs et délais non francs ;
c'était d'abroger cette règle arbitraire qui proroge l'expir-
ation de certains délais au-delà de leur échéance. Il n'y
a nul intérêt à conserver cette règle surannée ; au con-
traire, il y a tout à gagner à la faire disparaître ; les lois
de formes doivent être simples et précises ; ce sont
des lois mauvaises que celles qui créent des complica-

tions, soulèvent sans les résoudre des questions oiseuses, inventent des distinctions inutiles. Or, l'article 1033 alinéa 1^{er} imagine deux catégories de délais : les délais francs et les délais non francs, délais dont les règles de calcul sont différentes; mais il se garde bien de dire à quels signes caractéristiques les délais francs se distinguent des autres : il laisse à l'interprète le soin de trouver ces signes distinctifs, puis il l'embarrasse lorsqu'il a cru trouver la règle à suivre, en lui faisant deviner, à propos de délais particuliers, si telle formule admet l'application de la règle ou si elle n'implique pas dérogation à cette règle. Une réforme bien simple supprimerait difficultés et controverses; il suffirait que le législateur dise que dans tous les délais, le *dies ad quem*, le jour de l'échéance est compté.

115. On pouvait espérer que cette réforme serait proposée dans le projet de loi portant revision du Code de procédure civile, déposé une première fois en 1894 à la Chambre par M. Antonin Dubost et repris à la législature suivante par M. Sarrien (25 octobre 1898, Chambre des députés). Mais ce projet de réforme ne fait que reproduire l'article 1033, sans modifications : l'auteur du projet de réforme n'a remarqué qu'une chose, la longueur de cette disposition, aussi en a-t-il fait deux articles ; c'est la seule nouveauté de son projet sur la matière des délais.

116. *Droit comparé.* En Allemagne, la distinction des

délais en délais francs et délais non francs n'existe pas. Le Code de procédure civile allemand n'exclut du délai que le *dies a quo*, et l'article 188 du nouveau code allemand dispose : « Le délai fixé par jour prend fin à l'expiration du dernier jour. Le délai fixé par semaine, par mois... prend fin à l'expiration du jour de la dernière semaine, du dernier mois qui par sa dénomination ou son quantième, correspond au jour dans le cours duquel se place l'événement ou le moment désigné ». Cet article exclut donc du délai seulement le jour *a quo*, mais le jour *ad quem* est compté ; le délai expire un jour plus tôt, c'est-à-dire que le jour de l'échéance y est encore compté, quand, dans certaines hypothèses, le *dies a quo* lui-même compte dans le délai.

Le code italien se borne à poser en principe qu'on doit exclure le *dies a quo* (art. 43), ce qui implicitement donne à entendre que le *dies ad quem* ne doit pas être exclu.

SECTION V. — De l'indication des délais simples dans les actes de procédure

417. Certains délais courent en vertu de la loi, à partir d'un moment déterminé, sans signification préalable d'acte de procédure. C'est à la partie contre laquelle les délais courent, à être assez vigilante pour ne pas laisser passer inaperçu leur point de départ et assez instruite

de leur durée pour ne pas les laisser venir à échéance sans avoir agi.

118. Le plus souvent, c'est un acte de procédure qui fait courir le délai. La partie qui signifie l'acte, point de départ du délai, est-elle tenue d'indiquer la durée du délai dans l'acte? Doit-elle renseigner celui contre qui le délai va courir, lui en indiquer la durée. ou le terme, ou bien celui-ci sera-t-il contraint de s'en référer à la loi? Cette question se résout par une distinction, d'après la nature du délai.

119. A. Lorsqu'il s'agit de délais de comparution — sauf pour les délais d'ajournement devant le tribunal civil et d'assignation devant la cour d'appel, régis par des règles spéciales, — la sommation de comparaître, que ce soit un exploit d'huissier, ou un acte d'avoué à avoué, la citation, l'assignation doivent contenir l'indication du jour et même du moment de la comparution. L'indication du jour doit être précise, formelle; celle du moment résulte suffisamment d'une référence même tacite aux usages. Telle est la règle pour la citation en justice de paix, art. 1^{er} Code proc. civ.; en conciliation art. 51; la citation à témoins art. 260; l'assignation à un plaideur à fin d'interrogatoire sur faits et articles art. 329; l'assignation devant le Tribunal de commerce, art. 415 et 416; les sommations d'assister à inventaire, liquidation, expertise, etc.. Cette règle est une règle de bon sens qui n'a pas besoin d'être justifiée plus longuement: il est tout naturel que lorsqu'un acte a pour but d'obliger une partie à comparaître,

il faut que cet acte indique le jour et l'heure de la comparution, à peine de nullité.

120. Comment se fait-il donc qu'une règle si naturelle souffre exception quand il s'agit d'ajournement devant le Tribunal civil et d'assignation devant la Cour d'appel ? Dans les deux hypothèses, il s'agit bien de délais de comparution, et cependant la loi n'exige pas que l'exploit contienne l'indication de l'audience à laquelle jugement de défaut pourra être pris. C'est que la comparution au Tribunal comme à la Cour n'est pas une comparution personnelle du défendeur ou de l'intimé ; au Tribunal et à la Cour, on comparait en constituant avoué. On pouvait donc sans crainte se départir ici des exigences ordinaires, des indications précises que doivent, en principe, contenir les exploits à fin de comparution. Il suffisait d'indiquer au défendeur ou à l'intimé un délai pour constituer avoué, le délai de huitaine des articles 72 et 456.

121. Comment ce délai doit-il être indiqué dans l'exploit d'ajournement ou l'acte d'appel ?

122. Dans un premier système on soutient que la durée du délai légal de huitaine doit être expressément indiquée. Cela résulterait de l'exposé des motifs et de l'article 61 C. proc. civ. Dans l'exposé des motifs, Treilhard aurait dit : « Il est nécessaire que celui qui est assigné sache à quelle époque : l'exploit doit le dire. » En outre l'article 61 dispose : « L'exploit contiendra l'indication du délai pour comparaître. » Il est dans l'esprit

de cet article que le jour de la comparution soit, d'une façon expresse et précise, porté à la connaissance de l'assigné, parce que le jour de la comparution est celui auquel il devra avoir constitué avoué ; l'assigner à comparaître dans le délai de la loi serait insuffisant et l'exploit serait nul. Boitard, t. I, § 157 ; Boncenne, t. II, p. 157 ; Chauveau sur Carré, *Quest.* 314 bis ; Bordeaux, 7 août 1829, D. P. 30. 2. 7.

123. Dans un deuxième système, qui est celui de la jurisprudence, il suffit d'assigner dans le délai de la loi ; il ne faut pas se montrer d'un formalisme exagéré là où la forme est sans utilité : l'indication « à comparaître dans le délai de la loi » est bien claire et le défendeur ne peut se tromper sur son sens et son interprétation. Cass., 6 décembre 1876, D. 77. 1. 55 ; Glasson sous Boitard et Colmet Daage, t. I, § 157, note 1.

124. Si l'exploit indiquait un délai moindre de huit jours, cet exploit ne serait pas nul, aucun article de loi ne prononçant cette nullité. Mais : 1° le Tribunal ou la Cour devrait refuser de prononcer défaut et ordonner la réassignation du défendeur aux frais du demandeur. Arg., article 5 ; 2° si cependant jugement ou arrêt par défaut avait été rendu, il faudrait l'annuler sur opposition, en condamnant le demandeur ou l'appelant aux frais.

125. Dans le cas d'indication d'un délai plus long que le délai légal, le Tribunal, pour statuer, devrait attendre l'expiration du délai fixé par le demandeur, à moins que

le défendeur ne constitue avoué et ne conclue avant l'expiration du délai.

126. B. Lorsqu'il s'agit de délais autres que ceux de comparution — délais qui ont pour objet de mettre une partie en demeure d'accepter une situation déterminée qui peut léser ses droits, ou d'agir pour la faire modifier (délais des voies de recours, délai de quarante jours pour faire la surenchère du dixième, etc.), délais pendant lesquels une partie doit exercer ses droits à peine de déchéance (production à contribution, etc.) — dans ces hypothèses, l'indication du délai n'est pas imposée à la partie qui signifie l'acte : l'acte valablement fait et délivré, fait courir le délai ; la partie qui le reçoit doit se renseigner sur les effets et conséquences de cet acte ; ce n'est pas à la partie qui le lui signifie que revient le soin de l'avertir qu'à défaut d'exercer ses droits dans tel délai, elle encourra des déchéances ou des forclusions.

127. Cependant, dans l'article 753 du Code de procédure civile, la loi impose à celui qui poursuit l'ordre l'obligation d'avertir les créanciers qu'il somme de produire que faute par eux de produire leurs titres de créances dans les quarante jours, ils seront déchus. Si la sommation de produire ne contenait pas cet avertissement, elle serait nulle, art. 776.

128. *Comment se corrigent les erreurs dans l'indication des délais.* — Lorsque, dans un acte, l'indication d'un

délai est inexacte, il est de règle — c'est une règle générale qui s'applique ici — que l'erreur peut et doit être rectifiée par la combinaison des autres mentions de l'acte lui-même et par les références à d'autres actes, connus de la partie, à qui l'acte aux indications erronées a été signifié, pourvu que cette combinaison ne soit ni compliquée ni douteuse. Cass., 15 mars 1882, D. P. 83. 1. 374 ; 16 janvier 1888, D. P. 88. 1. 69 ; 27 déc. 1893, D. P. 94. 1. 391 ; 20 novembre 1899, D. P. 1900. 1. 19. Dans ce cas, l'inexactitude étant ainsi rectifiée, aucune nullité ne saurait être encourue.

429. *Comment, dans les jugements et autres décisions de justice, doit être constatée l'observation des délais de procédure.* — Pour qu'un jugement ou une ordonnance soit à l'abri des voies de recours, il ne suffit pas que le Tribunal ou le juge ait constaté et indiqué que le délai légal a bien été observé. Cass., 26 octobre 1892, J. P. 93. 1. 184. L'article 7 de la loi du 20 avril 1810 oblige les juges à motiver leurs décisions : il ne se contente pas d'une affirmation du droit, de la légalité. Les juges doivent dire sur quelles bases un droit leur paraît fondé, quelles sont les raisons qui leur font croire à la légalité d'un acte. En matière de délais, leurs décisions doivent contenir les indications indispensables à la détermination du délai, c'est-à-dire l'indication du point de départ du délai, et celle du jour où a été fait l'acte, la formalité qui, légalement, ou bien ne pouvait être fait que pen-

dant le cours du délai, ou bien ne pouvait être fait qu'après l'expiration du délai. Agen, 2 avril 1900, D. P. 1900. 2. 456. Quand c'est la loi qui fixe la durée du délai, les juges n'ont pas besoin de la rappeler : au contraire, ils doivent la mentionner s'il s'agit d'un délai autre que le délai légal et qui aurait été convenu entre les parties ou qui aurait été indiqué par le demandeur au défendeur. Pour permettre le contrôle de la Cour de cassation, qui doit trouver dans le jugement ou l'arrêt attaqué, tous les renseignements de fait utiles, il faut nécessairement que la convention des parties ou la proposition du demandeur soit rappelée, sinon le jugement ou l'arrêt sera susceptible de cassation pour défaut de motifs.

130. L'indication des dates des différents actes et du point de départ du délai n'est pas exigée expressément : il suffit qu'on puisse les déterminer sûrement à l'aide des énonciations contenues dans l'ordonnance ou le jugement.

CHAPITRE III

AUGMENTATION DES DÉLAIS A RAISON DES DISTANCES

131. Le plus souvent lorsque la loi fixe la durée d'un délai, elle la fixe en ne prenant en considération que le but du délai : elle suppose que le délai court contre une partie qui se trouve là où vient de s'accomplir la formalité, point de départ du délai, et là où elle doit agir, si le délai a pour but de la contraindre à agir. Le délai ainsi déterminé, très suffisant pour la partie qui se trouve placée dans les conditions que la loi suppose, peut n'être cependant pas assez long et devenir tout à fait insuffisant dans la réalité, lorsque les conditions supposées sont modifiées, et que la partie se trouve domiciliée loin du lieu où doivent s'accomplir les différents actes de procédure. Il est de toute nécessité d'augmenter ce délai simple, et de l'augmenter proportionnellement à l'éloignement.

132. La loi aurait pu, après avoir déterminé le délai simple, laisser aux juges le soin d'apprécier les délais

complémentaires que comportait la distance : ce système qui ne met pas les juges à l'abri du soupçon de partialité, aurait surtout l'inconvénient de l'incertitude pour les parties ; ce n'est pas le système adopté par le Code de procédure civile français. Chez nous, c'est la loi elle-même qui indique les bases d'après lesquelles il faut compter les délais supplémentaires, accordés à raison des distances, ou bien qui, dans certaines hypothèses, remplace le délai simple ordinaire, par un autre délai simple mais plus long, à raison de la distance : l'inconvénient de ce procédé est de rendre nécessaire une loi nouvelle pour mettre les délais de distance en harmonie avec les facilités de communication qui deviennent de jour en jour plus grandes. C'est un inconvénient qui serait peu sensible dans un pays où les législateurs se préoccuperaient surtout de faire des lois utiles, car leur intervention deviendrait une occasion de réformer le système légal compliqué et incertain.

433. Le Code de procédure civile modifié par la loi de 1862 a prévu deux hypothèses générales d'augmentation des délais à raison des distances : la première régie par l'article 4033 vise l'éloignement qui existe entre deux localités situées sur le territoire continental de la République ; la seconde qui fait l'objet de l'article 73, vise l'éloignement qui existe entre deux localités dont l'une est située sur ce territoire et l'autre en dehors.

SECTION I. — De l'augmentation des délais à raison de l'éloignement de deux localités sises sur le territoire continental de la France.

134. Lorsqu'un délai doit être augmenté à raison de la distance qui sépare deux localités sises sur le territoire continental de la République, l'article 1033 dispose que cette augmentation sera de un jour par cinq myriamètres : antérieurement à la loi de 1862, le délai s'augmentait d'un jour par trois myriamètres. Cette modification apportée au Code par la loi de 1862, était tout à fait légitime, la France venant d'être dotée d'un important réseau de voies ferrées. Déjà la loi du 2 juin 1841 sur la saisie immobilière et celle du 21 mai 1858 sur la procédure de l'ordre avaient réduit, pour un certain nombre de délais, l'augmentation à raison des distances.

135. L'article 1033, modifié par la loi de 1862, tranche la controverse qui s'était élevée antérieurement à cette loi, sur la question de savoir s'il fallait ou non compter pour l'augmentation les fractions de l'unité journalière d'augmentation. Aujourd'hui la loi elle-même décide que les fractions de quatre myriamètres et au-dessus augmenteront le délai d'un jour. Il n'est pas tenu compte dans le calcul du délai de celles qui sont moindres de quatre myriamètres.

136. Le délai ordinaire ne s'augmente que si la distance est supérieure à cinq myriamètres ; il n'y a pas

lieu à augmentation si elle est inférieure à cinq myriamètres, bien que supérieure à quatre myriamètres. L'alinéa 4 de l'article 1033 paraît cependant s'appliquer à cette hypothèse, puisqu'il dit : « les fractions de quatre « myriamètres et au-dessus augmenteront le délai d'un « jour entier » ; mais cet alinéa doit être expliqué par l'histoire. Il a eu pour but de mettre fin à la controverse soulevée sur ce texte : « le délai sera augmenté d'un jour par trois myriamètres de distance » ; or, avant 1862, on discutait la question de savoir si les fractions de moins de trois myriamètres devaient augmenter d'un nouveau jour, le délai de distance, mais il était unanimement admis qu'il n'y avait pas lieu à augmentation, si l'éloignement des deux localités était moindre de trois myriamètres. En ce sens, Metz, 18 mai 1870, DP. 70. 2. 194 ; *Contra*, Trib. Condom, 20 juillet 1877 ; *Journal des avoués*, 79 n° 5201.

137. Pour le calcul de la distance, on doit compter de clocher à clocher, mais en prenant pour base, la ligne la plus directe entre les deux localités. Nîmes, 4 juin 1866, DP. 66. 2. 120 ; c'est en vain que l'on alléguerait pour prétendre à un délai plus long, que la voie ferrée entre les deux localités présente un parcours plus considérable que celui de la voie de terre. Lyon, 13 février 1891, DP. 92. 2. 150 ; S. 92. 2. 212. On ne doit pas tenir compte des chemins ruraux ou d'exploitation mais seulement des voies publiques classées. Trib. Condom, 20 juillet 1877 ; *Journal des avoués*, 79 n° 5201. Il a été

jugé aussi que le tableau des distances légales en France, ne pouvait servir à déterminer les distances pour le calcul des délais de procédure; car ce tableau contenu dans l'arrêté du 25 thermidor an XI, rectifié par les ordonnances des 7 juillet 1824, 1^{er} novembre 1826 et 12 juin 1834, et enfin par le décret du 7 août 1860 n'a en vue qu'une hypothèse spéciale : la détermination du jour où la loi promulguée est réputée connue dans chaque département; de même le tableau des distances, dressé dans chaque département en exécution du décret du 18 juin 1811, ne peut être appliqué ici, car il n'a pour but que de servir de base au calcul des frais de déplacement dans les procédures criminelles. DA. v^o Enquête, n^o 236. La base du calcul ne peut être que dans les indications kilométriques qui se trouvent le long de la voie la plus directe.

138. Un décret du 24 juin 1901 dans son article premier vient de décider l'application au délai des ajournements à comparaître devant les tribunaux d'Algérie, des prescriptions de l'article 1033, donc des règles précédentes sur l'augmentation des distances à raison de l'éloignement entre deux localités situées sur le territoire algérien.

SECTION II. — De l'augmentation des délais à raison de l'éloignement entre deux localités dont l'une est située sur le territoire continental de la France et l'autre en dehors.

139. Cette seconde hypothèse fait l'objet de l'article 73 du Code de procédure civile qui l'applique aux délais d'ajournement. Mais la disposition de l'article 73 est différente de celle de l'article 1033 : ce dernier article fixe l'augmentation à raison des distances proportionnellement aux distances à franchir ; d'autre part, il décide que le délai, accordé à raison des distances, s'ajoute au délai ordinaire. L'article 73, selon le pays où se trouve située la localité habitée par la partie assignée hors de la France continentale, indique le délai qui lui est accordé d'une manière préfixe : pour toutes les localités d'un même pays quelle que soit leur distance réelle du lieu où il faut comparaître, le délai est le même. D'autre part, c'est un délai qui ne s'ajoute pas au délai ordinaire, mais le remplace. Enfin, autre différence, les délais qui s'augmentent à raison des distances en vertu de l'article 1033, ont pour point de départ un acte signifié soit à la personne, soit au domicile réel ou élu de celui qui doit agir ; les délais de l'article 73, eux, courent à compter d'actes délivrés au parquet du procureur de la République. Ces derniers délais sont : d'un mois pour ceux qui demeurent en Corse, en Algérie, aux îles Britanniques, en Italie,

dans le royaume des Pays-Bas, et dans les Etats ou Confédérations limitrophes de la France (Espagne, Suisse, Empire d'Allemagne, Belgique); de deux mois pour ceux qui demeurent dans les autres Etats, soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée et de celui de la mer Noire ; de cinq mois, pour ceux qui demeurent hors d'Europe, en deçà des détroits de Malacca et de la Sonde et en deçà du Cap Horn ; de huit mois pour ceux qui demeurent au delà des détroits de Malacca et de la Sonde et au delà du Cap Horn. La loi accorde encore ce délai de huit mois aux personnes absentes du territoire européen de la France pour cause de service public, et aux gens de mer, absents pour cause de navigation.

140. Réciproquement, lorsqu'une partie habite le territoire continental de la France, et qu'elle est assignée en Algérie ou aux colonies, elle a droit à ces mêmes délais d'ajournement (article 8 de la loi du 3 mai 1862 pour les délais d'ajournement en Algérie; article 1 des deux décrets du 22 avril 1863 pour les délais d'ajournement devant les Tribunaux de la Martinique, de la Guadeloupe ou de la Réunion) ; la raison qu'en a donnée Monsieur de Chasseloup-Laubat, dans son rapport sur les décrets de 1863 est que « les relations incessantes qu'entretiennent les « justiciables de France avec nos établissements maritimes d'outre-mer ne peuvent être équitablement réglées « qu'en se basant sur le principe de la réciprocité ». Il est bien évident d'ailleurs que si le délai d'un mois paraît nécessaire à un défendeur domicilié en Algérie pour venir

utilement comparaître en France, le même délai doit être présumé nécessaire pour le défendeur domicilié en France qui est cité devant un tribunal d'Algérie. Aussi ne fait-on pas de difficulté pour étendre aux autres colonies françaises, la solution consacrée expressément pour l'Algérie seulement par la loi du 3 mars 1862 et pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion par les décrets de 1863.

141. Les délais de l'article 73 paraissent considérables ; mais il faut remarquer qu'ils courent, à compter d'actes qui ne sont pas signifiés directement aux parties, qui leur parviennent par l'intermédiaire du procureur de la République, du ministre de la marine, ou du ministre des affaires étrangères, des agents diplomatiques et des autorités étrangères, conformément aux dispositions de l'article 69-9° et des conventions diplomatiques : il n'y a d'exception que pour ceux qui habitent les colonies françaises et qui reçoivent directement les exploits à eux signifiés par les huissiers des colonies. Pour ceux qui habitent l'étranger, les délais de l'article 73 doivent donc être assez longs pour que l'exploit puisse être transmis, et pour qu'une fois connu de celui à qui il s'adresse, celui-ci ait le temps de donner ses instructions et préparer sa défense. Il faut aussi prendre en considération les difficultés de communication avec les pays d'outre-mer, tenant au temps qui s'écoule entre les départs de paquebots, et aux relations souvent peu commodes entre les ports du littoral et les villes de l'intérieur.

142. Les délais de l'article 73 sont doublés en cas de

guerre maritime. Bien entendu ce doublement des délais n'a lieu que pour les pays d'outre-mer ; pour ceux avec lesquels la France communique par voie ferrée, il serait absurde de soutenir que les délais seront doublés. Les termes de l'article 73 qui pourraient cependant le laisser croire, doivent être rectifiés par la déclaration de Monsieur Josseau rapporteur de la loi de 1862 « le doublement des délais n'a lieu qu'en cas d'obstacle apporté par la guerre maritime aux communications entre la France et les pays où se trouvent les parties auxquelles les significations sont faites ».

143. Les délais doivent être doublés, non seulement lorsque la France est engagée dans la guerre maritime, mais encore lorsque par suite du blocus des ports d'un des pays belligérants, les pays neutres ont eu leurs communications interrompues avec ce pays. D'autres pensent que dans cette hypothèse, il n'y a pas lieu à doublement des délais, mais que la guerre peut être considérée comme un cas de force majeure, permettant au juge de relever de la déchéance encourue par suite de l'expiration du délai ordinaire. Carré et Chauveau, *supp. q. 3416 quater*.

144. En matière d'appel, de requête civile, et de pourvoi en cassation, les articles 445 et 486 du Code de procédure, l'article 5 de la loi du 2 juin 1862, accordent le bénéfice des délais de l'article 73 aux parties domiciliées hors du territoire continental de la France : mais ces délais ne remplacent pas le délai d'appel ou de requête

civile, comme ils remplacent le délai d'ajournement de l'article 72; ils s'ajoutent au délai de deux mois, comme s'ajoutent au délai d'ajournement, les délais à raison de la distance séparant deux localités situées sur le territoire continental de la France.

SECTION III. — Entre quelles localités les délais de distance doivent-ils être calculés

145. a) *Le délai court contre une partie sommée d'agir pendant ce délai.* — Lorsque l'acte, point de départ du délai, doit être signifié à une personne domiciliée en France, à elle-même ou à son domicile, ou lorsqu'il doit être signifié au parquet pour être transmis à la partie qui habite l'étranger, il faut prendre en considération, pour la détermination des distances, d'une part le lieu où doit agir la partie contre laquelle court le délai, et d'autre part le lieu de son domicile. Ainsi pour l'augmentation à raison des distances des délais d'opposition ou d'appel des jugements, lorsque ces délais sont susceptibles de cette augmentation, la distance est calculée entre le domicile de la partie qui attaque la décision de justice, et le tribunal ou la cour qui doit connaître du jugement entrepris; de même pour les délais d'ajournement devant les divers tribunaux; le délai de la sommation d'assister à une expertise, d'être présent à une descente sur lieux, s'augmente à raison de la distance

existant entre la localité habitée par la partie qui reçoit la sommation et les lieux où l'expertise est indiquée, la descente du juge ordonnée.

146. b) *Le délai court contre la partie qui signifie l'acte.*

— Lorsque le délai court contre la partie qui signifie un acte et à compter de cette signification si le délai doit être augmenté à raison des distances, on tient compte de l'éloignement existant entre le lieu où l'acte est signifié et celui d'où la partie qui a signifié l'acte, doit agir ; art. 563 et 564 en matière de saisie-arrêt ; art. 641, en matière de saisie de rentes constituées sur particuliers.

147. c) *Le délai court contre une partie qui doit dans ce*

délai signifier un acte et en rapporter la preuve dans un lieu déterminé. — Lorsqu'une partie doit, dans un délai déterminé, signifier un acte et rapporter la preuve de cette signification, si le délai comporte une augmentation à raison des distances, on peut se demander d'après quelles distances on calculera cette augmentation. Est-ce d'après la distance entre le domicile de la partie qui doit agir et le lieu où la preuve de la signification doit être faite ? Est-ce entre ce même domicile et celui de la partie à qui l'acte est signifié ? M. Garsonnet admet cette dernière façon de compter la distance en matière de garantie : selon lui, le délai doit être augmenté à raison de l'éloignement entre le domicile du garant et celui du garanti, *op. cit.*, t. III, § 143, note 8 ; *sic* Rodière, *op. cit.*, t. I,

p. 341 ; la raison en est sans doute que la distance qui sépare le domicile du garanti du lieu où siège le tribunal, ne peut être un obstacle à la preuve que le garanti doit faire, parce qu'il a déjà un représentant, un mandataire auprès du tribunal à qui il fera parvenir directement l'assignation donnée au garant, si ce mandataire ne l'a pas fait délivrer lui-même.

Dans le *Répertoire* de Dalloz, v^o Délai 79, c'est l'autre façon de compter qui est adoptée. Je crois qu'il faudrait admettre une double augmentation : 1^o celle entre le domicile de la partie qui agit et le lieu de la signification et 2^o celle entre le domicile de cette même partie et le lieu où la preuve doit être faite. En effet, en supposant la partie domiciliée dans l'un des deux endroits (lieu de la signification ou de la preuve), elle n'aura droit à aucun délai de distance : dans le premier système, si elle habite le lieu où la preuve doit être fournie et si la partie à qui la signification doit être faite est domiciliée très loin ; dans le second système, si elle habite à côté de la partie qu'elle doit sommer ou assigner, mais très loin du lieu où la preuve doit être fournie.

148. d. *Y a-t-il lieu à augmentation du délai à raison de la distance, lorsque l'acte est délivré à la personne, en dehors de son domicile ?* — Lorsque l'acte à personne ou domicile qui doit faire courir le délai, est délivré à la personne même, mais en dehors de son domicile, quelle doit être l'augmentation à raison des distances ?

149. Pour les délais de l'article 73, la loi elle-même a prévu le cas : la partie domiciliée hors de France, recevant l'assignation en France, n'aura que les délais ordinaires, sauf au tribunal à les prolonger s'il y a lieu, art. 74. Les mots « délais ordinaires » s'entendent-ils seulement du délai de huitaine, ou de ce délai et des délais de l'article 1033 relatif à l'augmentation des distances en France ? La question est controversée ; M. Garsonnet accorde, outre le délai de huitaine, ceux de l'article 1033, *op. cit.*, § 525 ; il suffit de remarquer que la controverse n'a pas beaucoup d'intérêt, le tribunal ayant la faculté de prolonger le délai.

150. Quand l'acte est délivré à une personne domiciliée en France qui aurait eu droit aux délais de distance si l'acte lui avait été remis à domicile, et quand cet acte est délivré à la personne elle-même dans le lieu où elle doit agir, la question s'est posée de savoir s'il fallait appliquer par analogie l'article 74 et refuser toute augmentation, ou, si la loi n'ayant rien dit, il fallait accorder à la partie le bénéfice des délais de l'article 1033 : en faveur de cette dernière solution, on peut invoquer le silence de la loi, mais surtout il convient de remarquer que l'art. 74 déroge au droit commun, qu'on ne peut argumenter par analogie avec cet article, qu'il faut laisser à la partie assignée le temps de se rendre à son domicile pour prendre ses titres et documents. *Contrà*, Paris, 7 mars 1846, D. P. 46. 4. 277.

131. e. *Délai courant à partir d'un acte signifié à domicile élu.* — Dans des cas assez nombreux, le délai de procédure qui court contre une partie, a pour point de départ un délai signifié soit à elle-même, soit à son avoué, au domicile qu'elle a élu : s'il y a lieu à augmentation du délai à raison des distances, quelles seront les bases du calcul ? Pour répondre à cette question, plusieurs distinctions s'imposent :

132. 1^o L'élection de domicile est volontaire, conventionnelle. La partie qui a librement choisi ce domicile, est présumée présente au lieu fixé et convenu ; pour le calcul des délais de distances, on ne doit tenir compte que de l'éloignement qui sépare le domicile élu du lieu où la partie doit agir. Mais s'il résulte de la convention des parties, que celle qui a fait élection de domicile, n'a nullement voulu renoncer au délai de distance calculé d'après son domicile réel, il faut revenir à la computation ordinaire. L'article 1134 du Code civil est la loi suprême des parties. Cass. 13 juillet 1872, D. P. 72. 1. 333 ; Cass. 21 décembre 1875, S. 76. 1. 109 ; Cass. 16 février 1878, D. P. 78. 1. 282 ; Trib. Seine, 6 septembre 1888, *Gaz. Pal.* 88. 2. 400 ; Garsonnet, t. II, § 527 ; Rodière, t. I, p. 157. Il y a cependant quelques décisions en sens contraire, mais des décisions déjà anciennes ; on trouve aussi quelques auteurs qui estiment que la partie ne doit pas être réputée avoir renoncé au délai de distance. Trib. Seine, 8 décembre 1857, D. P. 68. 5. 146 ; Trib. com. Seine. 25 janvier 1858, D. P. 68. 5. 146.

Chauveau sur Carré, q. 326 et 379. Bioche, v^o Ajournement n^{os} 52 et 57.

153. 2^o L'élection de domicile est obligatoire, légale ; elle est faite le plus souvent chez un avoué au cours d'une procédure.

154. Si l'acte qui est signifié à partie au domicile élu a pour but de contraindre cette partie à l'exécution d'une obligation personnelle (ajournement en matière de requête civile, sommation d'assister à une expertise, d'être présente à une descente sur lieu, sommation d'assister à l'enquête ordonnée au profit d'un adversaire), le délai doit être augmenté à raison de la distance entre le domicile réel et le lieu où la partie qui a reçu la signification doit agir, comparaître ou se trouver, faire des déclarations. *Sic*, du délai de 40 jours accordé au créancier hypothécaire pour surenchère du dixième, art. 1285 Cc.

155. Mais lorsque la partie n'a rien à faire personnellement, ce qui est le cas ordinaire des sommations par acte d'avoué à avoué, son mandataire, l'avoué, la remplace ; et il faut bien qu'il en soit ainsi, sinon l'élection de domicile qui a précisément pour but de diminuer et les frais et la lenteur de la procédure n'aurait pas de raison d'être.

156. Une difficulté analogue se présente encore lorsqu'une compagnie de chemins de fer, une grande compagnie quelconque plus généralement, est assignée, non pas au siège social, mais à un établissement principal. A-t-elle droit à un délai à raison des distances existant entre cet

établissement et le siège social ? La Compagnie étant réputée avoir fait élection de domicile au lieu où se trouve un établissement principal, une gare principale, tout délai à raison des distances doit lui être refusé. Garsonnet, *op. cit.*, t. II, § 527 ; Rousseau et Laisney, *op. cit.*, v^o Ajournement, n^o 64 et suiv. ; Chauveau sur Carré, *op. cit.*, suppl. quest. 370 *duodecies* ; Cass. 22 mai 1848, D. P. 51. 5. 104 ; 4 mars 1857, D. P. 57. 1. 124 ; 30 juin 1874, D. P. 76. 1. 395 ; 18 novembre 1890, D. P. 92. 1. 414 ; 13 juillet 1896, D. P. 97. 1. 121.

SECTION IV. — Quels délais s'augmentent à raison de la distance

157. Il n'y a pas de corrélation entre les délais qui sont susceptibles de l'augmentation de un jour par cinq myriamètres de distance, art. 1033, et ceux qui bénéficient de la faveur de l'article 73 : il convient donc de les étudier séparément.

158. *Domaine de l'article 1033, Cod. proc. civ.* — Dans une première opinion le délai qui s'augmenterait d'un jour par cinq myriamètres « serait le délai dont il est question « dans l'article 1033 alinéa 1^{er}, c'est-à-dire le délai général accordé après les significations faites à personne « ou domicile, c'est-à-dire encore le délai franc » Boitard, Colmet Daage et Glasson, t. II, § 1217. Ces auteurs ajou-

tent que « ceci est généralement sans intérêt pratique ;
« car les actes auxquels le paragraphe 1^{er} a refusé la
« franchise sont les actes signifiés entre avoués, et par
« conséquent dans le même lieu, et qui donnent lieu à
« faire quelque chose, à faire un autre acte dans le
« même lieu, par conséquent sans aucune distance, sans
« aucun intervalle à apprécier ». Cette observation n'est
pas très juste, car il y a des actes d'avoué à avoué qui
sont de véritables ajournements, sommations, citations
auxquels la partie doit répondre en personne, et pour les-
quels l'avoué n'est qu'un intermédiaire capable de don-
ner des conseils et des éclaircissements. D'ailleurs le sys-
tème de MM. Boitard, Colmet Daage et Glasson qui peut
se formuler ainsi : « Tous les délais francs s'augmentent
à raison des distances : tous les délais qui s'augmentent
à raison des distances sont francs, » est erroné. D'une
part en effet, il y a des délais francs qui ne s'augmentent
pas des délais de l'article 1033 (délai d'appel des juge-
ments des tribunaux civils de première instance et de
commerce art. 443, délai de la sommation au subrogé
tuteur de prendre communication du cahier des charges
art. 962. Chauveau q. 2502 *septies*, Rodière t. I p. 476,
délai du pourvoi en cassation art. 1^{er} loi du 2 juin 1862,
délai de huitaine à compter de la signification à partir
d'un jugement par défaut faute de comparaître, pendant
lequel ce jugement ne peut être exécuté art. 155 ;) d'autre
part, il y a des délais qui ne sont pas des délais francs et
qui s'augmentent à raison des distances, et ce ne sont

pas seulement les délais qui ont pour point de départ une signification à personne ou domicile et auxquels on refuse la franchise parce qu'ils sont déterminés par des formules inclusives, ce sont encore des délais dont le point de départ est une signification à avoué (art. 257, délai de huitaine pour commencer l'enquête Garsonnet t. III, § 840, note 5 ; délai de la sommation d'assister à une prestation de serment, art. 121, à une expertise, art. 315, d'être présent à une descente sur lieux, délais des art. 216, 229 et 230 en matière de faux, et pendant lesquels les parties sont tenues de faire certaines déclarations ; délai d'appel des jugements de paix, art. 13, loi du 25 mai 1838 ; délai de huitaine pendant lequel le défendeur défaillant doit réitérer son opposition, art. 155, délai de l'article 2185 accordé à un créancier hypothécaire pour faire la surenchère du dixième ; délai d'appel des ordonnances de référé (art. 809).

159. D'ailleurs qu'y a-t-il de commun entre la règle de la franchise de certains délais et celle de l'augmentation à raison de distances ? La première est tout à fait arbitraire, la seconde est toute rationnelle : « la première est
« une faveur accordée à la partie qu'on suppose ignorante
« du droit et sujette à se tromper sur la durée du délai ;
« l'autre ne pourrait être refusée sans injustice à la partie
« éloignée du lieu où elle est sommée d'agir. Il n'y a
« donc, à priori, aucune raison pour que les délais qui
« ne sont pas francs soient en même temps des délais
« fixes. Garsonnet, *op. cit.* t. II. § 528.

160. Pour ces raisons, Monsieur Garsonnet applique l'article 1033 à tous les délais, quel qu'en soit le point de départ, qui ont pour but soit de contraindre une partie à faire une signification dans un autre lieu, soit de l'obliger à comparaître personnellement, on peut encore ajouter, soit de faire une déclaration, une affirmation en dehors de son domicile. Mais il n'accorde l'augmentation de l'article 1033 qu'aux délais qui ne dépassent pas un mois par analogie avec ce que la loi décide dans les articles 731, 762, 691, et 13 de la loi du 25 mai 1838. Mais cet argument d'analogie n'est pas très convaincant, parce que les articles 691, 731 et 762 fixent les délais qui sont calculés d'après des lois spéciales (délais de la procédure de saisie immobilière) ; pour justifier la solution proposée par M. Garsonnet et qui est très acceptable, faute de texte, il ne faut pas oublier que l'augmentation à raison des distances est fondée sur l'équité.

161. L'augmentation à raison des distances s'applique non seulement aux personnes qui sont tenues d'agir en vertu d'une sommation ou d'un acte à personne ou domicile mais encore à celles qui sont tenues de procéder à un de ces actes dans un délai déterminé. Cass., 22 avril 1864, D. P. 64.4.356.

162. *Domaine de l'article 73.* — Les délais de l'article 73 s'appliquent non seulement aux ajournements devant les tribunaux civils, mais encore à l'ajournement devant les tribunaux de commerce, aux citations en justice de

paix. Les parties qui sont tenues de comparaître ou de se trouver dans un lieu situé en France, alors qu'elles sont domiciliées hors du territoire continental de la République alors même qu'elles seraient sommées par un acte signifié à domicile élu, ou même par un acte d'avoué à avoué, jouissent des délais de l'article 73 ; ces délais se substituent aux délais fixes ordinaires de courte durée. Ils s'ajoutent au contraire et ne se substituent pas aux délais qui dépassent trente jours, ainsi que l'a expressément décidé la loi du 25 mai 1838, art. 13, pour les appels des jugements de paix. Pour les délais de plus de deux mois, il n'y aura pas lieu à l'augmentation de l'article 73 ; c'est ce que donne implicitement à entendre la loi qui a décidé expressément le contraire pour trois délais seulement : les délais d'appel, de requête civile et de pourvoi en cassation.

163. Ce système qui est celui de M. Garsonnet *op. cit.* § 528, s'appuie sur des considérations pratiques : il est nécessaire qu'une partie tenue de venir de l'étranger en France, ou d'y constituer un mandataire alors que l'assignation ne lui sera parvenue qu'après que le délai aura commencé à courir contre elle, ait un délai suffisant pour pouvoir remplir utilement son obligation personnelle ; ce délai ne peut être fixé arbitrairement, il convient de le déterminer par analogie avec les hypothèses prévues par la loi.

164. *Délais auxquels ne s'appliquent ni l'article 1033, ni l'article 73.* — Ces articles ne s'appliquent ni au délai de péremption d'instance, qui est de trois ans, ni au délai de six mois après lequel un jugement par défaut non exécuté est réputé non avenu. Carré et Chauveau, q. 1409 *ter* ; Garsonnet, *loc. cit.*

165. Enfin il est admis à peu près unanimement que
« les dispositions qui régissent la saisie-immobilière for-
« mant un système complet de procédure qui se suffit à
« lui-même sans rien emprunter aux dispositions du
« Code, l'article 1033, quant à l'augmentation des délais
« à raison des distances, n'est pas applicable aux actes
« de procédure sur saisie-immobilière. Cass., 8 avril 1862.
S. 62. 1. 1045 ; D. 62. 1. 296. On peut remarquer, à l'ap-
pui de cette décision, que lorsque, dans la procédure de
saisie-immobilière, le législateur a voulu appliquer l'aug-
mentation des distances il l'a dit expressément, art.
691, 692, 725, 732. Cass., 19 octobre 1887. P. 87. 1. 1030.
De même en matière d'ordre, il n'y a lieu à augmentation
des délais à raison des distances que lorsque la loi le dit,
comme dans l'article 762. Ainsi le délai de quarante jours
pour produire n'est pas susceptible d'augmentation à
raison des distances.

166. Il semble bien qu'il faille écarter aussi l'applica-
tion de l'article 73 à ces derniers délais, en matière de
saisie-immobilière et d'ordre : s'il fallait observer les longs
délais de l'article 73, la procédure de la saisie-immobilière
ou d'ordre menacerait de durer un temps indéfini, ce qui

est absolument contraire au désir nettement manifesté par le législateur de voir cette procédure menée avec célérité. C'est d'ailleurs ce que décide l'article 725 pour l'incident de distraction. On peut remarquer en outre que la loi elle-même, accordant parfois l'augmentation à raison des distances de l'article 1033, refuse celle de l'article 73, (délai de quarante jours accordé au créancier hypothécaire pour faire la surenchère du dixième, article 2185, Code civil.) ; que par conséquent l'article 73 ne s'applique pas aux délais de saisie-immobilière ou d'ordre pour lesquels la loi prévoit une augmentation analogue à celle résultant de l'article 1033.

167. — Délais fixés par des lois spéciales. — La règle générale de computation des délais à raison des distances établie par l'article 1033, doit être appliquée aux délais fixés par des lois spéciales qui ne contiennent pas de disposition contraire. Ce principe a été consacré expressément par la Cour de cassation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. Cass., 11 janvier 1836, D. A. voir Expr. pour cause d'utilité publique. Il y a même raison de décider que les délais fixés par des lois spéciales seront remplacés par ceux de l'article 73 dans les cas où les délais fixés par le Code de procédure le seraient.

APPENDICE

DE L'INDICATION DES DÉLAIS DE DISTANCE DANS LES ACTES DE PROCÉDURE ET DE LA CONSTATATION DE LEUR OBSERVATION RÉGULIÈRE DANS LES JUGEMENTS

168. — Lorsqu'un exploit, comme l'exploit d'ajournement, doit contenir l'indication du délai imparti à compter de sa signification et accordé à la partie qui reçoit l'acte pour comparaître ou agir, on s'est demandé s'il devait indiquer le délai supplémentaire à raison des distances.

169. Pour l'affirmative, on a dit que l'acte qui, nous le supposons, doit à peine de nullité contenir l'indication du délai n'indiquerait pas le délai mais une partie seulement du délai, en n'indiquant que celui qui est fixe. Jugé en ce sens, Paris, 10 août 1883 *Gaz. Pal.* 84. 1. 126. La jurisprudence décide que l'indication du délai fixe est suffisante, parce que celui qui reçoit l'acte ne doit pas ignorer que la loi lui accorde un délai supplémentaire à raison des distances, et que la violation de l'article 1033 n'est pas punie de nullité. Cass., 20 février 1833. S. 33. 1. 392 ; Paris, 12 février 1842. P. 42. 2. 514 ; Aix, 23 mai 1870. S. 72. 2. 8.

170. Quand il s'agit des délais de l'article 73, ces délais remplaçant le délai ordinaire, l'exploit doit les indiquer exactement à peine de nullité, par application de l'article 61 du Code de procédure.

171. Les jugements doivent contenir des indications suffisantes pour permettre de vérifier si les délais ont bien été observés : donc non seulement la date du jour où le délai a commencé à courir, celui où la partie contre laquelle le délai courait, a agi, mais encore, l'indication du lieu où l'acte a été délivré pour qu'il soit possible de calculer le délai de distance.

CHAPITRE IV

JOURS FÉRIÉS

172. Les délais de procédure sont continus, c'est-à-dire que les dimanches et jours de fêtes légales comptent dans ces délais. Sans doute la partie à qui un délai est accordé pour faire une déclaration au greffe, ou une signification d'exploit d'huissier, ne pourra agir les jours fériés, et tout le délai ne sera pas utile pour elle. Mais lorsque le jour férié se place au cours du délai, il n'y a à cela aucun inconvénient, car dès le lendemain de ce jour, la partie qui a arrêté le plan à suivre et les formalités à remplir, pourra agir : et elle agira utilement puisque le délai court encore et lui laisse un répit. Ce système a l'avantage de simplifier le calcul des délais : dès que l'on connaîtra le nombre de jours du délai et son point de départ, on pourra calculer son échéance. Il ne serait injuste que si le dernier jour du délai étant un jour férié, celui qui doit agir dans le délai, se trouvait déchu de son droit d'action à l'expiration de ce jour férié : il serait vrai de dire que celui-là ne jouit pas du délai tout entier,

et que le délai ne le protège que jusqu'à la veille de son expiration. L'équité exige que, lorsque le dernier jour d'un délai est un jour férié, son expiration soit reportée au premier jour ouvrable suivant.

173. Avant la réforme de 1862, le renvoi au lendemain de l'échéance des délais finissant un jour férié n'était pas unanimement admis. La jurisprudence était fixée dans le sens de la prorogation au lendemain, du délai expirant un jour férié; elle appuyait son opinion sur l'article 162 du Code de commerce, qui avait expressément consacré ce mode de computation, sans motifs particuliers à raison de la matière, mais uniquement par des considérations d'équité et de bon sens; cet argument était d'autant plus décisif que le système de la jurisprudence ne faisait que tirer une conséquence logique : 1^o de l'article 1037 qui interdit de procéder les jours de fête légale aux actes de signification et d'exécution, 2^o des lois et ordonnances qui décident que les greffes et bureaux des administrations publiques seront fermés les jours fériés.

174. Lors de la réforme de 1862, le législateur a cru bon de consacrer par un texte de loi le système de la jurisprudence: et il a ajouté un alinéa ainsi conçu à l'article 1033 : « Si le dernier jour du délai est un jour férié, le délai sera prorogé au lendemain ». Cette disposition devait d'après les motifs et le rapport de M. Jousseau au corps législatif, mettre fin aux controverses soulevées dans la doctrine et la pratique à propos de la coïncidence du terme avec un jour férié. Ce texte a bien

fait cesser en effet les controverses passées, mais il en a fait naître de nouvelles non moins vives.

173. Elles sont principalement venues de la place assignée à cette disposition par le législateur de 1862, qui l'a mise à la suite de l'article 1033 pour ne pas changer le numérotage des articles du Code. Malgré les explications très nettes du rapporteur, certains auteurs et la cour de Cassation ont voulu limiter la portée de cette réforme aux seuls délais dont s'occupe l'art. 1033, c'est-à-dire aux seuls délais ayant pour point de départ une signification à personne ou domicile. Et encore parmi ces délais ceux-là ne devaient pas s'augmenter qui étaient renfermés dans une formule inclusive; de sorte que réapparaissent de nouvelles difficultés et de nouvelles incertitudes : quelles formules sont inclusives ? toutes les formules considérées comme inclusives au point de vue de la prorogation des délais francs au lendemain de l'échéance doivent-elles aussi être considérées comme inclusives au point de vue de la prorogation au lendemain du délai dont le dernier jour est férié ? Les Cours d'appel et la majorité des auteurs penchaient pour la généralité de la disposition de l'article 1033, alinéa final; et la Cour de Cassation elle-même se déjugeant, accordait la prorogation au lendemain du jour férié, à propos d'un délai, inclus dans un délai préfixe et ayant pour point de départ une déclaration au greffe (Délai de surenchère). Cass., 19 mars 1888. S. 88.1.272. Mais cet arrêt n'entraînait pas la Chambre des requêtes qui, dans une déci-

sion du 4 juillet 1894, refusait de proroger le délai de huitaine pendant lequel l'opposition à un jugement par défaut doit-être réitérée par requête d'avoué, art. 155 du Code de procédure civile.

176. C'est alors que fut votée sur la proposition de M. Sauzet, la disposition suivante substituée à l'ancien dernier alinéa de l'article 1033 par la loi du 17 avril 1895 « Toutes les fois que le dernier jour d'un délai « quelconque de procédure franc ou non, est un jour « férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain ». Le but de cette disposition, ainsi que l'a dit M. Sauzet, était de réaliser la réforme voulue par le législateur de 1862, réforme aussi générale que possible pour tous les délais de procédure.

177. De la discussion au Sénat et du rapport de M. Grivart, il résulte clairement que le nouvel alinéa final de l'article 1033 vise tous les délais impartis par des lois ayant le caractère de lois de procédure, de lois de formes, non pas seulement les délais de procédure établis par le Code de procédure civile, mais encore ceux fixés par les lois de procédure indépendantes, et par toutes les dispositions du Code civil et des lois de fond, qui ont pour objet non le fond, mais la forme. Il s'applique même aux délais les plus longs, tels que le délai de péremption des jugements par défaut, et celui de péremption d'instance ; ce ne sont pas seulement les délais simples qui sont prorogés, ce sont même les délais de distance les plus considérables. Enfin il ne faut con-

sidérer ni le caractère du délai, franc ou non, ni la formule dont la loi se sert pour sa détermination.

178. Les délais de procédure fixés par le juge tombent aussi sous l'application de la disposition nouvelle; pour les délais conventionnels, à défaut de manifestation expresse de volonté contraire, on présumera que les parties ont entendu se soumettre à cette application.

179. La disposition votée en 1895 à raison de la généralité des termes dans lesquelles elle est conçue ne laisse pas de doute sur l'étendue de son domaine. La seule difficulté qu'elle a engendrée est celle de savoir ce qu'il faut entendre par dernier jour d'un délai.

La réponse est bien simple, si on distingue les délais francs des délais non francs.

180. Pour les délais non francs, le dernier jour du délai est le jour de l'échéance; pour les délais francs, c'est le lendemain de ce jour. Cette définition n'est pas critiquable; c'est pour l'avoir oubliée que le Tribunal de Vésoul dans un jugement du 19 février 1897, S. 98.2.113 a annulé une assignation délivrée à une partie le jeudi pour comparaître à une enquête le lundi, sous prétexte que le dimanche était un jour férié; mais le dernier jour du délai était le jour de la comparution, donc le lundi, et la question de prorogation du délai au lendemain ne se posait pas. En ce sens Trib. de Confolens, 19 mai 1899. S. 1900.2.117. Montpellier 25 mai 1900. S. 1901.2.46.

181. Lorsque plusieurs jours fériés se suivent, si le

délai doit expirer à la fin du premier jour, il est rationnel de décider que le délai n'est pas prorogé au lendemain seulement de ce jour, mais qu'il est prorogé au prochain jour ouvrable. Cette solution qui n'est pas expressément consacrée par la loi, résulte manifestement de l'esprit de la loi ; elle s'impose.

182. Droit comparé. — La prorogation des délais expirant un jour férié, au plus prochain jour ouvrable, procède d'une idée si juste qu'elle se retrouve dans tous les codes.

Le Code allemand la consacre ainsi dans le § 193 : « Si
« une déclaration de volonté doit être faite ou une pres-
« tation effectuée un jour déterminé ou durant un délai,
« et si le jour déterminé ou le dernier jour du délai est
« un dimanche ou un jour de fête générale publiquement
« reconnu au lieu de la déclaration ou de la prestation,
« le dimanche ou le jour de fête est remplacé par le jour
« ouvrable qui suit ».

CHAPITRE V

DE L'ABRÉVIATION DES DÉLAIS DE PROCÉDURE

SECTION I. — Abréviation conventionnelle

183. Lorsque les délais de procédure sont seulement établis en faveur des parties, pour leur permettre de se défendre, de faire les actes qui sont exigés d'elles, rien ne s'oppose à ce qu'elles conviennent de ne pas observer entre elles les délais légaux ordinaires.

184. Cette convention n'a même pas besoin d'être expresse : elle résulte par exemple implicitement de l'élection de domicile faite pour l'exécution des conventions et l'attribution de compétence au tribunal du domicile élu ; de même, on peut dire que la Compagnie des chemins de fer, qu'il est permis d'assigner devant le Tribunal du lieu où elle a une principale gare, a renoncé au bénéfice des délais légaux ordinaires, et y a renoncé volontairement.

185. La manifestation de volonté d'où l'on peut induire

une renonciation aux délais ordinaires, peut précéder l'acte qui fait naître le délai, ou bien elle peut suivre cet acte : dans ce dernier cas, elle peut encore être expresse ou tacite. C'est ainsi que la Cour de Cassation dans un arrêt du 9 juin 1886, P. 87. 1. 932 a décidé que « les « parties peuvent renoncer aux délais impartis par les « articles 78 et 80 du Code de procédure civile pour « préparer leur défense, et qu'elles sont censées y avoir « renoncé quand, avant l'expiration de ce délai, elles « acceptent l'audience et prennent des conclusions » parce que, dit la cour, elles ne peuvent se plaindre de n'avoir pas eu un délai qu'elles n'ont pas réclamé.

186. Tous les délais peuvent être abrégés par la convention des parties, même les délais d'ordre public. Ces derniers délais ont pour but d'assurer l'autorité de la chose jugée, de mettre fin aux procès qui troublent la paix sociale : le parties entrent dans les vues de la loi quand elles abrègent ces délais.

SECTION II. — Abréviation par le juge

187. Les pouvoirs du juge sont très limités à ce point de vue.

188. L'article 72 du Code de procédure permet au président du tribunal civil de première instance, dans les cas qui requièrent célérité, d'accorder au demandeur l'autorisation d'assigner à bref délai ; le président de la

cour d'appel peut bien permettre d'assigner à bref délai, mais il ne le peut que lorsque l'exécution provisoire d'un jugement a été ordonnée hors des cas prévus par la loi, art. 459 ; les juges de paix ont aussi le droit, en cas d'urgence, de délivrer des cédules pour abrégier les délais, et même de permettre de citer dans le jour et à l'heure indiquée, art. 6. Enfin la même faculté est reconnue aux présidents des tribunaux de commerce par l'article 417.

189. Le pouvoir d'abrégier les délais appartient au président du tribunal compétent pour connaître de l'instance que l'assignation à bref délai va engager. Mancelle, *op. cit.*, n^{os} 56 et s. On admet aujourd'hui unanimement que le Président peut déléguer ce pouvoir à un juge de son tribunal.

190. Dans son ordonnance, le Président a le choix ou bien d'indiquer le délai de l'ajournement, ou bien de fixer le jour de la comparution ; dans ce dernier cas, le demandeur doit assigner sans retard. En principe, l'assignation doit être donnée à un jour franc au moins, lorsque le président n'en a pas ordonné autrement. Carré et Chauveau, q. 3411. Cass., 3 juillet 1828.

191. L'ordonnance du président est-elle souveraine ? C'est une question controversée. Boitard critique l'opinion d'après laquelle l'opposition serait recevable contre cette ordonnance de la part de celui qui est assigné : l'opposition, dit-il, suppose une décision par défaut et celui-là seul fait défaut qui ne répond pas à une citation, or, le dé-

fendeur n'a pas été cité à comparaître devant le président qui a accordé l'abréviation du délai. Mais des décisions nombreuses, et même des arrêts de cassation, notamment pour les ordonnances d'envois en possession, ont formellement reconnu le droit de faire opposition à des ordonnances sur requête, aux parties intéressées à critiquer ces ordonnances rendues en dehors d'elles, et sans qu'elles aient été appelées. Décidé encore que cette ordonnance ne peut être attaquée par la voie d'appel. Douai, 31 octobre 1835, S. 36. 2. 38, qu'en tous cas le juge des référés est incompétent pour en ordonner la réformation, même décision. M. Garsonnet, dans le cas où la demande n'est pas urgente, pense que le tribunal doit annuler l'exploit d'ajournement ; Garsonnet, *op. cit.*, t. II, § 672. La Chambre des requêtes, tout en admettant que le président ne jouit pas d'un pouvoir souverain, décide que si la partie n'a pas attaqué l'ordonnance, elle n'est pas recevable à attaquer directement l'assignation. Cass., 4 janvier 1841, S. 41. 1. 68. Certains auteurs, non seulement refusent toute voie de recours contre cette ordonnance, appel ou opposition, mais même soutiennent que l'assignation donnée à bref délai en vertu de cette ordonnance ne peut être annulée par le tribunal pour le cas où l'urgence ne serait pas établie. Paris, 6 juillet 1830, S. 30. 2. 350 ; Douai, 18 juin 1856, S. 57, 2, 49. Bioche, v^o Ajournement, n^o 62 ; Rodière, t. I, p. 313. Dans les usages du palais, l'ordonnance du président n'est jamais attaquée, et l'assignation jamais critiquée pour défaut d'urgence.

Cette pratique d'ailleurs n'est guère usitée que pour obtenir dispense du préliminaire de conciliation ; il est rare que ce soit réellement pour cause d'urgence que l'ordonnance soit sollicitée.

Dans les cas où l'urgence est sérieuse, le demandeur se fait autoriser à assigner le défendeur à jour fixe. Si à l'audience indiquée, le défendeur établit qu'il n'y a pas d'urgence, et que le président a rendu son ordonnance par surprise, le remède au pouvoir absolu du président, est dans la faculté dont le tribunal use souvent, de prononcer une remise de l'affaire, ce qui permettra au défendeur de préparer sa défense comme il aurait pu le faire si l'assignation lui avait été délivrée aux délais ordinaires : l'annulation de l'exploit, et une réassignation nouvelle ne serviraient pas à autre chose.

192. Le juge n'a le droit d'abrégé que les délais ordinaires : il ne peut accorder une abréviation des délais de distances soit de l'article 1033, soit de l'article 73, parce que la partie assignée est légalement présumée ne pouvoir comparaître avant l'expiration des délais de distances ; cette règle s'applique aux matières commerciales comme aux matières civiles, Cass., 29 mai 1866, S. 66. 1, 291 ; DP. 66. 1. 212 ; Limoges, 14 décembre 1878, S. 79. 2. 261. Dijon, 4 août 1893, DP. 93. 2. 582. Bioche, v^o Ajournement ; Boitard, Colmet Daage et Glasson, *op. cit.*, t. I, § 191 ; Chauveau et Carré, q. 378. Toutefois ces délais, surtout ceux de l'article 73, sont si considérables et dépassent si manifestement le temps nécessaire

aux parties pour agir, que M. Garsonnet est tout disposé à reconnaître au président le droit de les abréger en cas d'urgence, mais en usant bien entendu, de ce pouvoir avec modération, *op. cit.*, t. II. § 672, note 15; en ce sens Rodière, t. I, p. 218.

193. Droit comparé. — La faculté d'abréger les délais, à l'exception des délais de rigueur, désignés comme tels dans le Code de procédure allemand, est formellement reconnue aux parties et au juge, par le § 202 de ce Code. Toutefois les pouvoirs du juge sont moins étendus que ceux des parties; ils ne peuvent abréger les délais que « pour causes graves et établies d'une manière plausible » et, s'il s'agit de délais fixés par la loi, seulement dans les cas spécialement déterminés par la loi. Le Président statue sur l'abréviation des délais sans entendre préalablement l'adversaire ni les autres parties intéressées; son ordonnance doit être communiquée par écrit à la partie § 204 du Code de procédure allemand de 1877.

194. Projet de réforme du Code de procédure civile français. — Ce projet ne contient pas de dispositions générales relatives à l'abréviation des délais; comme notre Code actuel, il se borne à reconnaître aux présidents des tribunaux le droit d'abréger les délais ordinaires de comparution. L'article 19, au titre des ajournements, liv. II, titre II, tranche cependant une question controversée sous l'empire des lois actuelles: il décide que l'ordonnance du

juge, rendue sur requête, et qui doit être motivée, n'est pas susceptible de recours : c'est une amélioration bien mince ; l'auteur du projet aurait pu en proposer de plus sérieuses : en un ou deux articles, il pouvait établir quelques règles générales qui auraient consacré législativement l'œuvre prétorienne de la jurisprudence et l'auraient fixée en ses points douteux.

CHAPITRE VI

PROROGATION ET SUSPENSION DES DÉLAIS

197. La prorogation et la suspension des délais produisent un effet commun : celui de retarder l'échéance des délais. Mais elles doivent être distinguées avec soin, d'abord parce qu'elles procèdent différemment, et ensuite parce que les délais prorogés et les délais qui ont été suspendus ne se calculent pas de la même façon.

198. Lorsqu'un délai est suspendu, pendant le temps de la suspension qui généralement, n'est pas déterminé, le délai ne court pas ; pour connaître son échéance, il convient d'ajouter à sa durée normale, le temps de la suspension ; la durée du délai reste la même, seule son échéance est reculée parce que son cours, arrêté à un moment donné, n'a repris qu'ensuite.

199. Au cas de prorogation de délai, le délai lui-même est augmenté ; son cours n'est pas interrompu, c'est sa durée qui est prolongée, ou bien par suite de l'addition, à la durée ordinaire, du délai de prorogation, ou bien

par suite de la substitution au délai de droit commun d'un délai plus long.

200. Les délais peuvent être prorogés par la loi, le juge ou les parties.

Il y a donc lieu d'examiner séparément les causes de suspension et de prorogation des délais, et les règles de calcul des délais suspendus et prorogés.

SECTION I. — Prorogation des délais

201. a) *Prorogation légale.* — La franchise des délais et la coïncidence du jour terme, avec un jour férié, sont deux causes générales de prorogation des délais : à raison de leur généralité, leur étude se trouve indissolublement liée à celles des règles générales de computation des délais.

202. En dehors de ces deux hypothèses, la loi n'a prévu et réglementé qu'une cause de prorogation de délai : c'est pour le délai de péremption d'instance qui est de trois ans, le cas où il y a lieu à reprise d'instance ou constitution de nouvel avoué ; c'est-à-dire le cas de décès des parties, de décès, démissions, destitutions ou interdictions de leurs avoués pendant le cours de l'instance mais alors que l'affaire n'était pas en état. Le délai de péremption de trois ans est augmenté de six mois.

203. b) *Prorogation par le juge.* — La loi a bien prévu d'autres hypothèses de prorogation de délai, mais sans

déterminer la durée de prorogation du délai, laissant au juge le soin de décider. C'est d'abord le cas où un défendeur prétend avoir droit d'appeler garant en cause : le tribunal ne doit pas rendre jugement à l'expiration du délai de l'assignation originaire, il doit surseoir à statuer tant que n'est pas expiré le délai de huitaine accordé au défendeur pour appeler garant, augmenté du délai de l'assignation en garantie ; le délai accordé au défendeur pour répondre à la demande formée contre lui, doit être prorogé au moins jusqu'à l'expiration du délai normal de l'assignation en garantie.

203. En matière d'enquête il y a également lieu à prorogation de délai par le juge. L'enquête doit être achevée dans la huitaine de l'audition des premiers témoins ; lorsqu'une partie ne peut faire entendre ses derniers témoins dans ce délai, elle doit demander au tribunal une prorogation d'enquête ; si le tribunal l'accorde, le délai d'audition des témoins sera prorogé jusqu'à l'expiration du délai qu'il fixera, articles 278 et 280 du Code de procédure civile.

204. Enfin, lorsqu'une personne, domiciliée à l'étranger, est assignée à comparaître devant un Tribunal français et que l'assignation est délivrée à sa personne en France, les délais de l'assignation n'étant que les délais ordinaires, l'article 74 du Code de procédure civile accorde aux Tribunaux la faculté de proroger ces délais. Le décret de 1901 relatif aux délais d'ajournement devant les Tribunaux d'Algérie, contient une disposition analo-

gue au profit des personnes habitant ordinairement en dehors de l'Algérie, mais trouvées sur le territoire algérien. L'article 21 du Code de procédure permet encore au juge de paix de proroger le délai de l'opposition, en statuant sur la demande, lorsqu'il sait que le défendeur n'a pas été instruit de la demande.

205. La demande de prorogation de délai, dans le cas de garantie et dans l'hypothèse de l'article 74, doit être formée, *in limine litis*, avant les conclusions au fond. Dutruc sur Carré et Chauveau, *Supplément aux lois de la procédure*, V^e *Ajournement*, n^o 407 ; c'est en effet une exception dilatoire et il est de règle que les exceptions doivent être soulevées avant le débat sur le fond. Garsonnet, *op. cit.*, t. III, § 944. Il a même été jugé qu'elle était couverte par l'exception d'incompétence *ratione materiæ*. Grenoble, 6 avril 1881, D. P. 82. 2. 17 ; par la sommation de communiquer les pièces, Nancy, 13 mai 1893, D. P. 94. 2. 329 ; par le consentement à des mesures conservatoires donné par le garanti prétendu. Cass., 21 avril 1884, D. P. 85. 1. 103.

206. La demande de prorogation d'enquête doit nécessairement être faite durant la huitaine à compter de l'audition des premiers témoins ; ce délai passé, sans que la demande ait été formée, il y a en effet expiration définitive du délai, impossibilité de ressusciter son cours que la demande aurait entretenu et que la décision du Tribunal aurait prolongé. Besançon, 7 mars 1864, D. P.

64. 2. 48 ; Garsonnet, *op. cit.*, t. III, § 848 ; Mancelle, *Dict. des délais*, n° 1201.

207. En dehors des cas de prorogation laissés par la loi à l'appréciation des juges, ceux-ci ne peuvent proroger d'autres délais légaux, mais ils ont le droit de proroger les délais qu'ils ont accordés aux parties, par exemple pour faire une option, une consignation : ils ne portent pas atteinte à la chose jugée en prorogeant les délais fixés par un premier jugement, parce que ces délais ne sont pas des délais de rigueur, mais seulement des délais comminatoires ; il est en effet unanimement reçu que ces délais expirés, les juges ne sont pas obligés de prononcer la déchéance, la nullité, sanction possible de leur observation ; ils peuvent donc ne faire produire aucun effet à leur expiration ; quelle raison y aurait-il, dans ces conditions, de leur refuser le droit de proroger les délais ? Cass., 25 janvier 1870, D. P. 71. 1. 107. Il n'en saurait être autrement que si les juges avaient dit que les délais accordés étaient des délais de rigueur. Cass., 9 février 1825, S. 25. 1. 181 ; D. P. 25. 1. 134.

208. c) *Prorogation conventionnelle*. — Comme en toute autre matière, la volonté des parties devra être respectée ; il faudra exécuter les conventions par lesquelles les intéressés auront augmenté les délais ordinaires, sauf en ce qui touche les délais d'ordre public, tels que les divers délais des voies de recours dont le but est de mettre un terme aux procès et d'assurer la paix sociale.

Cette solution peut paraître douteuse parce qu'en général il appartient aux parties de faire courir les délais des voies de recours et, qu'en un certain sens, elles ont le pouvoir de retarder à leur gré l'échéance de ces délais, en ne signifiant pas la décision susceptible de recours.

209. Pour d'autres délais, il est certain que la convention des parties serait inefficace à les prolonger valablement : ce sont, par exemple, des délais dont l'observation est imposée aux parties en vue de la protection des intérêts des tiers, articles 866, 869 du Code de procédure civile, article 1444 du Code civil à propos de la séparation de biens ; article 501 du Code civil pour assurer la publicité des jugements d'interdiction ; c'est encore le délai de deux mois pendant lequel les parties doivent requérir la transcription du jugement ou arrêt de divorce, article 252 du Code civil, et cela à raison de la matière ; ce serait encore, à raison de la matière, les délais des voies de recours contre les jugements ou arrêts relatifs à l'état des personnes, en admettant que, par eux-mêmes, les délais des voies de recours ne soient pas inextensibles ; on peut encore citer comme n'étant pas susceptibles de prorogation conventionnelle les délais pour commencer et achever une enquête, parce que ces délais sont des formes établies en vue de la bonne administration de la justice.

210. *Calcul du délai.* — Lorsqu'au délai ordinaire s'ajoute un délai de prorogation, il faut réunir ces délais

en un seul, par exemple en cas de péremption d'instance, compter le délai prorogé comme étant de trois ans et six mois, et déterminer ensuite l'échéance, et non déterminer l'échéance du délai ordinaire et la reporter ensuite à six mois, comme on le fait au cas de deux délais consécutifs. Voici quels sont, et l'intérêt, et les raisons de ce choix entre les deux procédés de computation. Quand deux délais se suivent, le second courant à l'expiration du premier, si le dernier jour du délai est férié, le point de départ du second délai est reculé d'un jour ; si, en outre, le second délai vient à échéance, lui aussi, un jour férié, ce second délai se trouve augmenté d'un jour ; on a ainsi un délai total augmenté de deux jours ; il est bien évident que si l'on détermine l'échéance en ne tenant compte que du délai total, le délai ne peut être augmenté que d'un jour à raison de la coïncidence du jour terme avec un jour férié. D'autre part, cette façon de compter s'accorde mieux avec le caractère de la prorogation parce qu'au cas de prorogation il n'y a pas deux délais mais un seul, plus long que le délai normal. Enfin, ce mode de computation reste le même, quelle que soit la façon dont le délai prorogé est fixé ; c'est en effet le mode applicable au cas où le délai ordinaire est remplacé par un délai plus long.

211. Dans l'hypothèse de la prorogation du délai d'enquête il a été jugé que le délai fixé par le Tribunal courait du jour de la signification du jugement. Limoges, 13 mars 1850, P. 50. 2. 254. Cette décision ne paraît

pas en harmonie avec l'intention du législateur qui est de ne laisser aux parties, en matière d'enquête, qu'un temps limité pour faire leur preuve lorsque l'enquête a été commencée ; il est peut-être plus rationnel de dire que le délai court du jour du jugement.

212. La règle sur la franchise des délais doit être appliquée aux délais prorogés qui, selon leur point de départ ou leur but, expireront le jour de l'échéance ou le lendemain seulement.

SECTION II. — Suspension des délais

213. — A la différence de ce qui se passe pour les délais de prescription, quelle que soit leur durée, en ce qui concerne le mariage, et pour les délais des longues prescriptions, en ce qui concerne la minorité et l'interdiction, l'état de mariage, de minorité ou d'interdiction n'est pas une cause générale de suspension des délais de procédure : « les considère-t-on comme des délais pré-
« fixes, dit M. Garsonnet, *op. cit.*, t. II, § 512, les prin-
« cipes de la prescription y sont étrangers ; les traite-t-on
« comme de véritables prescriptions, ils tombent, en
« vertu d'un argument *a fortiori*, sous l'application de
« l'article 2278 du Code civil, aux termes duquel les
« prescriptions de six mois à cinq ans courent contre les
« mineurs et les interdits. Les articles 398 et 444 le

« disent formellement pour ceux de la péremption et de « l'appel, qui sont : l'un de trois ans, l'autre de deux « mois, et cela est plus vrai encore pour les délais qui « ne dépassent pas quelques jours ». Ce dilemme qui est suffisant pour écarter la minorité et l'interdiction comme causes de suspension des délais de procédure, est insuffisant pour permettre d'affirmer que les délais de procédure courent entre époux. La vérité est que les délais de procédure ne sont pas des délais de prescription, qu'il n'y a pas à faire application des règles concernant ces derniers délais aux premiers, qui ont leur réglementation spéciale. Le principe est que les délais de procédure courent contre et entre toutes personnes, l'exception que dans certaines hypothèses particulières, ils sont suspendus ; ces hypothèses particulières sont déterminées limitativement par les lois de la matière ; quelles sont-elles ?

214. a) *Minorité et interdiction.* — α) Délai de la requête civile. — Aux termes de l'article 484 « le délai de deux mois [pour signifier la requête civile] ne courra contre les mineurs que du jour de la signification du jugement faite depuis leur majorité à personne ou domicile ». La jurisprudence, appliquant l'article 509 du Code civil, décide que l'interdiction doit être assimilée à la minorité, et que le délai de la requête civile ne court contre l'interdit que du jour de la signification à lui faite depuis qu'il a été relevé de l'interdiction. Cass., 20 juin

1883. D. P. 84. 1. 248 ; Boitard, Colmet Daage et Glisson, t. II, § 741.

215. β) Délai d'appel. — La minorité, du moins, lorsqu'il s'agit d'un mineur non émancipé, et l'interdiction (arg. art. 509, C. civ.) sont encore une cause de suspension du délai d'appel. Mais le délai n'est pas suspendu comme l'est celui de la requête civile ; il court à partir du jour de la signification faite au subrogé tuteur, en outre de celle faite au tuteur, et non plus à compter de la signification faite à l'incapable lorsqu'il est devenu ou redevenu capable.

La minorité et l'interdiction ne sont une cause d'interruption que pour le délai ordinaire de l'appel ; lorsque, dans certaines matières, pour des raisons spéciales (ordre, saisie-immobilière, référé, accident du travail, récusation, etc.) l'appel est soumis à des conditions et à des délais particuliers, il n'y a plus lieu d'appliquer l'article 444. Cass., 23 décembre 1884. D. P. 85. 1. 119 ; en sens contraire, Bordeaux, 19 mars 1879, cité dans Dalloz, Suppl. sous le n° 127, v° Ordre. Cependant l'appel des jugements de paix ne court qu'à compter de la signification au subrogé tuteur.

216. b) *Décès des parties.* — Délai d'appel et de la requête civile, art. 447 et 487. — Le décès de la partie condamnée suspend le délai de deux mois accordé pour l'appel ou la requête civile. Ce délai ne reprend son cours qu'à compter de la signification collective faite aux héri-

tiers du défunt à son domicile après l'échéance des délais pour faire inventaire et délibérer. De même que l'article 444, l'article 447 ne doit être appliqué qu'au délai ordinaire de l'appel, non aux délais particuliers en matière de saisie-immobilière, ordre, etc. Cass., 23 décembre 1884, précité ; mais cet article s'étend au délai d'appel des jugements de paix. Mancelle, *Dict. des délais*, n° 1929.

217. c) *Cessation des fonctions de l'avoué par décès, interdiction, démission ou destitution.* — α) Délai de huitaine pour former opposition à un jugement par défaut faute de conclure, art. 157. Cessation des fonctions de l'avoué du demandeur pendant cette huitaine. — Le délai ne reprend son cours qu'à partir de la notification de la constitution du nouvel avoué ; le jour de cette notification ne doit pas être compté dans les quelques jours du délai qui restent à courir. Mancelle, n° 1826.

218. β) Délai de huitaine pour réitérer l'opposition, art. 162. Cessation des fonctions de l'avoué du demandeur. — Le délai ne court qu'à compter de la notification du nouvel avoué faite par le demandeur à l'opposant.

219. d) *Force majeure.* — La force majeure est la cause la plus générale de suspension des délais de procédure. Elle n'est visée par aucun texte, mais elle est admise par les auteurs et la jurisprudence comme une cause de sus-

pension, pour des raisons d'équité, pour ces mêmes raisons qui, malgré l'article 2251 du Code civil, ont ressuscité, en matière de prescription, la règle *contra non valentem, non currit præscriptio*. Il n'y a force majeure qu'autant qu'il s'agit d'un événement imprévu, indépendant de la volonté humaine, la dominant et apportant un obstacle invincible à l'exécution de l'acte prescrit par la loi dans un délai déterminé. Cass., 7 août et 7 novembre 1890. S. 91. 1. 238 et 239 ; Trib. Seine, 31 janvier 1896. S. 96. 2. 85 ; à cette condition, les juges peuvent relever de la déchéance. Caen, 6 janvier 1824, P. chr. Cass., 7 mars 1849, S. 49. 1. 343 ; Cass., 3 juillet 1880, S. 82. 1. 288 ; Carré et Chauveau, q. 1598 ; Garsonnet, *op. cit.*, t. V, § 942 ; Bioche, v^o Appel en matière civile et commerciale, n^o 326 ; mais une partie ne peut se prévaloir du cas de force majeure, qui aurait été précédé d'une faute de sa part. Cass., 19 octobre 1872, S. 72. 1. 434.

220. Quand, pour cause de force majeure, une partie est relevée de la déchéance, résultant de l'expiration du délai, elle ne jouit pas d'un nouveau délai entier ; le délai a seulement été suspendu pendant la durée du cas fortuit, on doit en conséquence tenir compte de la portion de délai ayant couru avant l'événement. Carré et Chauveau, q. 1598 ; Garsonnet, t. V, § 943 ; Cass., 14 février 1815, P. chr.

221. A certaines époques troublées, soit par des guerres civiles, soit par des guerres étrangères, la loi elle-même, considérant qu'il y avait force majeure, a

suspendu les délais de procédure au profit soit des citoyens aux armées, soit de ceux qui étaient domiciliés dans les départements envahis ou qui avaient à agir dans ces départements (lois du 6 brumaire an V et du 21 décembre 1814, décret du 9 septembre 1870. Il ne faut pas interpréter l'intervention du législateur en ce sens que la force majeure n'est pas ordinairement une cause de suspension des délais de procédure que les tribunaux puissent admettre sans autorisation légale. L'utilité d'une loi, en supposant que la force majeure soit normalement une cause de relief de déchéance, n'est pas contestable, quand le cas de force majeure est une guerre qui dure longtemps, se passe sur un territoire étendu et qu'elle empêche un nombre considérable d'individus d'agir en temps voulu : son utilité est d'éviter une multitude de procès. Cela justifie amplement l'intervention du pouvoir législatif, et l'on ne peut dire que la loi de circonstances a été nécessaire parce que le cas de force majeure n'est pas, en temps ordinaire, une cause de suspension des délais.

222. e) *Voies de recours.* — Quand une décision de justice a fixé un délai à une partie pour agir, sous la menace d'une condamnation à l'échéance de ce délai, ou bien lorsqu'elle est le point de départ de certains délais légaux, comme un jugement ordonnant une enquête, le délai se trouve suspendu lorsque la décision de justice est attaquée par la voie de recours dont elle est suscepti-

ble. Le délai ne court à nouveau qu'à partir de la signification de la décision rendue sur la voie de recours suivie.

223. *Calcul de l'échéance du délai.* — La suspension suppose un délai ayant commencé à courir, mais elle peut se produire dès le début du délai, qui sera censé avoir couru, mais qui n'aura couru que virtuellement ; en réalité tout le délai courra à partir de la cessation de la cause d'où résulte la suspension. Dans ce cas, pour calculer le jour d'échéance, il n'y aura qu'à considérer le délai comme ayant son point de départ dans l'acte qui fait cesser la cause de suspension et à lui appliquer les règles ordinaires de computation.

224. Il y a plus de difficulté à calculer le délai qui a couru, a été arrêté par une cause de suspension puis a repris son cours, ce qui est le cas ordinaire. Cass, 14 février 1875 D. A. v° Cassation, n° 1134.

Le temps pendant lequel le délai est suspendu doit comprendre le jour de l'arrêt du cours du délai et le jour où le délai repart : le temps utile est en effet celui pendant lequel le délai n'a pas été suspendu. C'est un délai qui ne doit comprendre que des jours pleins ; la partie ne jouirait pas du délai tout entier, si dans ce délai était compté, soit le jour de son arrêt, soit le jour où son cours a repris. Pour le calcul de l'échéance d'un délai de jours, il n'y a qu'à compter le délai comme s'il était augmenté d'un nombre de jours, égal à celui du temps de

la suspension ; la règle de la franchise du délai s'applique, et aussi, bien entendu, celle sur la prorogation du délai au lendemain quand le dernier jour est férié. Lorsqu'il s'agit d'un délai de mois, les règles de computation des délais de cette nature veulent que l'on compte le délai de quantième à quantième quelle que soit la longueur des mois compris dans le délai ; il faut donc écarter le procédé qui consisterait à compter les mois de trente jours, et à suivre l'ordre chronologique, en disant : le délai a couru pendant tant de jours, jusqu'à la suspension, puis la suspension s'est prolongée jusqu'à tel jour, il y a lieu pour déterminer l'échéance du délai de compter à partir du lendemain inclus de ce jour, un nombre de jours égal au nombre de mois multiplié par trente, mais diminué du nombre de jours pendant lequel le délai a couru. Pour respecter la computation par quantième, il convient de déterminer l'échéance comme si le délai n'était pas suspendu, mais sans proroger au lendemain le délai si le dernier jour est férié, parce que ce n'est là qu'un procédé de calcul, et non le dernier jour du délai pour agir ; puis il faut ajouter le nombre de jours pendant lequel le délai a été suspendu, ce qui donnera le jour d'échéance ; si le délai est franc, le dernier jour du délai ne sera que le lendemain. Et enfin si le dernier jour du délai coïncide avec un jour férié, il y aura lieu de proroger le délai d'un jour encore.

225 *Droit comparé.* — Le Code de procédure civile allemand de 1877 reconnaît aux parties et aux magistrats le droit de proroger les délais dans les conditions qu'il détermine §§ 202, 203 et 204.

§ 202. « A l'exception des délais de rigueur, les délais
« peuvent être prorogés ou abrégés par la convention des
« parties.

« Sur la demande d'une partie, les délais fixés par le
« juge ou la loi peuvent être prorogés ou abrégés pour
« des raisons graves et établies d'une manière plausible ;
« les délais fixés par la loi ne peuvent l'être que dans les
« cas spécialement déterminés ».

Les §§ 203 et 204 indiquent la procédure des demandes en abréviation ou prorogation de délai. Il ne peut être statué sur ces demandes, sans débat préalable qu'une première fois ; mais pour accorder une seconde prorogation, il faut que l'adversaire ait été entendu.

Le § 202 *in fine* règle la façon de compter le délai prorogé : « En cas de prorogation, le nouveau délai court depuis l'expiration de l'ancien, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné. » L'article 190 du Code civil de 1900, contient une disposition semblable.

Le Code de procédure prévoit une cause de suspension des délais de procédure qui n'existe pas dans notre droit et qu'il y aurait avantage incontestable à y introduire § 201 : « Le cours d'un délai, dispose-t-il, est suspendu
« par les vacances judiciaires. Le délai reprend son
« cours à la fin des vacances pour la partie restant à cou-

« rir. Si le point de départ d'un délai tombe pendant les
« vacances, ce délai ne commence à courir qu'à partir de
« la fin des vacances.

« Les dispositions qui précèdent ne sont applicables
« ni aux délais de rigueur, ni aux délais relatifs aux affai-
« res de vacations.

Et pour éviter toutes discussions, le législateur allemand a très judicieusement ajouté : « Ne seront considé-
« rés comme délais de rigueur que ceux qui sont dési-
« gnés comme tels dans la présente loi ».

226. *Projet de réforme du Code de procédure civile français.*

— Sur la prorogation et la suspension des délais, le projet de 1898, déposé par M. Sarrien à la Chambre des Députés, précédemment déposé en 1894 à la Chambre par M. Antonin Dubost, observe la même silence que le Code de 1807 ; il ne fait, nous l'avons déjà dit, que reproduire l'article 1033 avec ses dernières modifications, ce qui est absolument insuffisant.

CHAPITRE VII

DES DÉLAIS DANS LES PROCÉDURES CONJOINTES ET COLLECTIVES

227. Le plus souvent l'instance, la procédure suivie ne mettent que deux adversaires en présence : celui qui agit, et celui contre lequel on agit, un demandeur et un défendeur, un créancier et le débiteur qu'il poursuit. Mais il peut arriver que plusieurs cointéressés aient le même débiteur ou qu'un même créancier ait plusieurs coobligés, et que l'instance s'engage entre plusieurs demandeurs et plusieurs débiteurs ; ou bien encore il peut se faire qu'une procédure soit organisée pour arriver à la distribution entre les créanciers d'un individu des sommes d'argent provenant de la réalisation de tout ou partie de son actif, et que celui qui est chargé de faire cette procédure, soit dans la nécessité de la suivre non seulement contre le débiteur mais encore contre ses créanciers, ou certaines catégories de créanciers (ordre, contribution, faillite). Dans ces diverses hypothèses, les rè-

gles ordinaires applicables aux délais de procédure ne vont-elles pas recevoir quelques modifications ?

228. *Assignment à plusieurs défendeurs.* — L'article 151 prévoit le cas où plusieurs défendeurs sont assignés devant le tribunal civil. Chacun des défendeurs a pour comparaître le délai le plus long accordé au défendeur dont le domicile est le plus éloigné. La loi veut qu'un seul jugement de défaut soit pris contre tous les défaillants à l'expiration du délai de comparution le plus long, son but est de diminuer les frais de justice, aussi la sanction de l'article 151 n'est-elle pas la nullité des jugements de défaut pris avant l'expiration du plus long délai, mais bien entendu pour chaque défendeur après l'expiration du délai de comparution qui lui est propre, elle consiste en effet en une peine prononcée contre l'avoué qui a requis ces jugements, les frais de ceux-ci restent à sa charge et il ne peut les répéter contre sa partie. Ainsi donc, ce fait que plusieurs défendeurs sont mis en cause dans une instance commune, a pour effet de reculer l'échéance normale des délais de comparution et de la reporter à l'échéance du délai le plus long accordé par la loi à celui d'entre eux dont le domicile est à la distance la plus grande du lieu où siège le tribunal saisi de l'instance.

229. En dehors de cette hypothèse, la seule prévue et réglée expressément par la loi, la pluralité de cointéressés agissant ou actionnés, n'a pas pour effet de modifier

les règles ordinaires de computation des délais : ces délais courent séparément au profit de chacun ou contre chacun ; il n'en est autrement qu'en matière de solidarité ou d'indivisibilité pour les délais des voies de recours des jugements.

Indivisibilité et solidarité. — Les obligations solidaires et les obligations indivisibles obéissent à des règles spéciales édictées par les articles 1197 à 1226 du Code civil. Par leur nature même, ces règles font échec au principe qu'en procédure, un acte ne profite qu'à celui qui l'a fait et ne nuit qu'à celui contre qui il est fait, à qui l'acte est signifié. C'est ainsi qu'en matière solidaire ou indivisible, la signification du jugement faite au plaideur qui a succombé, par une des parties cointéressées ayant obtenu gain de cause, profite à toutes ces parties, de même qu'elle nuit à tous ceux contre lesquels le jugement a été rendu ; cette signification est le point de départ des délais des voies de recours ; c'est à partir de cette signification qu'il faut compter le délai pendant lequel un recours est possible contre l'un quelconque des gagnants, alors même que plus tard il signifierait lui-même le jugement, et de la part d'un quelconque des perdants, la signification du jugement n'eût-elle pas été faite à lui ou le fût-elle postérieurement à la première signification. Cass., 13 janvier 1886 ; *Gaz. Pal.* 86.1.273 ; P. 86.1.49 ; Paris, 3 novembre 1892. D.P.93.1.13 ; Douai 26 juin 1894. D.P. 95.2.188. Nous verrons que la solida-

rité et l'indivisibilité n'ont pas seulement cet effet de modifier le point de départ normal des délais, mais qu'elles ont encore celui de modifier les règles de droit commun relatives aux déchéances, en matière de délais.

230. Dans les procédures collectives qui ont pour but d'arriver à la constitution d'une certaine masse des créanciers d'un individu, entre lesquels se répartira tout ou partie de l'actif de cet individu, les délais ne sont pas soumis à des règles spéciales de détermination ; mais les créanciers qui ont encouru des déchéances pour inobservation des délais sont, dans certains cas, relevés de ces déchéances et admis, après l'expiration des délais à eux propres, à exercer leurs droits, tant que des co-créanciers peuvent exercer les leurs : cet effet sera examiné lors de l'étude des conséquences de l'inobservation des délais. Il faut retenir ici qu'en principe, le délai court contre chaque créancier du jour de l'acte à lui signifié, et que le délai doit être compté, l'échéance déterminée d'après les règles applicables aux délais des procédures simples.

CHAPITRE VIII

DES EFFETS DE L'INOBSERVATION DES DÉLAIS DE PROCÉDURE

231. L'inobservation des délais de procédure ne comporte pas, pour tous les délais, la même sanction : cette sanction varie selon le but et l'importance de chaque délai. C'est tantôt la nullité de l'acte fait au mépris du délai, tantôt des déchéances ou forclusions encourues par la partie qui devait agir dans un délai déterminé ; c'est encore l'amende ou les dommages-intérêts dont sont passibles les officiers ministériels pour avoir laissé passer des délais d'action sans agir ou pour avoir agi avant l'échéance des délais d'inhibition ; c'est aussi parfois la déchéance du droit de poursuivre une procédure et la subrogation dans la poursuite d'une partie plus diligente que le poursuivant.

232. D'ailleurs l'inobservation d'un même délai peut-être sanctionnée de plusieurs façons, et engendrer des peines qui se cumulent : la loi le dit expressément dans

certains cas ; dans d'autres, cela résulte de l'application logique des principes. Pour chaque délai particulier, il convient de se déterminer d'après les textes ; ici, il ne faut songer qu'à donner une vue d'ensemble de ces diverses sanctions, et à indiquer les règles générales auxquelles elles sont soumises d'après leurs caractères.

§ 1. — Des diverses sanctions des délais de procédure.

233. a) Nullités. — L'acte qui est nul pour avoir été fait au mépris d'un délai, peut être irrégulier ou parce qu'il est prématuré, ou parce qu'il est tardif.

Dans les deux cas, l'acte doit être supprimé, et s'il a été accompli par un officier ministériel, mandataire d'une partie, le coût de l'acte reste à la charge de cet officier ministériel qui est en outre passible de dommages-intérêts (art. 1031) et peut être condamné à une amende de cinq à cent francs (art. 1030).

Si l'acte nul a été fait en contravention d'un délai d'inhhibition, l'acte doit être refait, à moins que la loi n'interdise de le recommencer, comme il arrive, par exemple en matière d'enquête, art. 294 : l'enquête qui serait nulle par la faute de l'avoué ou de l'huissier pour inobservation des délais de citation ne pourrait être recommencée.

Lorsque l'acte devait être fait dans un délai déterminé et qu'il n'a été fait que postérieurement, l'acte n'est pas seulement nul, il y a déchéance du droit d'agir (v. g. dé-

lai des voies de recours, lorsque l'acte de réformation ou de rétractation n'a été signifié ou accompli qu'après l'échéance du délai de recours); ou bien encore la procédure antérieure à cet acte est nulle (v. g. les divers actes qui dans les procédures de saisie doivent être accomplis par le poursuivant dans des délais légaux). Indirectement, l'acte nul pourra avoir pour conséquence la perte du droit que la prescription aurait atteint, avant que l'acte nul, que la procédure nulle aient pu être recommencés.

234. b) Déchéances. — La déchéance est la « perte d'un « droit faute de l'avoir exercé dans le temps prescrit par « la loi, ou d'avoir accompli les formalités nécessaires « pour le conserver », Garsonnet *op. cit.* t. II § 509. En matière de distribution par voie d'ordre ou de contribution, dans la procédure de l'instruction par écrit, les déchéances s'appellent forclusions.

Les déchéances ou forclusions produisent des conséquences plus ou moins rigoureuses selon les droits qu'elles atteignent. Lorsqu'il s'agit des voies de recours l'expiration des délais de recours entraîne la perte absolue du droit qu'a le plaideur de solliciter la réformation de la décision de justice qui lui préjudicie. En matière d'ordre, de contribution, de faillite, les forclusions ou déchéances encourent par un créancier à raison de sa négligence à produire, l'empêchent de prendre part à la distribution des sommes appartenant à son débiteur, mais au fond, son droit reste entier, et il peut l'exercer

dans toute son étendue, sauf l'effet de la faillite. Il est déchu du droit de concourir à une procédure déterminée seulement.

235. *c) Subrogation dans les poursuites.* — Dans les procédures d'exécution, de distribution de sommes, le poursuivant, du moins, la loi le considère ainsi, réalise l'actif de son débiteur ou la distribution de ses deniers, non pas seulement dans son propre intérêt, pour son propre compte, mais encore dans l'intérêt de la masse des créanciers, pour le compte de tous. Aussi la loi lui fait-elle encourir la déchéance de son droit de poursuite lorsqu'il se montre négligent et permet-elle aux juges de subroger dans les poursuites un créancier plus actif, un second saisissant plus diligent (art. 753, 755, 758, 761, 769 en matière d'ordre ; art. 659, 660, 667 en matière de distribution par contribution ; art. 612 en matière de saisie exécution ; art. 833 en matière de surenchère du sixième).

236. Le créancier ou le saisissant qui est déchu de son droit de poursuite, conserve tous ses droits comme créancier ; il doit être appelé à la procédure avec les autres créanciers et de la même façon, pour surveiller cette procédure ou produire ses titres et prendre part à la répartition.

237. La procédure de conversion de saisie immobilière en vente volontaire qui doit être suivie par le saisi, offre un exemple particulier de subrogation, en ce que ce

n'est plus un créancier agissant qui est subrogé dans les poursuites par un autre, mais que c'est le saisi.

238. d) *Responsabilité des officiers ministériels, et pénalités diverses.* — Les conséquences de la nullité des actes de procédure et des déchéances retombent directement sur les parties elles-mêmes; mais celles-ci le plus souvent agissent par l'intermédiaire d'officiers ministériels. Lorsque ce sont ces derniers qui sont responsables de l'inobservation des délais, ils doivent indemniser leurs parties du préjudice que leur impéritie ou leur négligence a causé. Aussi l'article 1031, qui ne fait qu'appliquer les principes ordinaires sur le mandat, dispose-t-il que les officiers ministériels seront passibles des dommages-intérêts de la partie. Dans ces dommages-intérêts, rentre le coût de l'acte nul; l'article 1031 le met d'ailleurs expressément à la charge de l'officier ministériel négligent.

239. Celui-ci peut encore être condamné à une amende qui ne peut être moindre de cinq francs et ne doit pas excéder cent francs (art. 1030).

240. Enfin lorsque la faute de l'officier ministériel est particulièrement grave, il encourt les peines disciplinaires portées par les lois et décrets organiques de sa profession; l'article 1031 ne parle que de la peine de la suspension, mais il est clair que cet article doit être complété par les textes en vigueur.

241. L'officier ministériel est responsable non seule-

ment de ses fautes personnelles, mais encore de celles commises par ses clercs dans les circonstances où ils agissent comme ses préposés. Mancelle, *Dict. des délais*, § 135 ; Dutruc, *Man. de la resp. des offic. minist.*, n° 110.

§ 2. — Caractère des nullités, déchéances, amendes
et pénalités en matière de délais

242. *En matière de délais, les peines fixées par la loi sont rigoureuses.* — L'article 1029 du Code de procédure civile dispose en principe qu'« aucune des nullités, amendes et déchéances prononcées dans le présent Code n'est comminatoire. » Cette règle dont le but est de bannir l'arbitraire, doit être étendue à tous les délais de procédure qu'ils aient leur source dans le Code ou dans des lois spéciales ; lorsqu'un acte, une formalité sont accomplis au mépris d'un délai et qu'une peine est attachée à l'inobservation du délai, les tribunaux sont tenus de prononcer la peine, tout au moins lorsque les intéressés en requièrent l'application.

243. En principe donc, les peines écrites dans la loi pour violation des règles en matière de délais, sont rigoureuses, et les juges ne peuvent se dispenser de les prononcer que dans les cas où ils y sont expressément autorisés par la loi.

C'est ainsi que la loi, dans l'article 1030, laisse aux juges le soin d'apprécier s'il convient de condamner à

l'amende l'officier ministériel pour omission ou contravention, dans le cas où la loi n'a pas prononcé la nullité de l'acte fait au mépris d'un délai fixé par elle ; c'est ainsi encore qu'elle permet de frapper les officiers ministériels de certaines peines disciplinaires, d'après la gravité des circonstances (art. 1031) lorsqu'ils ont fait des actes ou procédures nuls.

244. Exceptionnellement, sans que la loi l'ait expressément autorisée, la jurisprudence a relevé certaines parties des déchéances par elles encourues dans les procédures conjointes et collectives, et elle n'a fait en cela qu'une saine et bonne interprétation de la loi.

245. En matière de solidarité et d'indivisibilité, la déchéance qu'encourt un des cointéressés pour n'avoir pas agi dans le délai imparti, n'est pas encourue, si, pendant le délai légal, un de ses cointéressés a lui-même agi. Application de cette idée a été faite par la jurisprudence au cas d'appel et d'autres voies de recours. Cass., 10 décembre 1890, *Gaz. Pal.*, 90. 2. 570 ; 10 novembre 1890, D. P. 92. 1. 8 ; Cass., 30 juin 1896, *Gaz. Pal.*, 96. 2. 382 ; Cass., 4 février 1895, S. 95. 1. 401. Cette solution s'explique par les principes qui régissent la matière de la solidarité et de l'indivisibilité ; elle est parfaitement justifiée.

246. En matière d'ordre, de contribution, de faillite, la procédure a pour but d'arriver à la détermination de la masse des créanciers qui doivent prendre part à la distribution et du montant des créances pour lesquels ils

sont admis. Les délais impartis pour produire, ceux fixés pour critiquer le règlement provisoire courent — sauf au cas de faillite — à compter d'actes signifiés aux créanciers : à partir de cette signification, chaque créancier a un délai déterminé pour produire ou contredire. Il est admis cependant que, ce délai passé, la déchéance encourue n'est pas définitive, et que le créancier est encore à temps pour produire ou contredire tant qu'un de ses cocréanciers peut produire ou contredire. Caen, 8 décembre 1863, S. 64. 2. 191 ; Cass., 14 juin 1875, *Journ. des av.*, t. 101, p. 123 ; Chauveau, q. 2555 *ter* et 2173 ; Seligmann, *Traité de l'ordre*, n° 287 ; Bioche, v° *Ordre*, n° 321 ; Ulry, *Code des Ordres*, t. I, n° 53. En le décidant ainsi, la jurisprudence et les auteurs se déterminent par cette idée que dans ces procédures, les délais impartis ont pour but de fixer le moment à partir duquel le juge peut procéder à la distribution ; tant que le dernier délai n'est pas écoulé, il n'y a aucun inconvénient à permettre à un créancier quelconque de produire ou contredire, le délai qui lui était propre fût-il écoulé.

247. En dehors de ces hypothèses, il n'est pas permis aux juges d'admettre des reliefs de déchéance : le cas de force majeure est une cause de suspension des délais, bien plutôt qu'une cause de relief de déchéance. En Allemagne, la force majeure est un cas de *restitutio in integrum*. § 211 et 213 du Code de procédure de 1877.

248. On doit se demander à l'inverse si, en dehors des nullités et déchéances prononcées par la loi, les juges

peuvent prononcer des nullités, peines et déchéances. Aux termes de l'article 1030 « aucun exploit ou acte de « procédure ne pourra être déclaré nul, si la nullité n'en « est pas formellement prononcée par la loi ». Cette disposition qui s'applique aux nullités d'exploits, faits au mépris des délais légaux, n'est pas applicable aux déchéances. Il est permis aux tribunaux de prononcer des déchéances que la loi n'aurait pas formellement édictées ; c'est en consultant l'esprit de la loi qu'ils se détermineront, d'après le rôle et l'importance des délais. Garsonnet, t. II, § 510.

249. *En matière de délais, les nullités, déchéances et peines sont : les unes d'ordre public, les autres d'intérêt privé.*

— Les nullités, déchéances et peines en matière de délais sont, à un autre point de vue, de deux sortes : les unes ne mettent en jeu que des intérêts privés, les autres intéressent l'ordre public. Il faut se demander pour chaque délai particulier, quel est son caractère s'il touche ou non à l'ordre public et faire application des règles suivantes sur les nullités et déchéances qu'il est susceptible d'engendrer.

Quelle que soit la nature du délai s'il entraîne une déchéance, cette déchéance peut être proposée en tout état de cause ; c'est là une règle applicable à toutes les fins de non recevoir, confirmée pour la prescription par l'article 2224 du Code civil : « La prescription peut être opposée en tout état de cause ». Mais en dehors de cette règle qui s'applique aux déchéances d'ordre public et à

celles d'ordre privé, les nullités, peines et déchéances sont soumises à des règles différentes selon leur nature.

Les nullités et déchéances d'ordre public peuvent être invoquées par toutes les parties, celles qui ne sanctionnent que des délais d'intérêt privé ne peuvent être opposées que par la partie en faveur de laquelle le délai était accordé.

Seules les nullités et déchéances touchant à l'ordre public doivent être appliquées par les tribunaux dans le silence des parties, et le ministère public doit en demander l'application. Pour les autres, les parties doivent en requérir la prononciation par les tribunaux ; elles peuvent renoncer à s'en prévaloir, et leur silence peut même être interprété en ce sens, la renonciation pouvant être tacite. En un mot, il y a lieu de faire application aux délais, des règles applicables aux formes judiciaires, règles très différentes selon que ces formes sont ou non d'ordre public, mais règles bien connues et bien définies. La difficulté est de savoir si tel délai est ou non d'ordre public : la loi ne l'a jamais dit ; pour le savoir, il faut, pour chaque délai particulier, consulter l'esprit de la loi, se déterminer d'après l'importance et le but du délai, ce qui ne laisse pas, ici comme ailleurs, que d'entraîner des controverses et de faire naître des incertitudes et des dangers.

CONCLUSION

L'absence d'une réglementation générale des délais de procédure, le manque de clarté et de précision de l'article 1033, les exceptions nombreuses qu'apportent aux règles posées par cet article d'autres dispositions légales, ont engendré un système doctrinal et jurisprudentiel sur la computation des délais, compliqué, incertain et partant dangereux pour les parties qui doivent le suivre : car l'inobservation des délais peut entraîner la perte des droits. L'intervention du législateur serait donc particulièrement utile en cette matière ; mais pour que cette intervention soit efficace, il ne faudrait pas, comme en 1862 et en 1895, que le législateur se contentât de proclamer que l'accord se fait de jour en jour davantage sur la portée et l'application des règles du calcul des délais et qu'il ne les fixât que sur certains points, par des réformes de détail.

Il faut une réglementation générale de la matière des délais de procédure, réglementation complète, simple et nette.

La distinction des délais en délais francs et délais non

francs devra disparaître; une seule catégorie de délais et une seule façon de les compter.

Les règles de la computation des délais seront précises; pour le calcul de l'augmentation des délais de distances, la loi ne devra pas seulement dire comment les délais s'augmenteront, elle devra dire comment les distances seront calculées, d'après quelles bases et entre quelles localités; elle devra surtout déterminer clairement ceux des délais qui seront susceptibles d'augmentation et ceux qui ne le seront pas.

La codification des règles concernant la matière des délais à l'étranger pourra donner au législateur français de précieuses indications et lui permettre de faire une réforme excellente, trop longtemps reculée et impatientement attendue des parties, des juges et de tous les auxiliaires de la justice, réforme qui, contre toute attente n'est même pas effleurée dans le projet de réforme du Code de procédure civile de 1898.

VU :

Le Président de la thèse,
GARÇON.

VU :

Pour le Doyen, l'Assesseur,
LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

Du délai en procédure civile

N ^{os} des §		Pages
1.	INTRODUCTION	1
2.	I. <i>Point de vue théorique. Aridité de la matière.....</i>	1
3.	<i>a) Absence d'intérêt social</i>	1
4.	<i>b) Absence d'intérêt historique.....</i>	2
5.	<i>c) Absence de rapports avec le droit civil.....</i>	3
6.	II. <i>Point de vue pratique. Importance et difficulté du sujet.....</i>	3
7.	<i>a) Importance du sujet tenant aux conséquences graves que produit l'inobservation des délais.</i>	4
8-9-10.	<i>b) Difficulté de la matière, tenant à des règles compliquées et mal définies.....</i>	4
11.	III. <i>Point de vue législatif.....</i>	5
11.	<i>a) Absence de réglementation générale des délais; l'article 1033 ne vise guère que les délais francs</i>	5
12.	<i>b) Manque de précision non seulement de l'article 1033 mais des textes qui fixent les délais.</i>	6

	Pages
13. c) Inconséquence du législateur qui, de parti pris, pour certaines matières établit des règles spéciales de calcul des délais	7
14-15. d) Réforme, partielle, de 1862 et de 1895 : insuffi- de ces réformes.	7

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES DÉLAIS DE PROCÉDURE

SECTION I. — Ce qu'il faut entendre par délai de procédure

16. L'idée de délai est une idée naturelle, nécessaire, par- tant universelle.	11
17. Délais de formes et délais de fond.	12
18. Les diverses catégories de délais ne sont pas soumises à des règles communes de computation.	12
19. Les délais de procédure ont leurs règles propres. . . .	12
20. Définition des délais de procédure.	13
21. Ils se distinguent facilement des délais de droit crimi- nel administratif, non des délais de droit civil	13
22-23. a) Distinction des délais de procédure et des délais de prescription.	13
Système de Merlin et de M. Joccoton.	13
24. Application qu'en fait M. Garsonnet.	15
25-26. Critique de ce système : les délais de procédure sont distincts des délais de prescription	15
27. Conséquences.	17
28. b) Délais préfixes de procédure et délais préfixes de droit civil.	17
28-29. α) Délais préfixes d'action en droit civil ; ils ne doi- vent pas être assimilés aux délais de procédure	17
30-31. β) Délais préfixes de formalités. Même distinction. .	18
32. c) Délais préfixes de procédure et délais préfixes de déchéance conventionnelle. Distinction.	19
33. Les délais de grâce sont des délais de procédure.	20

SECTION II. — But et utilité des délais de procédure

	Pages
34. But général.....	20
35. Délais de légitime défense ou de répit.....	21
36. Délais de contrainte.....	21
37-38-39. Délais d'accélération et de péremption.....	22
40. Délais préfixes, délais des voies de recours.....	23
41. Délais de protection des tiers.....	25
SECTION III. — Sources des délais de procédure	
43. Indication générale de ces sources.....	27
44. <i>La loi</i> , source ordinaire des délais de procédure.....	27
45-46. Caractère des lois qui fixent la durée des délais... ..	28
47-48-49. <i>Le juge</i>	29
50. <i>Les parties</i>	30

CHAPITRE II

COMPUTATION DES DÉLAIS SIMPLES

SECTION I. — Règles générales de computation

51. Quel calendrier sert de base au calcul des délais.....	30
52. En procédure, les délais ne sont pas fixés par heures..	31
53. A. <i>Délais de jours</i> . Règle de la computation par jours et non par heures	32
54. Cette règle n'est pas écrite dans le Code,.....	33
55. Exceptions qu'elle comporte.....	33
56. On peut agir dès le moment où le délai commence à courir	34
57. Les délais de procédure sont continus	34
58-59. Les délais ne sont pas toujours utiles en entier...	35
60. B. <i>Délais de semaines</i> . Règle de computation.....	37
61-62. Calcul des délais de huitaine, quinzaine, huit jours, quinze jours	38
63-64-65. C. <i>Délais de mois</i> . Règle de computation.....	39
66. D. <i>Délais d'années</i> . Règle de computation.....	40

	Pages
57-68. Droit comparé.....	41
69. E. Quels délais doit-on observer dans le silence de la loi ? 1 ^{er} système. Ce délai doit être d'au moins 24 h.	42
70. 2 ^e système. Le juge a pleins pouvoirs d'appréciation.	43
71. 3 ^e système. Le délai doit être fixé par analogie.....	43
72. Système éclectique de la jurisprudence	44

SECTION II. — Point de départ des délais de procédure

73-74. Délais légaux.....	44
75-76. Règles spéciales concernant les délais dont le point de départ est la signification soit d'un exploit soit d'un acte du palais	46
77-78. Conditions auxquelles l'acte, la formalité font courir le délai dont ils sont le point de départ.....	48
79. Délais fixés par le juge	48
80. Délais de procédure conventionnels	49

SECTION III. — Dies a quo

81-82-83. Le <i>dies a quo</i> doit être exclu des délais francs seulement, dans une première opinion.....	50
84-85-86. Réfutation de cette opinion. Le <i>dies a quo</i> ne compte dans aucun délai.....	51
87. Il est exclu des délais fixés par des lois spéciales.....	53
88-89. Exceptions à cette règle	53
90. Droit comparé.....	55

SECTION IV. — Jour d'échéance ou « dies ad quem » des délais de procédure

91. Définition.....	56
92. Logiquement, le <i>dies ad quem</i> doit compter dans le délai	56
93-94-95-96. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'il est exclu du délai	56

	Pages
97-98-99-100-101-102-103-104. Détermination des délais francs : à quelles conditions un délai est-il franc ? Règle de l'article 1033 al. 1.....	58
105-106-107. Délais déterminés par des formules inclusives	
108. Application de la règle de calcul des délais francs aux délais fixés par des lois spéciales.....	65
109. Non application aux délais fixés par le juge.....	65
110. La règle de l'art. 1033 al. 1 ne s'applique pas aux délais dont le point de départ est une insertion dans les journaux ou une affiche.....	66
111. Cette règle s'applique-t-elle aux délais non fixés par la loi ou le juge	67
112-113-114-115. Etude de la question en législation....	68
116. Droit comparé.....	70

SECTION V. — De l'indication des délais simples dans les actes de procédure.

117-118-119. A. L'acte qui fait courir un délai de comparution doit indiquer le jour de la comparution.....	71
120. Exception en matière d'ajournement et d'acte d'appel..	73
121-123-124-125. Dans ce cas, comment doit être indiqué le délai de comparution?.....	74
126-127. Pour les délais, autres que ceux de comparution l'indication du délai n'est pas obligatoire, sauf dans le cas de l'art. 753 en matière d'ordre.....	75
128. Comment se corrigent les erreurs dans l'indication des délais.....	75
129. Comment l'observation des délais doit être constatée dans les jugements.....	76

CHAPITRE III

AUGMENTATION DES DÉLAIS A RAISON DES DISTANCES

131-132-133. Les délais simples de procédure s'augmentent à raison des distances.....	78
--	----

SECTION I. — De l'augmentation des délais à raison de l'éloignement de deux localités sises sur le territoire continental de la France.

	Pages
134-135-136. Règle de calcul de l'augmentation : article 1033	79
137. Bases d'après lesquelles les distances sont comptées ..	81
138. Application de l'article 1033 à l'Algérie.....	82

SECTION II. — De l'augmentation des délais à raison de l'éloignement entre deux localités dont l'une est située sur le territoire continental de la France et l'autre en dehors.

139. Comparaison de la règle de l'article 73 et de celle de l'article 1033. Délais de distance en matière d'ajournement	83
140. La règle de l'article 73 implique réciprocité.....	84
141. Pourquoi les délais de l'article 73 sont considérables..	85
142-143. Ces délais sont doublés en cas de guerre maritime	85
144. Ces délais s'ajoutent aux délais d'appel, de requête civile et de pourvoi en cassation.....	86

SECTION III. — Entre quelles localités les délais de distances doivent-ils être calculés

Distinctions :

145 a) Le délai court contre une partie sommée d'agir pendant ce délai.....	87
146. b) Le délai court contre la partie qui signifie l'acte....	88
147. c) Le délai court contre une partie qui doit dans ce délai signifier un acte et en rapporter la preuve dans un lieu déterminé.....	88
148-149-150. d) Y a-t-il lieu à augmentation du délai à raison de la distance lorsque l'acte est délivré à la personne, en dehors de son domicile?.....	89
151. e) Délai courant à partir d'un acte signifié à domicile élu.....	91
152. 1° Election de domicile volontaire.....	91

	Page s
153-154-155. 2 ^o Election de domicile obligatoire.....	92
156. Grandes compagnies assignées à un de leurs établis- sements principaux.....	92

SECTION IV. — Quels délais s'augmentent à raison des distances

157. Distinction.....	93
153-159. Domaine de l'article 1033. Exposé et réfutation du système de MM. Boitard, Colmet Daage et Glasson.	93
160-161. Système de M. Garsonnet.....	96
162-163. Domaine de l'article 73. Système de M. Garsonnet.	97
164-165-166. Délais auxquels ne s'appliquent ni l'article 73, ni l'article 1033.....	98
167. Délais fixés par des lois spéciales.....	99

APPENDICE

168-169-170-171. De l'indication des délais de distance dans les actes de procédure et de la constatation de leur observation régulière dans les jugements.....	100
--	-----

CHAPITRE IV

JOURS FÉRIÉS

172. De la nécessité de proroger le délai qui expire un jour férié.....	102
173. Jurisprudence antérieure à la loi de 1862.....	103
174. Réforme du 2 juin 1862.....	103
175. Indécision de la jurisprudence sur la portée de cette réforme.....	104
176. Loi du 17 avril 1893.....	105
177-178-179-180-181. Sens et portée de cette loi.....	105
182. Droit comparé.....	107

CHAPITRE V

DE L'ABRÉVIATION DES DÉLAIS DE PROCÉDURE

SECTION I. — Abréviation conventionnelle

	Pages
183-184-185. Les délais peuvent être abrégés par la convention des parties. Cette convention peut être tacite.	408
186. Même les délais d'ordre public peuvent être abrégés du consentement des parties.....	409

SECTION II. — Abréviation par le juge

187-188. Les pouvoirs du juge sont limités.....	409
189. Du juge compétent pour abréger les délais	410
190-191. De l'ordonnance du juge. Est-elle souveraine?... ..	410
192. Le juge ne peut abréger les délais de distance.....	412
193. Droit comparé.....	413
194. Projet de réforme du Code de procédure civile français.....	413

CHAPITRE VI

PROROGATION ET SUSPENSION DES DÉLAIS

197-198-199-200. Distinction de la prorogation et de la suspension.....	415
--	-----

Section I. — Prorogation des délais

201-202. a) Prorogation légale.....	416
203-204-205-206. b) Prorogation des délais légaux par le juge.....	416
207. Prorogation des délais judiciaires.....	419
208-209. c) Prorogation conventionnelle.....	419
210-211-212. Calcul du délai.....	420

Section II. — Suspension des délais

	Pages
213. Le mariage, la minorité, l'interdiction ne sont pas des causes générales de suspension des délais.....	122
214-215. a) Hypothèses spéciales où la minorité et l'interdiction sont des causes de suspension des délais...	123
216. b) Décès des parties.....	124
217-218. c) Cessation des fonctions de l'avoué.....	125
219-220-221. d) Force majeure.....	125
222. e) Voies de recours.....	127
223-224. Calcul du délai.....	128
225. Droit comparé.....	130
226. Projet de réforme du Code de procédure civile français.....	131

CHAPITRE VII

DES DELAIS DANS LES PROCÉDURES CONJOINTES ET COLLECTIVES

227. Ce qu'il faut entendre par cette désignation.....	132
228. Assignation à plusieurs défendeurs.....	133
229. Indivisibilité et solidarité.....	133
230. Les règles ordinaires s'appliquent à toutes les autres hypothèses.....	135

CHAPITRE VIII

DES EFFETS DE L'INOBSERVATION DES DÉLAIS DE PROCÉDURE

221-232. L'inobservation des délais produit des conséquences nombreuses.....	136
---	-----

§ 1. — Des diverses sanctions des délais de procédure

233. a) Nullité.....	137
234. b) Déchéances.....	138
235-236-237. c) Subrogation dans les poursuites.....	139
238-239-240-241. d) Responsabilité des officiers ministériels et pénalités diverses.....	140

§ 2. — *Caractère des nullités, déchéances, amendes et pénalités en matière de délits*

	Pages
242. En matière de délais les peines fixées par la loi sont rigoureuses.....	141
243. Exceptionnellement, elles sont comminatoires.....	142
244-245-246-247. De quelques causes de relief de déchéance.....	142
248. Les déchéances peuvent être prononcées par le juge dans le silence de la loi.....	143
249. Nullités des déchéances et peines d'ordre public et d'intérêt privé.....	144
CONCLUSION.....	147

